

LA NOTION ACTUELLE DU CONCUBINAGE

Ses effets à l'égard des tiers

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 9 décembre 1932 à 14 heures

PAR

JEAN BEUCHER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL D'ANGERS

Président : M. H. LÉVY-ULLMANN, *professeur*
Suffragants : { MM. HAMEL, *professeur*
SOLUS, *professeur*

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e
1932



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA NOTION ACTUELLE DU CONCUBINAGE

Ses effets à l'égard des tiers

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 9 décembre 1932 à 14 heures

PAR

JEAN BEUCHER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL D'ANGERS

Président : M. H. LÉVY-ULLMANN, *professeur*
Suffragants { MM. HAMEL, *professeur*
SOLUS, *professeur*

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e
1932

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

« Boire, manger, coucher ensemble,
C'est mariage, ce me semble. »

En termes un peu crus, empreints certes d'esprit gaulois, mais dénotant un profond sens juridique, Loysel exprime ainsi cette idée, admise dans notre Ancien Droit, que la possession d'état suffit pour qu'il y ait mariage.

Cet adage deviendrait-il de nos jours autre chose qu'un mot pittoresque, exprimerait-il une réalité de fait et de droit? Les conditions qu'il énonce seraient-elles les marques suffisantes d'une situation produisant des effets juridiques analogues à ceux résultant du mariage?

Tel sera l'objet de la présente étude.

Le concubinage est à nos yeux une question particulièrement d'actualité. L'accroissement constant des unions illégitimes nous est signalé par les sociologues, mais cet accroissement se poursuit de nos jours avec une rapidité de plus en plus grande.

De tout temps, et dans des proportions variables suivant l'atmosphère moral de l'époque, et l'influence plus ou moins prépondérante des croyances religieuses, on a vu des gens qui, par libertinage, ou pour des raisons infiniment plus respectables, ont vécu en état de concubinage. Mais ce qui pouvait n'être autrefois qu'une exception, est presque devenu de nos jours une règle dans les milieux ouvriers de nos grandes villes.

On ne peut donc plus aujourd'hui adopter à l'égard du concubinage une attitude négative, en invoquant la morale et les conséquences sociales qui peuvent résul-

ter de cette situation. Ce n'est pas sur le terrain de l'idéal, du « ce qui devrait être » ou « ne pas être », que nous étudierons le concubinage : c'est uniquement sur le terrain des faits. Nous estimons qu'il vaut mieux donner des conseils pratiques à ceux qui se sont placés dans une situation irrégulière, plutôt que de leur faire un sermon; et surtout, nous pensons qu'il est particulièrement intéressant de préciser les droits et les devoirs des tiers se trouvant en rapport de droit avec des concubins.

Mais il importe, avant de commencer cette étude, de s'entendre sur les termes mêmes à employer, et de préciser le sens qu'il faut donner aux mots « concubinage » — « concubinat » — « union libre ». Pour nous, les termes « concubinat » et « union libre » ont, de nos jours, le même sens. Ils désignent la situation de deux personnes vivant comme mari et femme, ayant la possession d'état d'époux, mais qui ne se sont pas soumis aux formalités prévues par les articles 165 et suivants du code civil, relatifs à la célébration des mariages. C'est donc le concubinage dans sa forme la plus parfaite et la plus absolue. Ce concubinat moderne ressemble au *concubinatus* de l'époque impériale romaine, mais ce n'est plus cependant un *inaequale conjugium*, une union inégale. Ce n'est plus une union entre deux personnes de classes sociales différentes, et, très fréquemment au contraire, les concubins ressortissent au même compartiment social (1).

Si tel est le sens précis que nous donnons aux expressions « union libre » ou « concubinat », nous entendons par contre le « concubinage » dans un sens très large.

Le concubinage nous paraît être le terme générique qui comprend, outre le concubinat, son état le plus par-

(1) Nous n'étudierons pas les origines romaines du concubinat, ce qui nécessiterait un ouvrage entier; nous nous contenterons de renvoyer aux ouvrages d'Histoire du Droit et aussi aux « leçons d'Introduction générale à l'Histoire du droit matrimonial français » par Charles Lefèvre; à « l'Union Libre devant la Loi » de M. Peytel. *Thèse Paris*, 1905; au « Concubinage dans le Droit français actuel » de M. F. Leroy. *Thèse Lille*, 1909.

fait, une variété infinie de modalités; mais qui ne saurait être appliqué aux relations purement « passagères », accidentelles et sans continuité, que les Romains dénommaient « stuprum ».

Pour préciser notre pensée, nous dirons que le concubinage englobe toutes les situations de fait désignées si clairement par un mot d'argot dont nous ne pouvons nous servir ici, mot qui, faisant image, exprime l'union, très intime, mais peut-être brève, de deux êtres cimentés en quelque sorte l'un à l'autre.

C'est pourquoi nous avons intitulé cette présente étude « La notion actuelle du concubinage », préférant ainsi le terme concubinage à l'expression « union libre » que semble adopter M. Edouard Lalou, ou au mot concubinat choisi par M. le professeur Josserand pour titre d'un article récemment paru dans le *Recueil Hebdomadaire de Jurisprudence Dalloz*. Le langage courant donne du reste au mot « concubinage » un sens beaucoup moins étendu que nous ne le faisons nous-mêmes. Le dictionnaire Larousse nous dit en effet que le concubinage est « l'état d'un homme et d'une femme qui vivent ensemble maritalement sans être mariés » et plus loin, on lit : « Il ne faut pas confondre la concubine avec la courtisane, ni même avec ce qu'on appelle ordinairement « maîtresse ». Qui dit maîtresse, dit caprice, passion, amour du plaisir, et le plus souvent amour-propre et vanité; la concubine est tout autre chose, c'est la femme sans le titre, c'est le mariage sans la sanction de la loi ».

Le dictionnaire de l'Académie en donne exactement la même définition : « La concubine est celle qui n'étant pas mariée, vit avec un homme comme si elle était sa femme ». A nos yeux ces deux définitions sont celles du concubinat, forme la plus complète du concubinage, mais limitent le problème à un cas particulier.

La tradition juridique a toujours été d'employer, dans le sens large, le mot concubinage. Nous trouverons cette conception chez nos anciens auteurs et chez les Jurisconsultes de la Révolution française qui ont élaboré notre code civil; et, si parfois le législateur

moderne a perdu de vue que telle était la notion véritable du concubinage, nous ne pouvons en conclure que la signification de ce terme se soit modifiée pour rejoindre le sens que lui prête le langage courant.

Il est difficile de trouver dans l'œuvre de Pothier quelle pouvait être sa notion du concubinage; il constate seulement que c'est un état contraire aux bonnes mœurs et qu'il « est parmi nous bien différent de celui des Romains » (1).

Nous apercevons plus clairement la pensée de Guyot dans son répertoire, où nous lisons au mot concubinage « pour nous le concubinage est le nom que l'on donne au commerce charnel d'un homme et d'une femme libre, c'est-à-dire qui ne sont pas mariés ». Définition très vaste, mais qui exclut du concubinage ceux qui ne sont pas célibataires notamment ceux entretenant des rapports adultérins.

C'est un peu la même définition que nous retrouvons chez Ferrière : « Le concubinage est la conjonction de deux personnes qui ne sont point mariées ensemble... et qui pourraient se marier ensemble ». Définition plus simple, mais qui exclut encore les relations adultérines et incestueuses. Plus loin Ferrière précise sa pensée; il nous dit que le concubinage proprement dit implique une certaine durée, et une certaine continuité des relations.

La notion du concubinage était, nous le voyons, beaucoup moins précise pour nos anciens auteurs, qu'elle ne l'est pour nous; cependant il semble bien que la cohabitation n'était pas à leurs yeux un élément essentiel du concubinage. Lorsque notre ancien droit frappait les concubines d'une incapacité de recevoir à titre gratuit de leurs amants, il ne visait pas seulement les femmes qui vivaient maritalement avec le donateur, mais toutes celles qui avaient entretenu avec lui des rapports illégitimes. Ainsi, dans ses Questions de Droit au mot « concubinage », Merlin nous rapporte

(1) Cf. la thèse de M. Denoix de Saint-Marc. *Le Concubinage, sa notion, ses effets*. Bordeaux, 1927, chapitre 1^{er},

un arrêt du 3 juin 1756, annulant une libéralité en considérant comme concubinage un simple « commerce » entre les parties, sans qu'il y ait eu entre eux vie commune (1).

Il nous apparaît que les rédacteurs du projet de Code civil de l'an VIII ont pris le mot concubinage dans le sens large que lui prêtait nos jurisconsultes du XVIII^e siècle, bien que le texte du projet pourrait faire croire que les rédacteurs, avaient en vue en parlant de concubinage notoire la vie maritale menée par deux amants. L'article 906 du projet est en effet ainsi conçu : « Ceux qui ont vécu ensemble dans un concubinage notoire sont réciproquement incapables de se donner » : L'expression « qui ont vécu ensemble » ne suffit pas, à défaut de toute indication dans le même sens au cours des travaux préparatoires, à nous faire penser que les rédacteurs du projet se soient séparés des jurisconsultes de leur époque, et nous pensons que c'est avec le même sens qu'il faut prendre le mot concubinage figurant à l'article 906 du projet, et le mot concubine figurant dans l'article 230 subsistant dans la rédaction définitive.

Ayant précisé les termes dont nous nous servirons au cours de la présente étude, nous devons nous demander avant d'examiner l'œuvre du législateur moderne, avant d'exposer les grands courants de jurisprudence qui se dessinent au milieu de tâtonnements inévitables, quelles politiques peuvent être suivies à l'égard du concubinage, quelles furent les politiques adoptées jusqu'à ce jour, quelle est celle qui nous paraît devoir être choisie?

On peut ignorer le concubinage, le connaître uniquement pour le réprimer ou bien l'admettre et lui faire produire certains effets juridiques (2).

Sans vouloir faire un historique du concubinage, sujet qui nécessiterait un ouvrage entier, disons que le

(1) Merlin. *Questions de Droit*, t. II, p. 471.

(2) Cf. l'article de M. Lalou. « L'union libre devant la loi et la jurisprudence ». *Le Correspondant* du 10 décembre 1929.

moderne a perdu de vue que telle était la notion véritable du concubinage, nous ne pouvons en conclure que la signification de ce terme se soit modifiée pour rejoindre le sens que lui prête le langage courant.

Il est difficile de trouver dans l'œuvre de Pothier quelle pouvait être sa notion du concubinage; il constate seulement que c'est un état contraire aux bonnes mœurs et qu'il « est parmi nous bien différent de celui des Romains » (1).

Nous apercevons plus clairement la pensée de Guyot dans son répertoire, où nous lisons au mot concubinage « pour nous le concubinage est le nom que l'on donne au commerce charnel d'un homme et d'une femme libre, c'est-à-dire qui ne sont pas mariés ». Définition très vaste, mais qui exclut du concubinage ceux qui ne sont pas célibataires notamment ceux entretenant des rapports adultérins.

C'est un peu la même définition que nous retrouvons chez Ferrière : « Le concubinage est la conjonction de deux personnes qui ne sont point mariées ensemble... et qui pourraient se marier ensemble ». Définition plus simple, mais qui exclut encore les relations adultérines et incestueuses. Plus loin Ferrière précise sa pensée; il nous dit que le concubinage proprement dit implique une certaine durée, et une certaine continuité des relations.

La notion du concubinage était, nous le voyons, beaucoup moins précise pour nos anciens auteurs, qu'elle ne l'est pour nous; cependant il semble bien que la cohabitation n'était pas à leurs yeux un élément essentiel du concubinage. Lorsque notre ancien droit frappait les concubines d'une incapacité de recevoir à titre gratuit de leurs amants, il ne visait pas seulement les femmes qui vivaient maritalement avec le donateur, mais toutes celles qui avaient entretenu avec lui des rapports illégitimes. Ainsi, dans ses Questions de Droit au mot « concubinage », Merlin nous rapporte

(1) Cf. la thèse de M. Denoix de Saint-Marc. *Le Concubinage, sa notion, ses effets*. Bordeaux, 1927, chapitre I^{er},

un arrêt du 3 juin 1756, annulant une libéralité en considérant comme concubinage un simple « commerce » entre les parties, sans qu'il y ait eu entre eux vie commune (1).

Il nous apparaît que les rédacteurs du projet de Code civil de l'an VIII ont pris le mot concubinage dans le sens large que lui prêtait nos jurisconsultes du XVIII^e siècle, bien que le texte du projet pourrait faire croire que les rédacteurs, avaient en vue en parlant de concubinage notoire la vie maritale menée par deux amants. L'article 906 du projet est en effet ainsi conçu : « Ceux qui ont vécu ensemble dans un concubinage notoire sont réciproquement incapables de se donner » : L'expression « qui ont vécu ensemble » ne suffit pas, à défaut de toute indication dans le même sens au cours des travaux préparatoires, à nous faire penser que les rédacteurs du projet se soient séparés des jurisconsultes de leur époque, et nous pensons que c'est avec le même sens qu'il faut prendre le mot concubinage figurant à l'article 906 du projet, et le mot concubine figurant dans l'article 230 subsistant dans la rédaction définitive.

Ayant précisé les termes dont nous nous servirons au cours de la présente étude, nous devons nous demander avant d'examiner l'œuvre du législateur moderne, avant d'exposer les grands courants de jurisprudence qui se dessinent au milieu de tâtonnements inévitables, quelles politiques peuvent être suivies à l'égard du concubinage, quelles furent les politiques adoptées jusqu'à ce jour, quelle est celle qui nous paraît devoir être choisie?

On peut ignorer le concubinage, le connaître uniquement pour le réprimer ou bien l'admettre et lui faire produire certains effets juridiques (2).

Sans vouloir faire un historique du concubinage, sujet qui nécessiterait un ouvrage entier, disons que le

(1) Merlin. *Questions de Droit*, t. II, p. 471.

(2) Cf. l'article de M. Lalou. « L'union libre devant la loi et la jurisprudence », *Le Correspondant* du 10 décembre 1929.

droit canon et notre ancien droit n'ont connu le concubinage que pour lui appliquer un certain nombre de sanctions, canoniques et civiles. C'est ainsi que l'union illicite crée entre concubins une espèce d'affinité de laquelle résulte un empêchement dirimant au mariage que l'un d'eux pourrait contracter avec les parents de l'autre. De même, le code Michaud de janvier 1629 déclara nulles « toutes donations à concubines ». De nombreuses coutumes contenaient du reste cet adage « dons faits en concubinage ne vaut ».

Une troisième sanction du concubinage consistait dans le refus aux enfants naturels de pouvoir prétendre à la succession de leurs père et mère. Enfin, la recherche de la paternité naturelle était possible pour obtenir paiement des frais de gésine de la mère et versement d'une pension alimentaire pour l'enfant (1).

La politique du silence inspira les rédacteurs du code civil de 1804 qui ne prononcent pas une seule fois le mot de « concubinage ». C'est par crainte du scandale, les travaux préparatoires nous le prouvent, que les rédacteurs de notre code adoptèrent une telle politique. Connaissant cet état d'esprit, nous ne serons pas surpris de lire dans l'ancien article 340 l'interdiction de la recherche de la paternité naturelle, de même l'incapacité pour les concubins de se faire des libéralités, que notre ancien droit avait eu soin d'édicter, ne se trouve plus dans notre code de 1804, et seul l'article 230 de ce code nous fait soupçonner l'existence de cette situation, tout en nous en laissant ignorer l'importance. « La femme pourra demander le divorce nous dit l'article 230 pour cause d'adultère de son mari, lorsqu'il aura tenu sa concubine dans la maison commune ». Concubine est pris dans cet article, aucun doute n'est possible, dans le sens de maîtresse, et ne désigne pas véritablement celle que nous appelons dans notre droit moderne, la concubine.

Pendant vingt-huit années même, cette expression

(1) Loysel. *Institutes coutumières*, n° 59.

« Qui fait l'enfant, le doit nourrir ».

« concubine » devait disparaître entièrement de notre code. La loi du 27 juillet 1884 qui rétablit le divorce supprima la dernière proposition de l'article 230 et donna à cet article la rédaction suivante : « La femme pourra demander le divorce pour cause adultère de son mari ».

La loi du 16 novembre 1912 que nous allons étudier inscrivit à nouveau le terme concubinage dans notre code.

Depuis 1912, toute une série de lois, des documents administratifs, et de très nombreuses décisions judiciaires, rompant avec la politique des rédacteurs du code civil, ont fait état du concubinage pour l'assortir d'effets.

PREMIÈRE PARTIE

**LA NOTION ACTUELLE
DU CONCUBINAGE**

CHAPITRE PREMIER

LE CONCUBINAGE ET LA LOI DU 16 NOVEMBRE 1912

C'est seulement en 1912 que disparaît de notre Code civil l'interdiction d'intenter une action en recherche de paternité. L'article 340 nouveau, en permettant cette recherche de la paternité dans des cas déterminés, réintroduisit dans notre Code la notion du concubinage. La loi du 16 novembre 1912 donne, en effet, à l'article 340, la rédaction suivante : « La paternité hors mariage peut-être judiciairement déclarée... Dans le cas où le père prétendu et la mère ont vécu en état de concubinage notoire pendant la période légale de la conception. »

Cette loi a pour notre étude une importance très grande, puisque, la première, elle reconnaît un effet juridique au concubinage. Il sera donc intéressant de l'étudier et d'examiner de très près les applications jurisprudentielles qui en ont été faites. Ne perdons pas de vue toutefois que le concubinage n'est envisagé dans la loi de 1912 que d'une manière incidente, seulement en ce qu'un tel état peut créer une présomption de paternité.

SECTION I. — Conception du législateur.

Le mot « concubinage » ne figurait pas dans le projet de loi déposé sur le bureau du Sénat le 28 janvier 1905, projet de loi qui tendait à autoriser la recherche de la paternité naturelle « dans le cas où il y a eu cohabitation notoire entre le père prétendu et la mère, pendant

la période de la conception. » Il s'agissait donc uniquement du faux ménage, de ce que nous appelons le concubinat. M. Guillier, rapporteur du projet au Sénat précisa que le texte visait l'hypothèse « du faux ménage, c'est-à-dire la vie commune menée par un homme et par une femme qui ne sont pas mariés, mais se présentent pour le public comme s'ils l'étaient ».

La condition essentielle aux yeux du Sénat, pour qu'il y ait concubinage notoire était donc la cohabitation. Mais ce mot pouvait prêter à des confusions dangereuses : un homme veuf ou célibataire vivant sous le même toit qu'une femme pouvait se voir attribuer une paternité, qui lui était entièrement étrangère. C'est pourquoi on remplaça le mot cohabitation par « concubinage notoire ». La pensée du législateur n'était pas changée, mais les rédacteurs espéraient ainsi en préciser la portée. Il est curieux de remarquer que l'expression choisie par le Sénat est la même que celle figurant dans l'article 906 du projet de Code civil, de l'an VIII, mais que nos sénateurs modernes l'ont employée dans un sens différent; pour eux, c'est le sens étroit, le sens du langage courant, le concubinat; tandis que pour les rédacteurs du projet de Code civil de l'an VIII, c'était le concubinage, pris au sens large.

Mais si le Sénat semble avoir eu dans les travaux préparatoires de la loi du 16 novembre 1912, une conception, peut-être discutable, mais précise du concubinage notoire, nous devons constater que le mot concubinage a été pris à la Chambre des Députés dans un sens tout différent. Voici comment s'exprime, en effet, le rapporteur à la Chambre des députés, M. Violette; « Le concubinage vise tous les ménages irréguliers : il n'est même pas indispensable, qu'il y ait une cohabitation constante du père et de la mère, et il ne faut pas hésiter à comprendre sous cette rubrique jusqu'aux liaisons assez fréquentes dans un certain monde, où l'on voit la maîtresse vivre en dehors du domicile particulier de son amant. Puisque le concubinage est notoire, et puisque le père ne peut se prévaloir de l'exception tirée de l'inconduite de sa maîtresse, les rapports constants de cette

dernière avec son amant, créent une situation analogue, toutes proportions gardées, avec celle qui résulte du mariage. » Nos députés ont repris la définition du concubinage notoire des rédacteurs du projet de Code civil de l'an VIII, et ne se sont pas arrêtés à la condition de cohabitation.

Ce désaccord manifesté dans les travaux préparatoires subsista dans l'interprétation donnée par la doctrine et se traduisit également dans les décisions jurisprudentielles.

SECTION II. — La doctrine.

Un seul auteur, M. Vigié, a soutenu l'interprétation donnée par le Sénat (1). « Le projet de loi porté au Sénat parlait de cohabitation; en remplaçant ce mot par celui de concubinage notoire, on a indiqué d'une façon plus précise la situation dans laquelle la mère et le prétendu père ont dû se trouver. Le législateur place les tribunaux en face des ménages irréguliers. Quant un homme et une femme se sont entendus pour mener la vie commune, quand ils ont donné à leur association les apparences d'un mariage, la survenance d'un enfant implique logiquement qu'il est issu des œuvres de l'amant. »

A l'opposé de cette thèse, se trouve celle soutenue par M. Wahl, qui écrivait dans la *Revue trimestrielle de Droit civil* : « Il n'est même pas nécessaire qu'il y ait entre les concubins une résidence commune au lieu où demeure l'un d'eux, si toutefois en ayant chacun une habitation séparée, ils passent une partie de leur existence dans un autre appartement, la présomption s'applique encore. Il n'est pas nécessaire, en d'autres termes, que les concubins vivent ensemble; ils peuvent avoir une existence séparée et avoir aussi une existence commune qui suffit pour faire appliquer la présomption (2). »

(1) Les Lois nouvelles, 1913.

(2) *Revue trimestrielle de droit civil*, 1913, p. 39.

Si, comme nous le verrons plus loin, la jurisprudence moderne fait siennes les idées de M. Wahl, nous pensons qu'il faut rechercher, en dehors des éléments négatifs qu'il nous expose dans l'article précité des éléments positifs nous permettant de définir le concubinage.

M. Planiol s'est attaché à cette recherche dans une note parue au Répertoire pratique Dalloz sous une des premières décisions rendues sur une action en recherche de paternité basée sur le concubinage notoire. « Il est bien certain nous dit, M. Marcel Planiol, qu'il y a concubinage lorsque deux personnes vivent ensemble comme mari et femme sans être mariés : le faux ménage représente le type achevé du concubinage; mais cette communauté d'habitation n'en est pas la condition indispensable. Le concubinage est suffisamment caractérisé lorsqu'un homme entretient avec une femme des relations suivies au domicile particulier de celle-ci.....; il n'est pas nécessaire que les relations des concubins affectent les apparences d'une union légitime. Le concubinage est constitué essentiellement par des relations intimes prolongées pendant un temps suffisant, pour n'avoir pas le caractère d'un fait accidentel ou isolé : il suppose l'habitude, ou tout au moins la fréquence des relations, il n'implique pas le ménage (1). »

Nous retrouvons dans cette définition du concubinage donnée par M. Planiol des termes analogues à ceux employés par Ferrière, et nous verrons au cours de cette étude, que s'il importe d'en préciser quelques données, cette définition convient à tout concubinage produisant des effets juridiques. M. Planiol néglige cependant une condition que M. Cassin estime être une des conditions essentielles du concubinage (2). Le concubinage ne résulte pas seulement, pour M. Cassin, d'une situation de fait; mais suppose encore que la femme « s'impose un devoir de fidélité..... et adopte un mode d'existence en rapport avec cette obligation

(1) *Recueil périodique*, Dalloz, 1914.2.98.

(2) Note sous Cass. civ., 7 février 1922, Sirey, 1922.1.321.

volontairement assumée ». M. Cassin introduit donc l'idée de « respect réciproque et d'engagement moral de fidélité. »

M. Planiol lui-même paraît s'être rallié à cette idée lorsqu'il écrit dans son nouveau traité de Droit civil : « Ces relations seront le plus souvent caractérisées par une certaine conduite de vie de la femme, manifestant de l'attachement à son amant et une apparence de fidélité (1). »

La divergence de compréhension de la notion de concubinage notoire, divergence que nous avons rencontrée entre les rédacteurs de la loi, selon qu'ils appartiennent au Sénat ou à la Chambre des députés, se manifeste donc également dans la doctrine; voyons si nous la retrouvons dans la jurisprudence et quelles conclusions nous en pouvons tirer.

SECTION III. — La jurisprudence.

Les deux premiers jugements rendus en la matière sont l'un du Tribunal de la Seine du 24 octobre 1913, et l'autre du Tribunal de Belfort du 23 décembre 1913 (2). Le jugement de la Seine, qui est un jugement avant faire droit, autorise la femme demanderesse à rapporter par voie d'enquête la preuve du fait suivant. « Que M. A. T..., entretient depuis 1911 des relations intimes avec la Demoiselle D..., dont de nombreuses personnes furent au courant. »

Le Tribunal, semble, en admettant que ce seul fait puisse constituer le concubinage notoire, se ranger à l'opinion première de M. Planiol, et ne tient compte que des éléments de fait, en laissant de côté les éléments psychologiques.

Les juges de Belfort me paraissent avoir adopté la thèse opposée; voici en effet, un de leurs attendus : « Attendu que le législateur, en faisant emploi du mot

(1) Planiol. *Droit civil*, t. I, n° 1526, p. 476.

(2) D. P. 1914.2.98.

concubinage pour qualifier la situation créée ou ayant existée entre la mère et le père prétendu, a voulu de toute évidence, viser un état de durée, un état stable, et la fusion de deux existences rendues notoirement communes, ressemblant même, en fait pour le public à l'union absolue créée par le mariage... ». C'est ce second point de vue qui semble avoir prévalu dans les décisions immédiatement postérieures. La Cour de Nancy, dans un arrêt, du 3 janvier 1914 s'exprime ainsi (1) : « Attendu, en droit, que par concubinage notoire le législateur entend et doit entendre une communauté de vie et d'habitation caractérisée, des rapports continus et constants, un ménage irrégulier, suivant les termes du rapport à la Chambre des députés, un faux ménage, auquel le législateur a étendu en quelque sorte la règle *Pater is est quem nuptiae demonstrant*; qu'il faut encore que ce concubinage soit notoire, c'est-à-dire connu de tous, établi et avoué, qu'il s'accompagne d'une sorte de possession d'état au vu et au su du public. »

La Cour de Bordeaux s'est refusée à considérer comme concubinage notoire la situation d'un homme ayant eu des rapports fréquents avec une jeune fille ayant quitté le domicile maternel, sans avoir lui-même cessé de vivre chez sa propre mère chez laquelle il couchait et prenait ses repas (2).

Dans le même sens un arrêt de la Cour de Paris du 9 novembre 1916 : « Attendu, nous dit la Cour de Paris, que le concubinage allégué ne possède pas le caractère de notoriété dont la loi a expressément entendu qu'il soit revêtu..... il n'a consisté qu'en une cohabitation de vingt-sept jours..... ce qui ne permet pas de dire que la vie commune s'est révélée au public sous des aspects tels, qu'on a pu y voir une communauté durable d'existence, assimilable par sa stabilité, sa durée, et les aspects divers sous lesquels elle se révélait journellement aux yeux de tous, à une fusion physique et morale à laquelle

(1) D. P. 1920.2.89.

(2) Bordeaux, 20 novembre 1916, D. 1920.2.97.

il n'eut manqué que la consécration civile pour en faire une union régulière. (1) »

C'est un peu dans le même esprit que nous paraît devoir être interprété un arrêt récent de la Cour de cassation qui déclare que les rapports ayant existés entre deux amants ne sauraient être qualifiés de concubinage notoire, lorsque les amants habitaient séparément, ne faisaient que se rencontrer dans le magasin par la femme, soit pour y prendre des repas, soit pour y avoir des rapports intimes et qu'il n'est pas établi qu'aucun fournisseur y ait jamais livré à la femme des objets ou des denrées commandés par son amant, et qu'enfin leurs relations n'étaient ni affichées, ni connues en dehors des familiers de la maison (2).

A l'encontre de cette jurisprudence qui exige la cohabitation comme condition essentielle du concubinage notoire de nombreuses décisions admirent que la cohabitation n'était pas une condition nécessaire et, nous pouvons dire que la jurisprudence dominante est en ce sens de nos jours.

Déjà un arrêt de la Cour de Nancy du 28 novembre 1918 (3) est ainsi motivé : « Attendu que P... Lieutenant de chasseurs, dans une petite garnison, était tenu de par sa situation même, d'observer certaines convenances; de là, l'existence séparée en apparence, des deux amants, depuis qu'au début de leur liaison, en 1908, Aline M... avait quitté le domicile maternel pour venir habiter R..., où elle travaillait dans une maison de bijouterie : qu'ils ne s'en retrouvaient pas moins chaque soir, ou peu s'en faut, dans la chambre de P... où elle passait la nuit, et d'où les voisins la voyaient sortir le matin pour aller à l'atelier; qu'il n'est pas possible de qualifier d'occasionnelles de telles relations, quand elles se sont prolongées pendant cinq ans et que ce qui est à considérer pour qu'il y ait concubinage, c'est le lit commun, bien plus que l'habitation ou la table commune. »

(1) Paris, 9 novembre 1916, D. 1920.2.97.

(2) Cass. Req., 19 février 1930, S. 1930.1.232.

(3) D. P. 1920.2.99.

C'est le 12 janvier 1921 que la chambre des requêtes de la Cour de cassation s'est prononcée, pour la première fois, sur la question en confirmant un arrêt de la Cour de Pau du 31 mars 1920. « Attendu, dit la Cour suprême, que le pourvoi reproche à cette décision d'avoir considéré comme un concubinage notoire, justifiant légalement la recherche de la paternité, de simples visites assidues rendues par le prétendu père, à la mère, — mais attendu que l'arrêt expose, que la Demoiselle M... avec qui D... s'était lié à Paris en 1909, est revenue aux environs de Pau où elle a fait un séjour de longue durée, que D... avait tout préparé pour la recevoir, qu'il l'envoya chercher à la gare, la plaça lui-même dans une villa,... que pendant ce séjour D... faisait à la Demoiselle M... des visites assidues, que ces fréquentations se prolongèrent, tout au moins, jusque dans le courant de septembre de la même année, sans qu'il apparaisse que tout autre que D... ait pu avoir accès auprès de la Demoiselle M... — Attendu qu'en l'état de ces constatations, la Cour de Pau a été fondée à voir, ainsi qu'elle l'a fait dans les relations continues et stables de D... avec la Demoiselle M... le caractère d'un concubinage notoire au sens de l'article 340 § 4 du code civil. (1) »

La Chambre civile confirmait le 7 février 1922, cette jurisprudence en cassant un arrêt de Bordeaux du 20 novembre 1916 (2).

Ces deux arrêts semblent avoir fixé la jurisprudence : toutes les décisions subséquentes (Nîmes, 9 janvier 1922, T. C. Le Havre, décembre 1922, Montpellier, 4 décembre 1922) (3) admettent que la cohabitation n'est pas une condition nécessaire du concubinage notoire visé par l'article 340 Code civil. Il faut cependant que la fréquence des relations constitue un état stable, et une fusion d'existence, permettant d'affirmer que, bien que l'amant et la maîtresse aient vécu séparément, la

(1) D. P. 1922.1.36.

(2) D. P. 1922.1.37.

(3) D. P. 1922.5.6.

fidélité de la femme ne pouvait être soupçonnée en présence de ses origines, de son passé irréprochable, et de ses habitudes attestant une conduite régulière et l'exclusivité de ses relations. C'est là, l'idée essentielle qui se dégage de toute cette jurisprudence : la communauté d'existence ne réunit les conditions matérielles et morales exigées pour qu'il y ait concubinage notoire, que si elle est assez complète et publique pour permettre à l'amant d'exercer une surveillance utile sur la conduite de sa maîtresse, ou de montrer la confiance que celle-ci lui inspirait; et si, d'ailleurs, cette communauté comportait de part et d'autre, le souci d'une fidélité seule susceptible de fonder une présomption sérieuse de paternité.

C'est cette idée que la Cour de Nancy précise dans un arrêt du 31 mai 1922 (1). Elle décide, que, lorsque, par suite de circonstances particulières, les amants ont convenu de ne pas cohabiter, il faut du moins qu'il soit certain, pour qu'il y ait concubinage, que la femme a adopté un mode d'existence qui, pour la durée de leurs relations, ne lui laisse plus la libre disposition de sa personne et permette de présumer que l'engagement de fidélité volontairement accepté n'a pas été violé.

La jurisprudence a donc ajouté aux conditions matérielles nécessaires pour qu'il y ait concubinage notoire, la notion de la fidélité. Bien entendu, cet élément nécessaire pour l'application de la loi du 16 novembre 1912 ne doit être recherché qu'au cas où il s'agit d'appliquer la présomption *pater is est quem nuptiæ demonstrant* et s'il est à la base du concubinage « notoire » il n'est pas une condition *sine qua non* du concubinage simple.

On a voulu voir un revirement de la jurisprudence dans un arrêt de la Cour de cassation de 1924 (2). Les Juges suprêmes se sont trouvés en présence d'un arrêt de la Cour de Caen motivé uniquement en fait, et ils ont repoussé le pourvoi, parce que les juges du fond

(1) D. P. 1922.2.165.

(2) D. H., 20 novembre 1924, p. 653.

ont constaté et apprécié en fait la situation respective des deux parties.

Cet arrêt n'a donc pas tranché la question de droit, et on ne saurait y voir un changement dans la théorie de la Cour suprême.

Sans vouloir étudier toutes les décisions rendues depuis quelques années, signalons plus particulièrement un arrêt de Rouen du 4 novembre 1930 (1) : « Attendu, dit cet arrêt, qu'il est établi par l'enquête dans laquelle C.... n'a pu appeler aucun témoin bien qu'il ait été admis à prouver l'inconduite notoire de la mère, que notamment pendant l'année 1923 C... faisait des visites quotidiennes à son amie au domicile des parents de celle-ci, qu'il l'amenait au domicile de ses propres parents; qu'il sortait presque tous les soirs avec elle, qu'il l'accompagnait à peu près régulièrement jusqu'à la porte de son bureau et venait la chercher à sa sortie; qu'on disait en bourse que C... se flattait d'être l'amant de M^{lle} P... et qu'en fait, il était considéré comme tel par tous ses camarades; que vers janvier 1924, C... a fait un voyage à Paris où il a passé plusieurs jours avec la Demoiselle P... qui était venue le rejoindre, alors qu'il la savait enceinte. « Attendu que d'autre part, les témoins s'accordent à attester l'excellente conduite de la jeune fille et affirment ne l'avoir jamais vue avec d'autres jeunes gens; que le deuxième témoin parlant de l'attachement de la demoiselle P... pour C... déclare qu'elle n'avait que cet amour en tête ».

La cohabitation n'est pas exigée, mais on exige la fidélité de la femme. C'est la même idée que nous retrouvons dans un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation en date du 27 octobre 1931 (2). « La Cour de Bordeaux ayant débouté la Demoiselle M... de sa demande, la Demoiselle M... s'était pourvue en

(1) *D. H.*, 1931 15 janvier, p. 29.

(2) *G. P.* 1931.2.893. Voir à ce sujet la chronique de Jurisprudence de M. E. Gaudemet, *Revue trimestrielle du Droit civil*, 1932, n^o 1, p. 140 et suivantes.

cassation et avait invoqué les moyens suivants : Premier moyen. — Violation de l'article 340 Code civil complété et modifié par la loi du 16 novembre 1912, ainsi que de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 pour défaut de motifs et manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué, tout en reconnaissant les relations intimes de R... et de la Demoiselle M... pendant la période légale de la conception, a néanmoins rejeté la demande de celle-ci en déclaration de paternité, sous prétexte qu'elle ne rapportait pas la preuve d'une communauté d'existence ne laissant pas à la femme sa liberté et la pleine disposition de sa personne, et permettant de présumer de sa fidélité; alors que la loi n'exige pas la communauté d'habitation des concubins, pour qu'il y ait concubinage notoire, et par là l'application du premier des textes sus-visés : Deuxième moyen. — Violation des mêmes articles, en ce que l'arrêt attaqué après avoir déclaré que les relations d'amant et de maîtresse pendant la période légale de la conception ne sont pas contestées, refuse d'y voir un concubinage notoire au sens de l'article 340 du Code civil par le motif que les témoins de la contre-enquête préciseraient des attitudes de l'exposante qui détruiraient nettement la présomption de fidélité permettant d'accueillir l'action de l'intimée, alors qu'il ne détermine pas les faits constitutifs de l'inconduite de la femme ou de son infidélité ».

Sur ce pourvoi, la Chambre civile, a rendu l'arrêt suivant : « Attendu que l'action de déclaration judiciaire de paternité naturelle ne peut être admise par application de l'article 340 du Code civil qu'autant qu'est établie l'existence d'un concubinage notoire pendant la période légale de la conception. Attendu que la Demoiselle M... ayant assigné D... par application de l'article 340-4°, en déclaration judiciaire de paternité naturelle, d'un enfant du sexe masculin reconnu par elle, a été déboutée par l'arrêt attaqué. Attendu que le dit arrêt qui déclare incontestée l'existence de relations intimes entre les parties pendant la période légale de la conception, fait allusion à des circonstances rendant

douteuses la fidélité de la femme, sans qu'il soit possible de discerner si la Cour d'appel les a considérées comme excluant l'existence du concubinage notoire, ou comme de nature à inspirer des doutes sur la paternité de D... malgré l'existence du concubinage notoire. D'où il suit que l'arrêt attaqué, qui ne permet pas de savoir si la Cour d'appel a statué en droit ou en fait, manque de base légale ».

Dans ce dernier arrêt, la Chambre civile montrait sa parfaite conformité de vue avec la Chambre des Requêtes qui le 20 juillet 1931 ratifia le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'appel de Bastia en motivant ainsi sa décision. « Attendu que par une appréciation souveraine des témoignages recueillis et des autres circonstances de la cause qu'il précise, l'arrêt constate que, dans la petite commune de Urtaca où habitaient les parties, il était de notoriété publique que B... avait eu avec la fille C... des relations constantes, dont trois enfants étaient nés, qu'il avait lui-même déclaré qu'il l'avait obligée à quitter la maison de son père pour que celui-ci ne profita pas de l'argent qu'il lui remettait pour leurs enfants; qu'au cours de la guerre et pendant sa mobilisation, elle avait de son chef et à sa connaissance, touché régulièrement des allocations pour ses enfants, comme fils de mobilisé; qu'il a en qualité de père, participé à l'entretien de ces enfants jusqu'à la rupture avec la Demoiselle C... après qu'il se fut éloigné d'elle et du pays natal.

Attendu que, de ces constatations qui répondent aux conclusions de B... et qui démontrent le caractère continu et stable de ses relations avec la Demoiselle C..., il résulte que pendant la période légale de la conception des trois enfants, il vivait avec elle en l'état de concubinage notoire prévu par l'article 340 du Code civil; que ce texte n'exige pas en effet qu'il y ait eu pendant la même période communauté d'habitation entre les concubins; d'où il suit que l'arrêt attaqué a donné une base légale à sa décision, par laquelle il a accueilli la demande en déclaration judiciaire de paternité formée par la Demoiselle C... pour ses trois enfants et loin de violer

l'article susvisé en a fait au contraire, une exacte application » (1).

Cette jurisprudence déjà abondante nous permet-elle de donner une définition précise du concubinage, d'en déterminer les caractères spécifiques et d'énoncer les conditions nécessaires à sa reconnaissance?

Les tribunaux ont relevé avec soin une multitude de circonstances de fait, et c'est pourquoi nous avons cru devoir reproduire *in extenso* de nombreux attendus de leurs décisions, mais il paraît difficile d'en dégager des règles générales. Cependant nous voyons qu'il est possible de distinguer dans le concubinage trois éléments la « communauté de lit », la « communauté de vie », un « engagement durable de fidélité ». La réunion de ces trois conditions, produit le concubinage le plus parfait, présentent toutes les apparences du mariage, le concubinat, qui produit le maximum d'effets juridiques. Mais pour qu'il y ait concubinage notoire, permettant d'exercer l'action prévue par l'article 340 du Code civil, point n'est besoin du concours de ces trois conditions, il suffit qu'il y ait la « communauté de lit », condition *sine qua non* du concubinage, et la constatation d'une certaine continuité dans les relations des concubins. Il faut la réunion de cet élément de fait, les relations sexuelles et de cet élément psychologique, la fidélité (tout au moins chez la femme). Cet élément psychologique, que nous retrouverons quelque peu différent en envisageant d'autres aspects du concubinage, consiste plus particulièrement sous l'empire de la loi du 16 novembre 1912, dans cette nécessité pour la concubine d'être fidèle, car cette fidélité seule lui permettra d'invoquer contre le concubin la présomption de paternité : *Pater is est quem nuptice demonstrant*.

(1) G. P. *Journal quotidien*, 16 octobre 1931.

CHAPITRE II

LOIS DIVERSES ASSORTISSANT D'EFFETS LE CONCUBINAGE

La loi du 16 novembre 1912 est la seule loi qui soit venue modifier un article de notre code civil pour y introduire la notion du concubinage. Toutefois en dehors de cette loi, le législateur a, principalement au cours de la guerre de 1914-1918, en reconnaissant certains droits ou certains avantages à des femmes mariées, étendu aux concubines le bénéfice des dispositions qu'il édictait. Dans ces lois que nous allons étudier, nous ne trouverons pas, cependant, le mot « concubine » ou « concubinage », mais la femme vivant en l'état de concubinage y est désignée par l'expression « compagne » ou par des périphrases.

Déjà avant la guerre de 1914, la *loi du 17 juin 1913* (1) sur le repos des femmes en couches, n'établît aucune distinction entre les femmes nécessiteuses, mariées, et celles qui ne le sont pas. L'article III de la loi est, en effet, ainsi conçu : « Toute femme de nationalité française et privée de ressources, qui se livre habituellement chez autrui à un travail salarié comme ouvrière, employée, ou domestique, a droit..... »

De même la *loi du 14 juillet 1913*, relative à l'assistance aux familles nombreuses (2) accorde à tout chef de famille de nationalité française, ayant à sa charge deux ou plusieurs enfants légitimes ou reconnus, et dont les ressources sont insuffisantes pour les élever, une

(1) *J. O.*, 19 juin 1913, p. 5.254.

(2) *J. O.*, 16 juillet 1913, p. 6.278.

allocation annuelle par enfant de moins de treize ans. Si les enfants restaient à la charge de la mère par suite de la mort du père, de sa disparition, d'abandon par lui de sa famille ou de toutes autres causes, la loi accordait à la mère les mêmes droits qu'au chef de famille (1). Sous la seule condition que les enfants soient reconnus, la concubine aura donc les mêmes droits que la femme légitime.

Parmi les lois de guerre accordant des droits aux concubines, citons tout d'abord, la *loi du 5 août 1914* (2) dont l'article unique est ainsi conçu : « Les familles des militaires de l'armée de terre et de l'armée de mer, appelés ou rappelés sous les drapeaux, qui remplissent les devoirs de soutiens indispensables de famille auront droit sur leurs demandes à une allocation journalière de..... ». Une circulaire interministérielle du 23 août 1914 (3) vint énoncer les conditions d'application de cette loi, et préciser ce qu'il fallait entendre par « soutien unique ou principal de la famille » : « Toutefois, dans des cas exceptionnels, dit la circulaire, les Commissions cantonales et les Commissions d'appels auront à apprécier, s'il n'y aurait pas lieu d'admettre au bénéfice des allocations et majorations, une personne sans lien de droit avec le militaire, mais qui prouverait, qu'en fait, elle vivait à son foyer et dans des conditions de moralité satisfaisantes, et qui pourrait dès lors, soit isolément, soit avec des ascendants collatéraux et enfants vivant au même foyer, être considérée comme constituant, en fait, dans l'esprit de la loi, la famille dont le militaire était le soutien unique ou principal. »

Ces textes nous donnent une définition de la famille bien différente de celle de notre Code civil; ce n'est plus le mariage qui est le seul fondement de la famille. Par elle-même et sans aucune consécration légale,

(1) La loi du 26 novembre 1930 (*J. O.*, 4 décembre 1930) a modifié la loi du 14 juillet 1913 en remplaçant l'expression « de moins de treize ans » par « n'ayant pas dépassé l'âge de la fréquentation scolaire ».

(2) *J. O.*, 6 août 1914, p. 7.127.

(3) *J. O.*, 23 août 1914, p. 7.580.

l'union de l'homme et d'une femme en une vie commune remplissant certaines conditions, contitue dorénavant pour le législateur une famille à laquelle on accorde, sur le plan social, les mêmes droits qu'à la famille légitime fondée par un mariage.

Les lois que nous venons de citer ne sont pas, du reste, des exceptions; nous ne sommes pas en présence de lois provisoires nées pour répondre à un besoin passager, mais plutôt en présence d'un véritable état d'esprit du législateur qui s'est manifesté dans d'autres circonstances. C'est ainsi que la *loi du 29 décembre 1918* (1) ouvrant aux ministères de la Guerre et de la Marine de nouveaux crédits pour l'application de la loi du 31 mars 1917 accordant de hautes payes aux hommes de troupe, accordait aux concubines, désignées par un périphrase, les mêmes droits qu'aux épouses légitimes. L'article V, alinéa II de la loi s'exprime ainsi : « Dans le cas où des personnes, même étrangères à la famille, seront jugées s'être comportées à l'égard du défunt comme une épouse, un enfant ou un ascendant, le Tribunal pourra ordonner soit qu'elles seront attributaires directes, soit que le transfert s'accomplira à leur profit. »

Enfin la législation de guerre sur les baux à loyers est venue consacrer les droits de la concubine et lui permettre d'invoquer à l'encontre du propriétaire les mêmes dispositions que la femme légitime. La première, la *loi du 9 mars 1918* assimile l'épouse de fait à l'épouse de droit. Après avoir, en effet, interdit pendant la durée des hostilités et les six mois qui suivirent le décret fixant la cessation des hostilités, toute procédure d'exécution à l'encontre des locataires mobilisés, cette loi s'exprime ainsi dans son article 20 : « Les dispositions de l'article 19 sont applicables jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra la promulgation de la présente loi.

.
aux personnes parentes ou non, qui antérieurement au

(1) *J. O.*, 1918. Débats parlementaires. Chambre des Députés, p. 3.591. Sénat, p. 893.

1^{er} août 1914 vivaient habituellement dans les lieux loués avec le locataire mobilisé et qui justifieront qu'elles étaient à sa charge » (1).

La question s'est posée de savoir si le législateur en employant la périphrase « personnes parentes ou non, vivant habituellement avec le locataire » avait entendu désigner les concubines. Les commentateurs de la loi et les juridictions spécialement créées pour connaître des difficultés à naître de l'application de cette loi, ont unanimement adopté cette interprétation.

Les travaux préparatoires ne peuvent du reste, nous allons le voir, nous laisser le moindre doute : Cette disposition ne figurait pas dans le texte soumis en première délibération au vote de la Chambre et M. Levasseur ayant signalé la nécessité de mentionner parmi les catégories visées au texte les femmes qui ne sont pas mariées légitimement mais qui reçoivent l'allocation militaire, M. Edouard Ignace, rapporteur du projet, se borna à répondre que dans la pensée de la Commission : « Il n'y avait aucune distinction à faire entre les ménages irréguliers et les ménages légitimes, et qu'on appliquerait sur ce point les idées libérales qui avaient présidé à l'élaboration des textes en matière d'allocations militaires » (2). Le rapporteur entendait-il par cette réponse signifier qu'aux yeux du législateur, il n'existait pas de différence entre les ménages légitimes et les ménages irréguliers, et que, de toute évidence, sans qu'il soit besoin de le spécifier autrement, les seconds devaient bénéficier des mesures prises dans l'intérêt des premiers.

Avec beaucoup de sagesse, M. le Garde des Sceaux fit remarquer que, si telle était la pensée de la Chambre il était nécessaire de l'exprimer plus clairement dans le texte. Sans tenir compte de ces remarques, la Chambre adopta purement et simplement et sans y apporter la moindre modification, le texte de la Commission

(1) *J. O.* du 12 mars 1918. Dalloz, 1918.4.49.

(2) Chambre des Députés, séance du 14 avril 1916. *J. O.* du 15 avril 1916, p. 943.

Le 15 février 1918 le projet revenait en troisième délibération à la Chambre des Députés. M. Levasseur et plusieurs de ses collègues proposèrent un amendement tendant à assimiler aux veuves des militaires morts sous les drapeaux « leurs compagnes ». Le rapporteur de la Commission demanda le rejet de cet amendement en invoquant, il faut le dire, des raisons très fortes et que nous estimons devoir rappeler. « En effet, disait-il, depuis combien de temps faudra-t-il que ces personnes vivent avec le militaire mobilisé? A quelle époque remontent les relations? Ce sont des points extrêmement difficiles à fixer. Il peut arriver aussi que des personnes, en outre de leur mariage régulier, aient un ménage qui ne l'est pas, inconnu souvent de l'épouse légitime. Est-ce que deux personnes vont bénéficier de l'exonération d'un loyer, immobilisant ainsi des locaux insuffisants dans certaines villes? Enfin, supposons un fêtard, si vous me permettez l'expression, qui entretient plusieurs concubines. Quelle est celle qui va bénéficier de l'avantage que crée la loi? Est-ce la plus ancienne? Est-ce celle qu'il préfère? Vous voyez qu'il y a une échelle difficile à établir. C'est devant ces difficultés de rédaction que nous avons reculé. L'ombre insaisissable et variable de la compagne disparaît chaque fois que le législateur veut en saisir les contours. »

Après cette intervention, la Chambre prononça le renvoi à la Commission. Enfin cette dernière proposa la rédaction actuelle de l'alinéa 3. M. Nail,⁵ Garde des Sceaux, expliqua pour justifier cette rédaction, que la Commission et le Gouvernement tout en jugeant impossible de faire, à propos d'une incidente, un texte réglementant d'une manière générale la situation de la femme vivant maritalement avec un homme, avaient cru néanmoins nécessaire de trouver un moyen de donner satisfaction à des revendications légitimes (1). « Je donnerai aux Procureurs Généraux, après la pro-

(1) Note de M. Charles Robert, sous loi du 9 mars 1918. Dalloz, 1918.4.90.

mulgation de la loi, dit M. le Garde des Sceaux, des instructions pour qu'il soit bien expliqué aux Présidents des Commissions arbitrales que, parmi les personnes, parentes, ou non, qui sont visées par le paragraphe en question, peuvent se trouver celles qui ont été les compagnes, dans les conditions que j'ai rappelées tout à l'heure, des mobilisés disparus; étant bien entendu qu'il entre dans les vues du législateur que, seules, pourront bénéficier des dispositions bienveillantes de la loi, celles qui, par la correction de leur vie, auront prouvé qu'elles en étaient dignes. »

Aucun doute n'est donc possible, la loi du 9 mars 1918 a bien accordé à la concubine les mêmes droits qu'à l'épouse, sous cependant deux conditions, qu'elle vive habituellement avec lui et qu'elle soit à sa charge. C'est donc la concubine entretenue qui pourra bénéficier de la loi et non celle unie avec son concubin par une société de fait résultant, par exemple, de l'exploitation en commun d'un commerce, l'exercice en commun d'une profession.

La loi du 1^{er} avril 1926 a repris l'expression du législateur de 1918 en son article 3 alinéa premier qui est ainsi conçu : « Le bénéfice de la prorogation restera acquis en cas d'abandon de domicile ou de décès du locataire ou de l'occupant aux personnes vivant habituellement avec lui : membres de sa famille ou à sa charge. » Nous retrouvons dans ce texte, les deux mêmes conditions qu'exigeait la loi de 1918 pour accorder le bénéfice de ses dispositions à la concubine savoir : à qu'elle vive habituellement avec lui, et qu'elle soit « sa charge. » Elle prévoit enfin une autre hypothèse, celle de l'abandon de domicile, ajoutée au texte sur l'initiative de M. Garchery député (1).

Ce texte de la loi de 1926 fut adopté par les Chambres

(1) Chambre des Députés, séance du 20 janvier 1926, p. 126.

Note explicative : Nous nous réservons d'étudier plus longuement cette question en un chapitre spécial intitulé « Les concubins et leur propriétaire » (p. 117), mais il nous a paru nécessaire de faire figurer la conception des auteurs de la législation sur les loyers dans l'exposé de l'évolution législative.

malgré l'opposition de M. Morand rapporteur au Sénat, qui s'exprima en ces termes : « Il a semblé à votre Commission qu'il y avait là une extension difficile à admettre. Quel sera le critérium permettant de dire que les conditions d'habitation habituelle ou de charge sont remplies pour qu'il y ait lieu à la prorogation? Questions singulièrement délicates dans nombre de cas. Aussi votre Commission vous propose-t-elle de rédiger l'article dans les termes suivants : « Le bénéfice de la prorogation strictement personnel à l'occupant au 1^{er} avril 1926, restera acquis, en cas d'abandon de domicile ou de décès aux membres de sa famille vivant habituellement avec lui. (1) »

Assez fréquemment des concubines sont venues opposer au propriétaire de leur concubin décédé le droit à prorogation que leur accordait la loi. La question s'est donc posée devant les juridictions spécialement créées; mais nous nous bornerons à étudier la jurisprudence de la Commission Supérieure de cassation, Cour suprême appelée à trancher les litiges résultant de l'application de la législation de guerre sur les loyers.

Le premier arrêt est à notre connaissance un arrêt du 7 juillet 1926, rendu sur pourvoi de cassation contre un jugement du juge de Paix de Sceaux du 19 octobre 1927 (2). Cet arrêt, en un attendu très bref, semble affirmer que la concubine du locataire est nécessairement à sa charge, sans qu'il soit besoin que cette seconde condition ait été constatée par les Juges du fond. « Attendu que le paragraphe 1^{er} de l'article 3 de la loi du 1^{er} avril 1926 est ainsi conçu : « Le bénéfice de la prorogation restera acquis en cas de décès du locataire, aux personnes vivant habituellement avec lui « membres de sa famille ou à sa charge », qu'il résulte des travaux préparatoires que par « personne » à la charge du locataire, il faut entendre la concubine du locataire; d'où il suit que le Juge de paix a légalement justifié sa déci-

(1) Sénat, séance des 30 et 31 mars 1926. Annexe n° 179 et *J. O.* du 1^{er} avril 1926, p. 535.

(2) *D. H.* 1928.598; *R. L.* 1929.40.

sion; qu'il n'y a pas eu violation du texte visé au pourvoi... »

Le second arrêt en date du 20 décembre 1928, semble demander au juge de constater que la concubine était à la charge du locataire, cette constatation résulta-t-elle implicitement des circonstances de la cause (1).

Voici en effet comment s'exprime la Commission Supérieure « Attendu qu'en relevant que depuis plusieurs années B... vivait maritalement avec la Demoiselle O... le Juge de paix a constaté implicitement que celle-ci était à la charge de B..., qu'une telle situation n'a pas été contestée devant le Juge par la Rente Foncière, d'où il suit que le jugement attaqué dûment motivé n'a pas violé les textes visés au moyen. »

Enfin un troisième arrêt du 7 février 1929 (2) achève l'évolution de la jurisprudence de la Commission Supérieure de cassation; cet arrêt exige que les Juges du fait aient constaté expressément que la concubine était à la charge du locataire et refuse la prorogation à une concubine vivant depuis plus de vingt ans avec le locataire. « Attendu que du jugement attaqué, dit la Cour Suprême, il résulte que la dame V... n'était pas membre de la famille C... et que si elle vivait habituellement avec lui, elle n'était pas à sa charge de son propre aveu; qu'elle ne pouvait en conséquence se prévaloir des dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 3 sus-visé, ne remplissant pas les conditions exigées par ledit article... »

La Commission Supérieure de Cassation vient en un arrêt du 28 avril 1932 (3) de confirmer cette jurisprudence en refusant le bénéfice de la prorogation à une concubine qui n'était pas à la charge du locataire.

Après l'étude de cette évolution jurisprudentielle, nous arrivons à cette conclusion que si l'article 20 de la loi du 9 mars 1918, de même que l'article 3 de la loi du 1^{er} avril 1926, ont entendu désigner la concubine,

(1) *D. H.*, 1929.70; *R. L.* 1929.273.

(2) *D. H.* 1929.191; *R. L.* 1929.482.

(3) *G. P. J. Q.* 29 octobre 1932, sous-note J.

ils n'ont pas accordé des droits à toutes les concubines, mais seulement à celles qui sont à la charge du locataire, et nous croyons que l'arrêt de la Seine du 10 novembre 1926 (1) est conforme à la Jurisprudence de la Cour Suprême, lorsqu'il est venu décider qu'une gouvernante avait droit à la prorogation.

Nous faisons donc nôtre, la conclusion de M. Louis Ropers dans son traité pratique des baux à loyer (2) : « Le concubinat n'est, ni un titre, ni un obstacle au bénéfice de l'article 3; toute personne, concubine ou non, ayant été à la charge du locataire et ayant habituellement vécu avec lui, a droit à ce bénéfice; le concubinage n'ajoute rien aux droits de cette personne, si elle ne réalise pas les conditions expressément prévues au texte. »

Il est intéressant de noter en cette matière une régression jurisprudentielle des droits de la concubine qui après avoir été assimilée à la femme légitime ne tire plus aujourd'hui de son état de concubinage aucun avantage particulier, et doit pour bénéficier de la législation sur les loyers, remplir les mêmes conditions que s'il n'existait pas de communauté de lit entre elle et son concubin (3).

(1) R. L. 1927.83.

(2) Louis Ropers. *Traité pratique des baux à loyers*. Edit. 1931, p. 138, n° 125.

(3) Nous ne parlerons pas de la loi du 29 juin 1929 dont l'article 3 s'est contenté de reproduire les termes de la loi du 1^{er} avril 1926.

CHAPITRE III

PROJETS DE LOIS

Après avoir étudié les lois de la guerre ou de l'après-guerre qui ont reconnu des droits à la concubine, il nous faut mentionner deux propositions de lois qui auraient eu une importance et des répercussions considérables si nos Chambres les avaient votées. Je veux parler de la proposition qui a été déposée lors des travaux préparatoires à la loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires, et du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre le 27 mai 1920 et tendant à modifier certains articles des lois sur les accidents du travail.

SECTION I. — Projet de loi sur les pensions militaires.

Deux députés, en effet, ont déposé un amendement en faveur des « compagnes » des soldats décédés tendant à ce qu'elles soient assimilées aux « veuves », mais la Commission des Pensions estimant que les plus larges facilités avaient été données aux militaires pour leur permettre de régulariser, par le mariage, la situation des femmes, auxquelles ils étaient attachés par les liens d'une longue affection, a considéré qu'il n'y avait pas lieu d'adopter l'amendement : « Il n'a pas semblé qu'il y eût lieu de créer des pensions au profit des compagnes justifiant une cohabitation prolongée et publique avec le militaire. La situation au point de vue juridique et sociale manque trop de netteté pour pouvoir entraîner une inscription viagère au grand livre de la dette publique. Il appartenait au militaire, s'il le désirait, de créer

des droits à sa compagne en la prenant pour femme. Mais on ne saurait méconnaître des situations individuelles, dignes d'intérêt toujours, et souvent respectables. Il faudra recourir à la législation des secours qui est plus souple que celle des pensions, et qui distingue mieux les cas particuliers, pour venir en aide aux compagnes des soldats morts pour la patrie » (1). Un amendement analogue fut présenté devant le Sénat en la séance du 19 septembre 1918 par M. Louis Martin; cet amendement était ainsi conçu : « Seront assimilées aux veuves en cas de vie maritale notoire, les compagnes dans les conditions fixées par l'alinéa 5 de l'article 340 du Code civil, modifié par la loi du 16 novembre 1912. » Cet amendement était encore plus compréhensif que celui présenté devant la Chambre; il ne s'agit plus de la « compagne », c'est-à-dire de la femme ayant vécu en l'état de concubinat, mais de celle remplissant seulement les conditions prévues pour la recherche de la paternité, savoir les conditions requises pour qu'il y ait concubinage notoire.

Ainsi nous paraissent du moins, devoir être interprétés les termes de cet amendement, car il faut reconnaître que dans la pensée de son auteur, qui n'interprétait pas du tout la loi de 1912 comme devait le faire la Jurisprudence, il s'agit bien plutôt d'un véritable concubinat. En effet, M. Louis Martin soutint en ces termes son amendement à la Tribune du Sénat : « En tombant, le mutilé a légué à l'Etat celle qui lui a prodigué toutes les consolations et toutes les tendresses durant sa vie, celle dont il était le soutien, la protection; ce legs, il l'a scellé de son sang; je vous prie de l'accepter, non pas seulement sous bénéfice d'inventaire, mais de la façon la plus large. Vous élevant au-dessus de certains sentiments légitimes éminemment respectables, vous voudrez tenir compte des situations exceptionnelles et accomplir un acte exceptionnel de générosité...

(1) Rapport de M. le député Massé du 21 juillet 1916, p. 1963, *J. O. Débats parlementaires*, 1916. Chambre des députés. Rapport supplémentaire de M. le député Lugol du 14 décembre 1917, p. 2.019.

Il est bien évident d'ailleurs, que par compagne, nous entendons la compagne au sens de la loi de 1912 qui vous le savez, prévoit une foule de garanties... Il ne s'agit pas, bien entendu d'une cohabitation accidentelle, mais d'une cohabitation ayant été longue ayant eu la publicité et la continuité exigées pour l'exercice de la loi 1912 ». M. Paul Doumer, Président de la Commission, repoussa au nom de cette dernière, ce paragraphe additionnel présenté par M. Louis Martin : « Il n'est pas question d'enfant, dit-il, dans le paragraphe additionnel présenté par nos collègues; par conséquent le concubinage notoire que vous voulez élever à la hauteur d'une institution égale au mariage, ce concubinage notoire n'existe pas dans le cas que vous envisagez, c'est-à-dire dans le cas où il n'y a pas d'enfant. Alors, que voulez-vous donc faire? qu'une ou plusieurs concubines — il y en aura peut-être plusieurs car vous n'en limitez pas le nombre, aient droit à une pension. Est-ce acceptable? On a fait observer que les souteneurs aussi laisseront celles qui les soutiennent réclamer également leur part. C'est cela que vous voulez..... » (1). C'est sur ces fortes observations qui n'étonnent pas de la part du grand Français qui a écrit *Pour mes fils*, observations auxquelles s'était associé le Gouvernement, que la Haute Assemblée repoussa cet amendement comme la Chambre avait repoussé l'amendement présenté par MM. Paisant et Doisy (2). Est-il besoin d'insister sur les répercussions tant civiles que financières qu'un tel projet de loi aurait entraîné, s'il s'était vu ratifié par le vote des Chambres?

SECTION II. — **Projet de loi sur les accidents du travail.**

D'une importance plus grande encore et d'une répercussion sociale considérable était la proposition de loi que M. Escoffier et plusieurs de ses collègues firent à la

(1) Débats parlementaires. Sénat, séance du 19 septembre 1918.

(2) Les amendements étaient présentés pour compléter le texte des articles 14 et 15 de la loi du 31 mars 1919.

Chambre des députés à la séance du 26 mai 1920 (1). Cette proposition de loi avait pour but de modifier certains articles de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes sur les accidents du travail, et notamment de ranger la concubine au nombre des personnes dont les droits sont reconnus par l'article 3 § 4 de la loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 31 mars 1905. Voici en quels termes les auteurs de cette proposition motivaient une réforme aussi importante : « Il n'est pas juste, non plus, avec l'évolution des idées, d'écarter plus longtemps du droit à la rente viagère de 20 % du salaire annuel, l'épouse de fait c'est-à-dire, la compagne qui vivait maritalement avec le décédé; il faut lui ouvrir les mêmes droits qu'à la veuve légale : 1^o quand elle est mère de famille; 2^o quand elle est désignée par le testament comme ayant droit; 3^o quand elle pourra prouver devant le Tribunal que depuis trois ans au moins elle vivait avec le décédé. Il n'est pas admissible que la crainte de favoriser le concubinage aboutisse à un pareil degré d'inhumanité. D'ailleurs, avec le système de la loi, les patrons se trouvent avoir intérêt à embaucher des ouvriers vivant en concubinage de préférence à des ouvriers mariés. De plus, lorsqu'une femme a donné des enfants au pays, il n'y a pas lieu de lui infliger une peine parce qu'elle les aurait conçus hors du mariage. Socialement, le résultat est le même et l'État a pour mission de favoriser la population, et non de l'enrayer par des mesures de ce genre. » L'amendement présenté était ainsi conçu : « L'épouse de fait, c'est-à-dire la compagne vivant maritalement avec le décédé au moment de l'accident, aura les mêmes droits que le conjoint survivant quand elle sera mère d'un enfant reconnu par la victime ou quand elle pourra établir qu'elle vivait maritalement depuis au moins trois ans avec lui, si toutefois il n'y a pas d'épouse légitime. » M. Louis Duval-Arnould, à la Tribune de la Chambre, repoussa cet amendement en ces termes : « Il serait singulièrement grave d'introduire pour la

(1) *J. O.*, 26 mai 1920.

première fois dans une disposition législative expresse, l'assimilation dans les termes et dans le fond de la concubine à l'épouse, de lui donner le nom même, et les droits de la femme mariée. Je dis tout de suite, pour bien mettre les choses au point que je comprends très bien le sentiment qui a guidé les auteurs de cette disposition, et inspiré dans son vote la première majorité de la Commission. Car je ne méconnaiss pas que, dans un certain nombre de cas, la compagne d'un ouvrier victime d'un accident de travail peut être entièrement digne de pitié et d'intérêt. Mais ce n'est pas le seul cas où le concubinage ne produit pas les mêmes effets que l'union légale. Mais à ces conséquences dommageables, il appartient dans une large mesure aux intéressés de se soustraire. Ils peuvent, ils doivent se soustraire et vous le savez le mariage leur est de plus en plus facile. Je comprendrais à la rigueur, que l'on présente une disposition de ce genre dans une législation qui n'admettrait pas le divorce. Mais notre législation admet le divorce et même le rend lui aussi, de plus en plus facile et rapide. Le texte primitif de la Commission se tournerait dans bien des cas, contre la femme elle-même. La situation dans laquelle peut se trouver une femme par suite d'un accident mortel atteignant celui qui la soutenait de son gain, n'est pas la seule où il soit regrettable pour elle que le mariage n'ait pas été régularisé. Dans notre société, une union qui n'a pas été régularisée est une chose déplorable pour tous, déplorable pour la femme qui se trouve ainsi contestablement, et, dans tous les milieux, dans une situation inférieure, déplorable pour les enfants issus du mariage qui, quoi qu'on puisse en dire, sont eux aussi dans une situation tout à fait regrettable sur laquelle bien souvent notre attention a été appelée. Pourquoi donner une raison de plus à ces négligences coupables? Pourquoi donner une excuse de plus à l'ouvrier qui ne fait pas son devoir en allant à la mairie faire consacrer légalement son mariage? A cette consécration, il y a d'abord un intérêt social; mais pour

(1) *J. O. Débats parlementaires. Chambre des députés, n° 3928.*

la femme et les enfants, il y a aussi un intérêt individuel et un intérêt primordial. Le mariage légal, c'est la constatation de l'état civil. Ce serait annuler un progrès et revenir à quatre siècles en arrière que de réins-tituer un mariage de fait auquel on pourrait donner les conséquences du mariage de droit sans qu'il ait été constaté sur les registres de l'état civil spécialement inventés et minutieusement réglementés, précisément pour faire la preuve..... ». M. de Moro-Giafferi propose alors de supprimer de l'amendement proposé les trois premiers mots « l'épouse de fait », qui lui paraissent inutiles et le choquent un peu. L'amendement commencerait donc par « la compagne vivant maritalement ». En repoussant ce texte, dit, M. de Moro-Giafferi, vous n'arriverez pas à punir « l'amant », le compagnon, qui n'a pas fait son devoir vis-à-vis de sa maîtresse et de ses enfants; vous punirez celle qui, trop souvent a connu la misère, a souffert de la vie, et surtout les enfants qui sont innocents. « Après intervention de M. Georges Pernot et de M. André Hesse qui soutiennent avec beaucoup de raison qu'une réforme d'une telle importance ne doit pas trouver place dans un court alinéa d'une loi, mais dans un article du Code civil, si les auteurs de l'amendement étaient suivis par la majorité de la Chambre; et après que M. le Ministre du Travail ait demandé à la Chambre de repousser l'amendement, M. Duval-Arnould demande la suppression de l'alinéa commençant par ces mots. « L'épouse de fait » ce que la Commission et le Gouvernement acceptent.

Nous retrouvons dans la discussion de la Chambre des députés sur ce projet de loi les mêmes idées qui ont amené le vote des lois de guerre, que nous avons étudiées ci-dessus. Ce sont de pures considérations de fait qui sont invoquées à l'appui de l'amendement déposé; cependant nous devons en retenir, outre la tendance du législateur moderne, cette idée que le concubinage acquiert par sa durée, une force et une valeur telle qu'il peut produire des effets juridiques. Il est intéressant de noter que c'est ce même délai de trois ans, déjà relevé plus haut, que les auteurs de l'amendement ont estimé

suffisant pour transformer un simple *stuprum* en une situation sociale entraînant des charges et des droits. Quelles difficultés ne se seraient pas présentées si cet amendement avait été adopté par la Chambre? Quel pourrait-être le point de départ de ce délai de trois ans? Quelques juristes se sont rendus compte à la Chambre de l'importance des questions soulevées et des difficultés que présenterait leur résolution. C'est grâce à leur intervention qu'une réforme si importante, mais si mal préparée, n'a pas reçu la consécration législative.

Le jour où un texte, tel que celui proposé pour modifier la loi sur les accidents du travail, aurait pris place dans notre législation civile, cette dernière se trouverait par là même reconnaître en dehors du mariage légitime entouré d'ennuyeuses et coûteuses formalités édictées par le titre cinquième de notre Code civil, la légitimité d'une union, de caractère inférieur peut-être, mais infiniment plus simple et qui deviendrait rapidement de règle pour les gens ne désirant pas faire précéder leur union d'un contrat de mariage.

Sans parler de nos projets de loi et pour n'examiner que les textes législatifs que nous avons rapportés, il est incontestable, comme l'a écrit M. Henri Lalou (1) que : « Peu à peu l'épouse de fait est placée sur le même plan que l'épouse de droit, de même que les droits des enfants naturels ont une tendance à se rapprocher de ceux des enfants légitimes. Ces assimilations sont facilitées par le relâchement des mœurs et la désorganisation de la famille. Quelques tribunaux les approuvent et voudraient les généraliser. C'est ainsi que l'on peut lire dans une décision heureusement isolée d'un Juge de paix, du Pas-de-Calais, décision difficilement conciliable avec la Jurisprudence dont nous parlerons plus loin sur la nullité de certaines libéralités entre concubins pour cause immorale que « le reproche adressé à une jeune fille de vivre en concubinage ne constitue pas un propos diffamatoire, le mariage libre offrant des avantages que

(1) *Le Correspondant*, n° 1613 du 10 décembre 1929. « L'union libre devant la loi et la Jurisprudence », par Henri Lalou, p. 717.

l'on peut apprécier sans faire preuve de moralité douteuse ». Le jour où cette conception aura été consacrée législativement, c'en sera fait du mariage; et notre législation civile, sur ce point, n'aura rien à envier à l'abominable législation russe sur la famille. »

CHAPITRE IV

CONCLUSION

Pour terminer l'étude de ces lois répondant aux nécessités de situations créées par la guerre de 1914-1918, il importe de rechercher les conditions exigées par ces diverses lois pour que la concubine puisse être assimilée à l'épouse légitime.

Ces conditions, il faut le reconnaître, n'apparaissent pas à première vue, et, si le législateur a reculé devant une définition du concubinage, n'a même pas employé le mot « concubine » et a eu recours à la supercherie des périphrases, c'est qu'aux yeux de nos représentants, le concubinage se présentait sous la forme d'une entité assez vague et aux contours imprécis. Nous croyons pouvoir dire cependant que le concubinage envisagé par la législation de guerre doit présenter l'apparence d'une union régulière, revêtir aux yeux des tiers la forme extérieure d'un mariage légitime. Les travaux préparatoires de ces diverses lois ne permettent aucun doute sur ce point, et les propositions de loi ont presque toujours été présentées sous la forme de l'assimilation de l'épouse de fait, à l'épouse de droit. La première conséquence de cette conception, c'est que la cohabitation des concubins est indispensable. Nous trouvons donc là, une première différence avec la conception du législateur de 1912 ou tout au moins avec l'interprétation donnée de cette loi par la Jurisprudence.

Mais le fait matériel de la cohabitation ne suffit pas. L'élément moral, dont certains juristes ont fait une des conditions essentielles du concubinage, est également exigé. Il faut que les concubins aient vécu dans des conditions honorables, que leur vie ait été correcte, en

un mot, qu'en dehors de tout commerce charnel, le concubin ait traité sa compagne, non comme une maîtresse, mais comme une épouse. Le Législateur moderne a donc, pour nous résumer, reconnu pour l'assortir d'effets le concubinage se présentant sous l'apparence de la vie familiale. C'est en s'attachant également à cette idée, que ces lois de guerre ont exigé comme troisième condition du concubinage que la concubine soit à la charge de son amant. Le législateur a voulu l'analogie la plus complète entre la situation des concubins et celle d'un ménage normal. Mais en exigeant cette troisième condition on s'est montré plus sévère pour le concubinage que pour le mariage, car il est bien évident qu'une femme légitime, fut-elle riche, et mariée à un homme sans fortune, pourrait invoquer le bénéfice de ces lois de guerre.

Il ne reste plus à résoudre qu'une dernière question et d'importance, c'est celle de la durée minima du concubinage. Si nous ne pouvons pas dire, en effet, que le mariage légitime est « à vie », il est tout au moins contracté pour une durée indéterminée. Quel sera le temps nécessaire pour que nous passions de l'aventure, du « stuprum », au concubinage? Questions de fait à résoudre selon les cas d'espèce et d'une manière bien souvent empirique. Le législateur de guerre ne pouvait laisser nos tribunaux ou nos gouvernants prendre des décisions dans l'arbitraire le plus complet. C'est pourquoi il a été décidé que les compagnes des militaires morts à la guerre pouvaient bénéficier des dispositions de la loi seulement au cas où elles auraient vécu au moins trois ans avec le militaire décédé. De même la proposition de loi sur les accidents du travail exige pour la concubine trois ans de vie commune ou un enfant né de cette union.

Nous arrivons ainsi à cette conclusion, que le législateur reconnaît le concubinage, lorsqu'il se présente dans sa forme la plus parfaite, lorsque c'est vraiment un « concubinat ». Mais il continue à ignorer toutes les autres situations irrégulières que nous englobons dans le concept du « concubinage ».

Et, si, nous dégageant d'une étude trop particulière, nous jetons un regard d'ensemble sur le concubinage depuis l'époque romaine jusqu'à nos jours, il nous semble que l'évolution peut ainsi en être tracée : partant du concubinat romain, nous voyons sous l'influence du Christianisme et du droit canon, cette notion prendre à la fois une extension de plus en plus grande alors que son contenu devenait moins précis et qu'elle produisait de moins en moins d'effets, pour arriver au niveau le plus bas que nous placerons à l'orée du *xix^e* siècle, lors de la rédaction de notre Code civil. Et il nous apparaît que depuis cette époque, l'évolution inverse s'est produite et que partant de la « maîtresse » la concubine est redevenue aux yeux de notre législateur moderne « l'épouse de fait ». Si telle est la conclusion qui paraît pouvoir résulter de l'étude des textes législatifs, ce n'est pourtant pas celle que nous pourrions reprendre à la fin de cet ouvrage. C'est qu'en effet, des situations sociales nouvelles, des situations économiques nouvelles, ont soulevé de multiples problèmes dont notre législateur ne s'est pas, ou peu occupé, mais que nos tribunaux viennent d'avoir, depuis quelques années surtout, très souvent à résoudre.

DEUXIÈME PARTIE
LES EFFETS DU CONCUBINAGE
A L'ÉGARD DES TIERS

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION

Le concubinage produit, suivant une distinction classique, deux sortes d'effets : un effet négatif, et des effets positifs. L'effet négatif du concubinage est de frapper les concubins d'une incapacité relative et limitée de disposer entre eux à titre gratuit. Cette incapacité traditionnelle dans notre droit a été créée de toute pièce par la doctrine et la jurisprudence sans qu'aucun texte législatif ne vienne l'établir. Elle est une conséquence de la conception de nos jurisconsultes du siècle passé, pénétrés du Code civil de 1804. Quant aux effets positifs du concubinage, nous avons déjà parlé de ceux qui résultent des lois de guerre et d'après-guerre; les autres sont une pure création de notre jurisprudence moderne. Les seconds se divisent eux-mêmes en deux groupes. Les uns sont les conséquences de l'état de concubinage entre les époux ou à l'égard des enfants; ils posent des problèmes qui ont été fréquemment traités, et avec la plus grande compétence; aussi nous apparaît-il que, malgré tout l'intérêt présenté par les décisions récentes rendues sur de telles questions par nos tribunaux, nous ne devons pas en aborder l'étude dans le présent ouvrage, et nous n'étudierons les effets du concubinage, qu'à l'égard des tiers, effets d'ailleurs tous positifs. Il est bien évident, du reste, qu'en examinant la situation des tiers en rapport avec les concubins nous aurons par là-même à envisager les conséquences juridiques de certaines situations entre concubins.

CHAPITRE II

L'ARTICLE 1382 ET LE CONCUBINAGE

Une des questions les plus intéressantes qui se pose est de savoir si la concubine est fondée à invoquer les articles 1382 et 1384 du Code civil, en cas d'accident mortel survenu à son concubin. Cette question ne s'était guère posée avant le développement de l'automobilisme, ou du moins, il ne nous est pas apparu que les tribunaux aient eu à la trancher; le nombre toujours croissant des accidents de la circulation a porté ce problème au premier plan de l'actualité juridique.

Il est bien évident, du reste, que la question se pose dans les mêmes termes pour tout accident mortel survenu au concubin et imputable à un tiers responsable (1).

SECTION I. — La réparation du préjudice matériel.

La première décision rendue en la matière ne date que de l'année 1923. Un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 5 juin 1923, faisant droit à la demande d'une femme vivant en concubinage, lui a accordé des dommages-intérêts à la suite d'un accident mortel survenu à son amant. « Considérant, dit la Cour de Paris, qu'il résulte des débats et des dépositions des témoins entendus à l'audience de ce jour, que le sieur A... vivait depuis vingt ans maritalement avec la demoiselle P... et subvenait à son entretien, qu'un enfant est né de

(1) Exception faite pour l'ouvrier victime d'un accident du travail.

leurs relations et a été reconnu tant par le père que par la mère. Considérant que la demoiselle P... subit dès lors un préjudice direct résultant de la mort accidentelle dudit A..., et qu'elle a droit à la réparation de ce préjudice » (1). La Cour de Paris a relevé dans son arrêt, qu'il s'agissait d'un concubinage présentant les apparences d'un mariage légitime (vivaient maritalement), qui durait depuis fort longtemps (vingt ans), que de plus la concubine était à la charge de son amant victime de l'accident, et qu'enfin un enfant était né de cette union.

A juste titre, M. Henri Lalou a relevé, dans sa note figurant sous l'arrêt précité, le mot « préjudice direct » employé par la Cour. En réalité, comme le dit M. Lalou; ce n'est pas le préjudice lui-même qui doit être direct, car la victime serait alors la seule personne pouvant agir, mais c'est la cause du dommage; et M. Lalou invoque l'autorité de Delomombe : « Le dommage indirect entraîne une responsabilité civile, écrivait cet éminent juriste, s'il est lui-même immédiat et direct du délit ou du quasi délit » (2). Demolombe nous cite parmi les personnes pouvant agir en responsabilité contre l'auteur d'un homicide tous ceux, qui, même d'une manière indirecte, en auront éprouvé un dommage : conjoint, parents en ligne directe, frères et sœurs, même associé qu'aucun lien de parenté n'attachait à celui qui a succombé. Et M. Henri Lalou de nous dire : « Il faut pour la même raison y ajouter cette associée de fait qui est la concubine, lorsqu'elle éprouve un dommage matériel ».

Quant à la question du préjudice moral la Cour n'en parle pas dans son arrêt, et nous ne verrons tranchée cette importante et délicate question que dans des décisions postérieures.

La Cour de Montpellier, le 24 juin 1924, rendit une décision analogue : elle accorde dix mille francs à titre de dommages-intérêts à une femme vivant maritale-

(1) Dalloz, 1924.2.34 et la note de M. Henri Lalou.

(2) Demolombe. *Cour de Code Napoléon*, t. 31, n° 673.

ment depuis de nombreuses années avec un homme victime d'un accident mortel. L'arrêt constate que la femme était sa concubine attitrée, « qu'elle avait une conduite régulière et se comportait, comme si elle eut été sa femme légitime ». En outre que le de cujus entretenait cette femme et subvenait à ses besoins, ainsi qu'à ceux de l'enfant né de cette union.

A la différence de la Cour de Paris, la Cour de Montpellier a admis que la concubine avait droit, non seulement à la réparation du préjudice matériel, mais encore reconnaissant les liens d'affection qui l'unissait à son concubin, à la réparation du préjudice moral, qu'elle avait subi par suite de l'accident.

En réaction contre cette jurisprudence, s'inscrivit un arrêt de la Cour d'Amiens du 28 juillet 1924 qui refusa tous dommages-intérêts à une concubine motif pris, « que non seulement le concubinage ne crée aucun lien juridique entre ceux qui vivent dans cette situation, mais qu'il constitue un état de fait contraire aux bonnes mœurs... », qu'au surplus, il a été souverainement jugé qu'un préjudice direct et un droit ancien peuvent seuls servir de base à une demande en dommages-intérêts; que la concubine n'avait aucun droit au salaire de la victime de l'accident, que c'était uniquement à titre volontaire et sans aucune obligation de sa part, que celui-ci lui remettait en tout ou partie » (2). Cette jurisprudence de la Cour d'Amiens ne fut pas adoptée par la Cour Suprême.

La Chambre criminelle de la Cour de cassation eut en effet à trancher la question le 26 novembre 1926 sur pourvoi d'un arrêt rendu le 19 mai 1926 par la Cour d'Appel d'Angers : prévenu d'homicide par imprudence, le sieur T... avait été condamné par cette Cour, outre les sanctions pénales à cent mille francs de dommages-intérêts envers le fils naturel de la victime; mais la Cour avait débouté la dame L..., concubine du décédé de sa demande en dommages-intérêts. La Chambre

(1) Dalloz, 1924.2.145.

(2) Dalloz, 1924.2.145.

criminelle cassa l'arrêt de la Cour d'Angers, en tant qu'elle avait statué sur la demande en dommages-intérêts de la dame L..., en motivant ainsi sa décision : « Attendu que l'article 1382 du Code civil en ordonnant en termes absolus la réparation de tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un préjudice ne formule aucune distinction en ce qui concerne la nature du fait dommageable, la nature du dommage éprouvé, et, en cas de décès de la victime, la nature du lien d'où résulterait un préjudice actuel et direct pour celui qui demande la réparation. Attendu que l'arrêt attaqué déclare que la dame L... vivait maritalement avec S... et que les faits de la cause établissent le préjudice qu'elle a éprouvé par suite du décès de ce dernier, qu'il constate ainsi l'existence d'un préjudice direct et actuel résultant pour la dame L... de la mort accidentelle de S... Attendu que la Cour d'appel rejette néanmoins la demande de ladite dame pour le motif, que le lien existant entre elle et la victime était dépourvu de caractère juridique, et qu'aucune atteinte n'a été portée à un droit qui fut acquis à la partie civile; qu'en statuant ainsi sans examiner si, dans les circonstances de l'espèce le lien invoqué par la dame L... n'était pas de nature à justifier la demande formée par elle, les juges du fond ont introduit dans l'article 1382 du Code civil une restriction que ce texte ne comporte pas et qu'ils ont, par suite, violé ledit article » (1) :

La thèse opposée fut adoptée par le Conseil d'État, le 11 mai 1928, dans un arrêt rendu sur les conclusions de M. Andrieux, commissaire du Gouvernement. Le Commissaire du gouvernement, après un exposé remarquable, conclut en ces termes au rejet de la demande en dommages-intérêts formée par la concubine : « La solution que nous vous proposons n'est d'ailleurs nullement inspirée par des considérations tirées de la situation sociale de la femme non mariée ou du carac-

(1) Dalloz, 1927.1.73; G. P. 1927.1.108; S. 1927.1.273. Cf. Chronique de jurisprudence de M. Demogue. *Revue Trimestrielle de Droit civil*, 1929, n° 1, p. 107 et la chronique du même auteur rapportée dans la même revue de 1927, n° 1, p. 186.

rière illégal que cette situation peut présenter en cas d'adultère, ni de la difficulté d'établir s'il s'agit dans chaque espèce d'intérêts qui doivent être respectés. Comme nous l'avons dit, la situation nous paraît être la même dans toutes les hypothèses où un lien consacré par la loi avec des droits corrélatifs ne peut être invoqué. Les difficultés de fait qu'il ne faut pas exagérer ne pourraient s'opposer à l'admission du principe; enfin quand le lien, par suite d'un adultère, est non plus extra-légal mais illégal, ce serait une raison suffisante pour refuser qu'il puisse être invoqué. Mais pour admettre des droits à dommages-intérêts en l'absence de tout lien juridique, il faudrait abandonner complètement les règles fixées par votre jurisprudence. Si la question même ne vous a pas déjà été soumise, elle est tranchée par le refus que vous avez toujours opposé de reconnaître d'autres préjudices que les préjudices matériels, et vous ne pourriez reconnaître un droit à dommages-intérêts pour des demandeurs qui ne sont pas des ayants droit de la victime, sans abandonner intégralement ce principe, sans déclarer que l'obligation de réparation est générale et absolue, qu'elle vise tous les préjudices quels qu'ils soient. Dans les espèces analogues à celles que nous examinons aujourd'hui on peut soutenir que le dommage est direct, que l'acte incriminé est la cause immédiate, mais il n'est pas matériel on ne peut allouer de dommages-intérêts que pour des éléments de préjudices susceptibles d'être évalués en argent, et pour des atteintes portées à des droits ou à des intérêts susceptibles d'avoir leur sanction L'action en réparation des conséquences d'un accident doit avoir pour base une situation juridique; elle ne peut être intentée que par les ayants droit de la victime, c'est-à-dire par ceux dont la loi consacre les relations avec la victime, en leur permettant de compter sur son aide en créant entre eux des obligations réciproques ».

Adoptant ces conclusions, le Conseil d'État rejetta la requête en résumant la thèse du Commissaire du gouvernement dans les deux considérants suivants, consi-

dérants très brefs selon la tradition du Conseil d'État : « Considérant que pour obtenir en justice la réparation d'un préjudice, il ne suffit pas d'un intérêt, mais qu'il faut pouvoir justifier d'un droit lésé. Considérant que la demoiselle R... qui n'est pas apte à réclamer le secours alimentaire prévu pour la femme mariée par les articles 212 et 214 du Code civil ne justifie d'aucun lien de droit avec la victime, ne pouvant lui donner qualité pour mettre en cause la responsabilité de l'État en raison de l'accident sus-relaté » (1). Cet arrêt du Conseil d'État exige, nous le voyons, chez le demandeur en indemnité une double qualité : 1^o un lien de parenté reconnu légalement avec la victime; 2^o l'existence éventuelle d'une obligation alimentaire avec cette victime. Or, aucune de ces qualités n'est exigée par les décisions de nos tribunaux civils ci-dessus rapportés.

Nous sommes donc en présence de deux jurisprudences absolument opposées : la jurisprudence administrative, d'une part, et celle de la Cour de cassation, d'autre part. A laquelle devons-nous nous rallier? Devons-nous, comme M. Henri Lalou, dire que « tout concubinage est précaire, quelle que soit sa durée, parce qu'il ne crée aucun lien légal entre les concubins : et, c'est parce qu'il ne crée aucun lien que la concubine ne peut prétendre à rien. Entre la thèse si ferme et si nette du Conseil d'État, et la solution assez vague de la Cour de cassation, il semble difficile, sur le terrain des principes encore en vigueur d'hésiter, c'est la première qui doit prévaloir. (2) » Pour résoudre cette importante question, il nous paraît nécessaire, avant de rappeler les principes sur la réparation du préjudice matériel et du préjudice moral, d'examiner succinctement et dans l'ordre chronologique, toutes les décisions rendues jusqu'à ce jour afin de rechercher dans l'étude de la jurisprudence les motifs qui l'ont déterminé et

(1) Dalloz, 1929.3.6. Voir dans le même sens un arrêt du Conseil d'État du 12 décembre 1920, Dalloz, 1930.3.71 refusant à une tante des dommages-intérêts à raison du décès de son neveu.

(2) *Le Correspondant* du 10 décembre 1929. « L'Union libre devant loi et devant la jurisprudence », par Henri Lalou.

les principes qui peuvent soit la justifier, soit la condamner.

La jurisprudence était à l'origine nous l'avons dit fort divisée. En 1926, quelques jours après la Cour d'appel d'Angers, la Cour d'appel de Rennes déboutait une demoiselle V..., de sa demande en dommages-intérêts, constatant que si ladite demoiselle vivait en concubinage depuis plusieurs années, et si son amant remettait bénévolement une partie de ses gains « il convenait de remarquer que cette situation essentiellement précaire et instable était de nature à se modifier et à prendre fin à la seule volonté de l'un des concubins; que par suite cette situation de fait ne pouvait constituer au profit de la demoiselle V..., un droit actuel pouvant servir de base à une demande en dommages-intérêts. (1) » Aussi fut-il normal de voir la Cour d'appel de Rennes, saisie le 22 mars 1927 en renvoi de cassation, de l'affaire ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour suprême du 26 novembre 1926, débouter la demanderesse de sa demande. Un pourvoi en cassation ayant été formé contre cet arrêt la Chambre criminelle de la Cour de cassation rendait le 9 novembre 1928, un arrêt rejetant le pourvoi, arrêt ainsi motivé : « Attendu qu'il est énoncé par l'arrêt entrepris (Rennes, 22 mars 1927) que si la dame L..., et S..., vivaient en état de concubinage depuis plusieurs années, il convient de remarquer qu'une telle situation essentiellement précaire et instable était susceptible de se modifier à la seule volonté de l'un des concubins; qu'il dépendait du caprice de S..., de rompre avec la dame L..., et de priver celle-ci de l'assistance pécuniaire qu'elle trouvait auprès de lui; qu'il n'est pas établi, dès lors, que la mort de S..., ait causé à la demanderesse un préjudice actuel et certain. (2) »

Il ne nous apparaît pas qu'il faille voir dans cet arrêt un revirement de la jurisprudence de la Cour suprême; mais seulement une précision apportée à la précédente

(1) Rennes, 26 mai 1926, G. P. 1926.2.333. — Cf. Chronique de jurisprudence par René Demogue. *Revue Trimestrielle de Droit civil*, 1926, n° 4, p. 1040.

(2) D. H. 1928, p. 576.

décision. La Cour Suprême s'est inclinée devant un motif de fait, qu'elle n'avait pas à connaître.

Ce n'est vraiment qu'à partir de 1928, la question ayant été posée fréquemment devant les tribunaux, que nous pouvons relever une jurisprudence constante. Le 12 juin 1928, la Cour d'appel de Paris (1) repoussa, tout en la déclarant recevable, la demande formée par une dame V..., en la déclarant mal fondée, motif pris de ce que les concubins ne vivaient pas maritalement, et que la dame V..., n'avait pas rapporté la preuve que la victime subvenait à ses besoins, qu'elle ne justifiait pas, par suite d'un préjudice direct et certain.

La Cour d'appel d'Aix, rendit le 27 octobre 1928 (2) un arrêt accueillant la demande en dommages-intérêts d'une concubine et lui accordant une somme de 10.000 francs : « Attendu dit la Cour d'appel d'Aix qu'il appartient au juge dans chaque espèce soumise à son appréciation, de rechercher si les relations qui ont existées entre concubins, ont eu un caractère de continuité suffisant pour créer entre eux une sorte de communauté d'existence, telle que la mort accidentelle de l'un d'eux, puisse réellement devenir pour l'autre la source d'un préjudice véritable, direct, et actuel, justifiant une demande en dommages-intérêts contre le tiers responsable de cet événement mortel. »

Ce sont des motifs analogues que nous retrouvons dans un arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 23 octobre 1929 (3). Après avoir reconnu que la demanderesse était à la charge de la victime de l'accident, la Cour de Lyon ajoute : Attendu que si le préjudice visé par l'article 1382 Code civil, doit-être direct et immédiat, ce qui est incontestable dans l'instance présente, et si, en principe, un lien doit exister entre la victime de l'accident et le demandeur, c'est en exagérer le sens et la portée que d'exiger que ce lien résulte soit d'une obligation contractuelle, soit des dispositions de la loi, ou qu'il

(1) G. P. 1928.2.349.

(2) G. P. J. O., 14 décembre 1928.

(3) G. P. J. O., 5 décembre 1929.

consiste en un lien de parenté; que quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur le concubinat, que la loi ne reconnaît pas, mais que, cependant elle ne prohibe, on ne saurait contester les obligations naturelles, qui, dans certains cas, en découlent, à raison de la longue continuité au cours de laquelle l'homme et la femme ont observé les devoirs d'assistance réciproque et de protection que la loi impose aux unions régulières, entouré de soins communs les enfants rassemblés au même foyer, et pris des dispositions comme si l'union devait durer autant que leur vie; que le lien ainsi créé ne saurait, sans une déformation de l'idée morale elle-même être méconnu au nom de celle-ci. Attendu que la dame P..., est en droit d'invoquer toutes les considérations qui précèdent, l'article 1382 ne faisant d'ailleurs aucune distinction au point de vue de la qualité de ceux qui en poursuivent l'application.....
 (1). Le tribunal correctionnel de Lyon résuma ces conditions de fait indispensables à l'exercice de l'action dans l'attendu suivant : « Attendu qu'il est constant en effet, qu'ils ont vécu maritalement pendant trente-cinq ans; qu'on ne saurait donc considérer leur situation comme ayant été précaire et instable; que la dame M..., âgée de 63 ans, est hors d'état de subvenir à ses besoins; que N..., qui exerçait le métier de cantonnier et recevait un salaire mensuel de 1.008 francs assurait seul les charges du ménage; que sa disparition cause donc à la dame M..., un préjudice actuel et direct, dont elle est fondée à obtenir réparation. (2) »

A nouveau, la Cour de cassation, Chambre criminelle, eut le 28 février 1930 à trancher la question (3). Elle le fit dans les termes suivants : « Attendu que pour allouer des dommages-intérêts à la demoiselle R..., en réparation du préjudice que lui avait causé le délit d'homicide par imprudence retenu à la charge de L..., préposé

(1) Dans le même sens voir Marseille, Tribunal correctionnel, 23 mai 1929, G. P. 1929.2.146.

(2) Tribunal correctionnel de Lyon du 23 octobre 1929, D. 1929.2.169; G. P. 1930.1.601.

(3) D. H. 1930.197.

de R..., la Cour d'appel s'est fondée notamment sur ce que ladite demoiselle justifiait de débours pour frais d'inhumation de la victime, et d'autre part, sur ce que vivant avec celle-ci, elle en recevait depuis plusieurs années des subsides qui n'avaient rien d'aléatoires;

Attendu qu'en déduisant de ces constatations, que la partie civile, par le fait de l'accident, avait subi un préjudice direct et qu'elle avait un droit actuel à une réparation, la Cour d'appel n'a commis aucune violation des articles de loi visés au moyen ». Cet arrêt est à notre connaissance la plus récente décision de la Cour suprême et jugements ou arrêts de la Cour d'appel rendus depuis février 1930 ne font que suivre les principes ainsi établis. C'est ainsi que la Cour de Lyon, dans un arrêt du 31 mars 1930, reconnut à la femme vivant en concubinage avec la victime, le droit à des dommages-intérêts, pourvu que son action ne soit pas fondée uniquement sur cet état, et sur la communauté de lit qu'il implique, mais plutôt sur la communauté d'existence suffisamment prolongée avec les liens d'affection réciproque, et l'association d'intérêts qu'elle comporte (1).

Le 23 mars 1931, la Cour de Douai rendait un arrêt accordant des dommages-intérêts en réparation du préjudice que lui cause l'accident mortel survenu à son concubin, à la femme qui a vécu avec ce dernier pendant de nombreuses années, dans des conditions telles d'apparente régularité qu'elle était considérée comme sa femme légitime (2).

Le Tribunal correctionnel de la Seine rendit, en 1931, le 12 février et le 25 février, deux jugements qui nous paraissent quelque peu contradictoires : le premier jugement rendu par la 14^e Chambre, accordait une somme de 25.000 francs à titre de dommages-intérêts à une femme vivant en concubinage avec la victime et au moyen d'un subside fourni par cette dernière. Le Tribunal refusait tous dommages-intérêts à la femme légitime, non divorcée, mais ayant cessé depuis longtemps

(1) Sommaire G. P. J. Q. du 24 avril 1931. D. 1930.2.64.

(2) *Recueil de Douai*, 1931.144.

de vivre avec son mari. Il y a là une conséquence logique des principes admis par la jurisprudence, mais il nous faut reconnaître qu'il peut paraître choquant d'accorder à une femme qui n'est après tout que la maîtresse, des dommages-intérêts refusés à la femme légitime.

En réaction contre ce jugement, la 10^e Chambre rendit le 25 février un jugement refusant des dommages-intérêts à la maîtresse alors que la femme légitime déclarait ne rien demander : « Attendu, dit le Tribunal que la liaison de la veuve T..., n'était pas seulement extra légale mais illégale et même délictueuse; que le Tribunal ne saurait se fonder sur cette situation pour accorder des dommages-intérêts à la concubine (1).

Enfin la Cour d'appel de Rennes, renonçant à sa jurisprudence antérieure (arrêt du 26 mai 1926) rendit le 8 juillet 1931, un arrêt ainsi motivé : « Considérant que l'article 1382 Code civil qu'invoque la veuve B..., est conçu dans les termes les plus généraux et les plus compréhensibles, qu'il n'apporte pas la moindre restriction ni la moindre limitation sur la nature du préjudice dont l'indemnisation est poursuivie, ni sur le lien pouvant unir le demandeur en réparation à la victime; qu'avec juste raison la tendance marquée de la jurisprudence a toujours été d'augmenter, plutôt que de restreindre, le champ d'application du texte visé, qu'il suffit qu'une personne justifie qu'un préjudice résulte pour elle d'une faute commise, pour qu'elle soit recevable dans son action; que point n'est besoin que cette personne soit lésée dans un droit acquis, mais bien dans un simple intérêt matériel ou moral; qu'il en est précisément ainsi pour la veuve B...; que depuis huit années entières et consécutives, son concubin M..., lui remettait son salaire, et subvenait à ses besoins et à ceux de ses deux jeunes enfants; que c'était elle qui préparait ses repas, prenait soin de son intérieur, entretenait son linge et ses vêtements; qu'il ne s'agissait nullement, en l'espèce, d'une de ces cohabitations éphémères nées d'un caprice passager, mais d'une commu-

(1) G. P. J. Q. du 21 novembre 1931, sous note 1 et 2.

nauté de vie dont la durée même attestait le sérieux, et qui constitue entre deux êtres, un lien qui pour n'être pas officiellement reconnu et sanctionné par la loi ne mérite pas moins d'être pris en considération. (1) »

Nous venons d'apprendre enfin, que la Cour d'appel de Paris (12^e Chambre) avait infirmé le jugement rendu par la 14^e Chambre du Tribunal correctionnel de la Seine qui avait alloué des dommages-intérêts à une concubine et les avait refusés à l'épouse légitime. La Cour adopta les conclusions de M. l'avocat général Nourissat et débouta la concubine de sa demande (2). Cet arrêt très fortement motivé, contient notamment les considérants suivants, que nous croyons devoir rapporter : « Considérant que s'il est établi que H..., bien que marié, vivait en concubinage avec ladite demoiselle Le S..., depuis une dizaine d'années, et fournissait à celle-ci des subsides lui permettant de vivre, ce préjudice invoqué et même constaté ne suffit pas à fonder la demande en dommages-intérêts; qu'en effet, l'action en réparation des conséquences d'un accident doit avoir pour base une situation juridique, qu'elle ne peut-être intentée par les ayants droit de la victime, c'est-à-dire par ceux qui ont avec elle des liens leur permettant de compter sur son aide et créant entre eux des obligations réciproques.

Considérant que l'état de mariage dans lequel se trouvait H..., au moment de son décès met un obstacle absolu à l'admission de l'action en dommages-intérêts intentée par la demoiselle Le S..., contre l'auteur de l'accident; que la situation de pur fait par elle invoquée n'est génératrice d'aucun droit susceptible d'être lésé; qu'elle est non seulement extra légale mais immorale et réprimée par la loi; que la longue durée et la persistance d'une telle situation ne saurait en faire disparaître le caractère nettement délictueux et permettre à la

(1) Rennes, 8 juillet 1931, *D. H.* 1931, p. 503; *G. P. J. Q.*, 21 novembre 1931.

(2) Paris, 18 mars 1932, *Gazette des Tribunaux*, *J. Q.* du 24 avril 1932; *G. P. J. Q.*, 28 mai 1932, *D.* 1932.2.88 et la note de M. Pierre Voirin.

concubine de l'invoquer en précisant que les époux H... vivaient séparément et qu'ils avaient l'intention de divorcer, que, reconnaître les prétentions de la demoiselle Le S..., aurait pour résultat de consacrer par une décision de justice un état de choses à la fois contraire à notre droit, à la loi morale, au respect du mariage et à la protection de la famille, que par suite il échet d'infirmier le jugement dont est appel en déboutant ladite Le S..., de toutes ses demandes, fins et conclusions ».

Ce récent arrêt de la Cour de Paris présage-t-il un revirement complet de la jurisprudence?

Il est incontestable que cette décision, se fondant sur l'illicéité d'un concubinage adultère, est venue apporter une limitation, limitation juridique, à l'extension logique peut-être, mais excessive, du droit à réparation de la concubine contre le tiers responsable du décès de son amant.

Mais ne faut-il pas voir dans cet arrêt une condamnation de la jurisprudence antérieure? Le simple concubinage, même non compliqué d'adultère, nous paraît condamné, d'une manière très nette, par la première partie des motifs rapportés ci-dessus.

La Cour de Paris a recherché un fondement juridique à l'action de la concubine, et s'est libérée des considérations d'équité qui avaient depuis plusieurs années guidé nos tribunaux.

Nous estimons pouvoir encore, malgré cet arrêt, tant que la Cour Suprême n'aura pas consacré de tels principes, conclure de l'examen auquel nous venons de procéder, que la jurisprudence dominante admet pour la concubine, moyennant certaines conditions, le droit à réparation du préjudice matériel que lui a causé le décès de son amant.

La concubine pourra-t-elle également former une demande de dommages-intérêts en réparation du préjudice moral par elle subi?

SECTION II. — La réparation du préjudice moral.

Cette question de la réparation du préjudice moral dépasse de beaucoup le cadre du présent ouvrage; aussi devons-nous nous contenter d'exposer, sans les discuter, les principes admis par la jurisprudence, pour examiner, ensuite, si ces principes sont applicables à l'hypothèse qui nous intéresse (1).

La question peut se formuler ainsi : Faut-il pour accorder des dommages-intérêts à la personne qui vient se plaindre d'une atteinte ressentie dans ses affections, qu'il y ait entre le demandeur et le défunt un lien de parenté, une obligation alimentaire? Ou suffit-il d'un intérêt réel et profond pouvant exister même entre deux personnes étrangères l'une à l'autre?

La jurisprudence a d'abord admis, que, en cas de décès, seuls ont droit à indemnité, ceux qui peuvent justifier d'un lien de parenté avec la victime (2). De plus, certaines décisions exigent qu'une obligation alimentaire réciproque existe, outre ce lien de parenté, entre la victime et le demandeur (3). Ce n'est qu'en 1923 que la Cour de cassation mit fin à cette jurisprudence, en tranchant la question d'une façon non équivoque. « Attendu, dit la Cour suprême que pour se refuser à reconnaître l'existence d'un préjudice moral allégué par la sœur de F. C., la Cour d'appel de Caen (dont l'arrêt faisait l'objet du pourvoi) s'est bornée à déclarer qu'un tel préjudice ne peut-être invoqué que par les parents en ligne directe ou par le conjoint. Mais attendu que ce motif apporte arbitrairement à l'ar-

(1) Voir Jean Ganot. *Le Préjudice moral. Thèse Paris, 1924*, t. VI, § 445, p. 347.

(2) Cass. crim., 18 mars 1853, D. 1853.5.167. Cass. crim., 20 février 1863, D. 1864.1.99. S. 63.I.321.

(3) Voir dans ce sens notamment : Grenoble, 14 novembre 1888 (D. P. 90.2.239); Montpellier, 11 novembre 1897 (S. 98.2.176); Douai, 23 janvier 1899 (S. 99.2.296); Besançon, 27 décembre 1901 (D. P. 1903.2.155); Grenoble, 10 novembre 1905 (D. P. 1905.2.479); Paris, 3 janvier 1919 (*Gaz. Trib.*, 1919.1.54).

ticle 1382 du Code civil des restrictions que ne comporte pas la généralité des termes de cette disposition (1). »

C'est reconnaître ce principe : qu'il n'est aucunement besoin d'une obligation alimentaire réciproque, pour pouvoir justifier une allocation de dommages-intérêts en raison du préjudice causé par un fait qui a occasionné la mort de la victime. On doit donc admettre que les parents, quels qu'ils soient, ont droit à des dommages-intérêts, pourvu toutefois qu'ils puissent justifier d'un préjudice réel et sincère. La famille toute entière peut donc avoir droit à une réparation lorsque le dommage causé a entraîné une lésion suffisamment appréciable dans le patrimoine du demandeur.

Il restait une dernière étape à franchir. Après avoir décidé que l'obligation alimentaire existant ou pouvant exister entre le demandeur et la victime n'était pas une condition nécessaire de l'action en dommages-intérêts il restait à décider que le lien de parenté lui-même n'était pas requis pour la recevabilité de l'action.

Pendant longtemps, la jurisprudence a refusé d'admettre une telle extension : ce n'est que le 10 avril 1922, que la Chambre des Requêtes de la Cour suprême accorda des dommages-intérêts à une belle-fille à l'occasion du décès de sa belle-mère, M^{me} M..., après avoir constaté la profondeur et la réalité de l'affection qui unissait les deux femmes. La Cour de cassation rejetta le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Paris et affirma qu'en présence « de la généralité des termes de l'article 1382 du Code civil, la Cour d'appel, a pu, de ces circonstances par elle constatées souverainement, déduire que, à défaut d'un lien du sang, la demande de la veuve S..., était fondée sur un intérêt légitime d'affection, et juger que le décès de la dame M..., avait fait subir à la veuve S..., un préjudice dont la réparation lui était due par la Compagnie générale des omnibus. (2) »

(1) Cass. civ., 13 février 1923, D. 1923.1.53.

(2) Cassation Req., 10 avril 1922, D. P. 1923.1.52. Voir également Paris, 29 janvier 1931, G. P. *Journal Quotidien* du 29 avril 1931.

La question est donc tranchée d'une façon formelle : les juges du fait ont la possibilité d'allouer des dommages-intérêts en dehors de tout lien de parenté lorsqu'ils ont constaté que l'affection est assez forte. Nous arrivons par suite à cette conclusion, qu'il suffit pour justifier l'allocation de dommages-intérêts que le dommage soit direct et certain (1).

C'est dans le même esprit et conformément à ces principes que la jurisprudence a pu accorder des dommages-intérêts à une concubine en cas d'accident mortel survenu au concubin non seulement à raison du préjudice matériel, mais à raison en outre, du préjudice moral.

C'est la Cour de Montpellier, qui la première, ainsi que nous l'avons rapporté plus haut, a reconnu pour la concubine ce droit à réparation du préjudice moral par elle subi, et l'a sanctionné par l'allocation de dommages-intérêts. Une telle jurisprudence ne s'est pas établie, cependant, sans soulever des protestations énergiques. Notamment nous trouvons sous cet arrêt de Montpellier (2) une note de M. Savatier professeur à la Faculté de Droit de Poitiers, qui combat les motifs adoptés par la Cour de Montpellier : « Quant au préjudice moral, dit-il, il y a évidemment quelque ironie à l'associer au concubinage. La « morale » à laquelle on adhère ainsi, encore qu'elle ait trouvé des défenseurs, étant assurément peu conforme à l'esprit de notre Code civil, ainsi que le constate fort exactement la Cour d'Amiens. Le préjudice moral dont se plaint la concubine ne consistait-il pas en effet dans l'interruption par la faute d'un tiers, de l'affection extra-matrimoniale qu'elle entretenait à l'égard de son amant ? Si on admet que le tiers responsable de cette rupture est tenu à des dommages-intérêts envers la concubine, ne va-t-on pas se trouver astreint à une sévérité inattendue envers tous ceux qui

(1) Voir en ce sens Tribunal civil de Carcassonne du 4 janvier 1923 confirmé par la Cour de Montpellier le 4 janvier 1924, D. P. 1924.2.33.

(2) D. P. 1924.2.33.

troublent la pérennité d'une union libre, par des moyens moins tragiques, mais aussi efficaces que l'accident litigieux. Enfin que devient avec un tel système la jurisprudence très ferme qui voit dans la rémunération accordée par le concubin à la concubine, faveur du maintien ou de la récompense du concubinage, quelque chose d'illicite? Quel démenti n'inflige-t-on pas à cette jurisprudence, si l'union libre, dont elle affirmait l'immoralité, devient au contraire à ce point morale, que l'affection qui en dérive, s'impose sous peine de dommages-intérêts au respect des tiers. Peut-être la Cour de Montpellier eût-elle statué dans le même sens que celle d'Amiens, si elle avait pensé, comme c'est notre conviction, que le propre de l'union libre, c'est la liberté, c'est-à-dire la volonté de chacun des intéressés de ne prendre aucun engagement envers son partenaire, de ne contracter envers lui aucun devoir. C'est là la conséquence et la contre-partie de l'absence de droits de l'un sur l'autre. Comment contraindre les tiers à respecter des droits que les concubins, évitant le mariage, ont affirmé leur intention de ne pas se reconnaître mutuellement. » Malgré la force de ces objections, il faut bien reconnaître qu'une partie de la jurisprudence a admis la réparation du préjudice moral subi par la concubine, tout au moins dans les cas où ce préjudice moral s'ajoutait à un préjudice matériel reconnu. C'est ainsi que la Cour d'appel d'Aix motivait un arrêt du 27 octobre 1928 : « Attendu qu'il est donc certain qu'en dehors du préjudice moral éprouvé par la demoiselle G..., du fait que la mort accidentelle de son concubin a fait évanouir les espérances que l'attitude de D..., lui avait permis de concevoir quant à la régularisation de leur union..... (1). C'est dans des termes analogues que la Cour de Rennes s'exprime le 6 juillet 1931. » Considérant, dit-elle, que lésée de la façon la plus grave dans ses intérêts matériels par le décès de celui qui subvenait à ses besoins par son travail..... la veuve B..., a également été atteinte au

(1) Cour d'appel d'Aix, 27 octobre 1928, G. P. J. S., 14 décembre 1928.

point de vue moral dans ses plus chères affections (1). »

Mais la Cour de cassation n'a pas jusqu'à ce jour admis cette thèse. En effet, il semble résulter d'un arrêt de la Chambre criminelle, comme l'a très justement fait remarquer M. Henri Lalou dans son récent ouvrage sur la responsabilité civile (2) que ce préjudice moral ne pourrait entrer en ligne de compte. La Chambre criminelle en effet, rendit le 28 février 1930 un arrêt rejetant le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Paris du 6 février 1929, en prenant soin de retenir, pour accorder des dommages-intérêts, que la concubine « recevait depuis plusieurs années des subsides qui n'avaient rien d'aléatoires ». La Chambre des requêtes de la Cour suprême vient, du reste, de confirmer en des termes très nets cet attendu de la Chambre criminelle. Le 2 février 1931, elle rendit un arrêt déboutant une concubine de sa demande en réparation du préjudice moral par elle subi (3) : « Attendu en ce qui concerne le préjudice moral, que, si l'article 1382 du Code civil par la généralité de ses termes s'applique aussi bien au dommage moral qu'au dommage matériel, encore faut-il que l'action en indemnité soit fondée sur un intérêt d'affection né du lien de parenté ou d'alliance qui unissait la victime du fait dommageable à celui de ses ayants-droit qui en demandent réparation. »

La Cour de Cassation, sous l'impulsion de M. le Conseiller Pilon, vient ainsi de limiter le nombre de personnes recevables à agir en indemnité pour préjudice moral; elle n'admet plus, depuis cet arrêt, que l'action des parents ou alliés de la victime (4).

De cette étude jurisprudentielle, et avant d'examiner la valeur juridique des principes sur lesquels se basent

(1) Cour d'appel de Rennes, 8 juillet 1931, G. P. J. Q., 21 novembre 1931.

(2) Henri Lalou. *De la Responsabilité civile*, 2^e édit., n° 158.

(3) Cassation Requêtes, 2 février 1931, D. P. 1931.1.38. Voir le rapport de M. le conseiller Pilon, G. P. J. Q., 21 mars 1931.

(4) Cf. Henri Mazeaud. *Comment limiter le nombre des actions intentées en réparation d'un préjudice moral à la suite d'un décès accidentel*. Chronique au Dalloz hebdomadaire, 30 juin 1932 (p. 77.)

nos tribunaux nous croyons devoir, nous plaçant seulement sur le terrain pratique, énumérer les conditions nécessaires pour l'exercice de la demande, préciser la position de cette demande et en déterminer l'étendue.

Il est certain d'abord que le préjudice moral seul ne peut ouvrir à la concubine des droits à réparation; mais les tribunaux tiennent compte, dans une certaine mesure, de ce préjudice moral, lorsqu'ils évaluent les dommages-intérêts qu'ils accordent pour le préjudice matériel. On peut dire, en effet, qu'une jurisprudence constante, à l'exception toutefois de la jurisprudence administrative, admet le droit à réparation pour la concubine du préjudice matériel actuel et certain subi par elle (1).

Pratiquement, une femme vivant depuis plusieurs années en concubinage, même si elle ne cohabitait pas avec la victime de l'accident, mais qui recevait de son concubin, subvenant ainsi à ses besoins, des subsides réguliers, dont les relations présentaient un caractère de continuité et de stabilité, qui n'avait pas à prévoir la cessation prochaine de cet état, a droit à l'allocation de dommages-intérêts.

Quelle durée devront avoir leurs relations pour qu'il y ait concubinage? Il faut, mais il suffit d'un concubinage de quelques années, pourvu que ce concubinage ne présente pas un caractère de précarité, et que rien ne fasse prévoir sa cessation.

Quel sera le montant des dommages-intérêts que pourra obtenir la concubine?

Elle pourra, tout d'abord, et de toute évidence, se faire rembourser les frais de sépulture du concubin et les frais médicaux et pharmaceutiques nécessités par l'accident, dont il aura été victime. Nous sommes en présence de l'actio-funeraris du Droit romain accordée à quiconque a pourvu aux obsèques parce qu'il s'était ainsi constitué l'agent d'affaires du défunt. On ne peut dénier à la concubine qui a assumé ces frais, les recours qu'on accorderait dans le même cas à n'importe qui

(1) Au sens contraire jugement du tribunal de Cuneet du 27 avril 1932, G. P. J. Q., 16 juin 1932; arrêt de Paris du 18 mars 1932.

contre l'auteur responsable de l'accident. C'est ce qu'a décidé récemment la Cour de cassation dans l'arrêt précité de la Chambre criminelle du 28 février 1930.

En dehors de cet élément, dont le montant, facilement justifiable, est indiscutable, on ne peut trouver aucune donnée positive permettant d'évaluer le montant des dommages-intérêts à accorder. Les tribunaux possèdent donc sur ce point un pouvoir d'appréciation absolument illimité; l'indemnité qu'ils accordent varie entre quelques milliers de francs et 30.000 francs (arrêt de Rennes du 8 juillet 1931). Fréquemment les tribunaux ont ordonné la condamnation à une rente annuelle et viagère (Paris, 5 juin 1923) ou au versement d'une somme à la Caisse nationale des retraites sur la vieillesse à capital réservé au profit du responsable condamné, cette somme devant produire une rente annuelle et viagère à compter du jour de la demande en justice et suivant le barème de la Caisse nationale des retraites.

Dans nombre des jugements rendus dans cette matière, nous trouvons du reste l'allocation de dommages-intérêts plus importants, lorsque le père naturel laisse des enfants mineurs à la charge de sa concubine. Cette dernière peut obtenir pour ses enfants mineurs, et en sa qualité de mère et tutrice légale, des sommes considérables (la Cour d'Aix a accordé ainsi 60.000 francs pour un seul enfant).

Les facteurs dont les juges auront à tenir compte seront, évidemment, la situation sociale et pécuniaire du concubin victime de l'accident, le montant des subsides qu'il versait annuellement à sa concubine, ou le train de vie qu'il menait avec cette dernière; enfin, éventuellement, l'éducation, l'instruction qu'il avait voulu donner à ses enfants. Certaines décisions ont tenu compte également de la situation de fortune de la concubine, de son état de santé, et de son aptitude à se procurer par son travail les ressources nécessaires à sa subsistance. Nous résumant, nous dirons :

La concubine qui a subi par suite de l'accident mortel survenu à son concubin un préjudice peut en obtenir réparation.

SECTION III. — Le fondement juridique de la jurisprudence.

La jurisprudence qui adopte de tels motifs est-elle conforme aux principes régissant la réparation des préjudices? Pouvons-nous nous baser sur ces principes pour justifier cette théorie jurisprudentielle que nous venons d'exposer?

Pour résoudre une telle question, il importe de se rappeler que la base juridique de l'action de la concubine se trouve dans l'article 1382 de notre Code civil.

Quelles sont donc les conditions requises pour que cet article puisse s'appliquer?

Pour qu'un fait engage la responsabilité de son auteur il faut : 1^o que l'acte constitue une faute; 2^o qu'il soit imputable à son auteur; 3^o qu'il ait causé un préjudice. Ce préjudice doit être actuel et certain; il doit être surtout un « préjudice direct ». Il ne suffit pas, pour pouvoir agir, d'avoir un intérêt; mais il faut pouvoir justifier d'un droit lésé. Il importe donc, en cas de décès de la victime d'un accident, que le demandeur en réparation établisse un lien entre lui et cette victime, lien d'où résulterait un préjudice actuel et direct. Quelle devra-t-être la nature de ce lien? Sera-ce un lien de droit?

Si nous devons répondre affirmativement, il paraît bien difficile d'accueillir favorablement la demande d'une concubine. En effet, aucun lien de droit n'existe entre concubins; le concubin n'est pas tenu de fournir à sa maîtresse ce qui lui est nécessaire pour subvenir à ses besoins; par suite cette dernière ne peut rien exiger de son amant. Elle peut, comme l'a dit très justement M. Savatier (1) en espérer des secours, des bienfaits « mais la perte de l'espérance d'un bienfait ne ressemble en rien au préjudice certain dont l'article 1382 du Code civil ordonne la réparation. »

Il faut bien reconnaître que la jurisprudence n'a pas

(1) Note de M. Savatier sous arrêt de la Cour de Montpellier, Dalloz, 1924.2.145.

suivi ce raisonnement et que dans nombre des décisions ci-dessus rapportées, les tribunaux ont admis l'existence d'un lien entre le demandeur et la victime, lien permettant l'allocation de dommages-intérêts. Si, dans les premiers arrêts, nous lisons que le concubinage est une situation essentiellement précaire et instable, de nature à se modifier, et à prendre fin à la seule volonté de l'un des concubins, nous ne pouvons plus trouver de tels motifs à l'heure actuelle que dans les arrêts du Conseil d'Etat. Comme nous l'avons dit ci-dessus en rapportant l'arrêt de principe du 11 mai 1928, le Conseil d'Etat exige que le demandeur en indemnité pour accident mortel justifie à la fois de l'existence d'un lien de parenté ou d'alliance reconnu par la loi, et l'existence éventuelle d'une obligation alimentaire assortissant d'effets pécuniaires ce lien de parenté ou d'alliance. On ne peut pas parler de liens entre concubins, nous dit la jurisprudence administrative, puisque ni la loi, ni la convention ne l'ont créé « or s'il n'y a pas de lien, il n'y a pas de droit acquis auquel la faute du responsable porte atteinte, par suite, pas de quasi-délit, ni de responsabilité ».

Nous avons rapporté au contraire que la Cour de cassation admettait qu'il y eut un lien entre les concubins. Peu importe, dit la Cour suprême, la nature de ce lien, puisque les articles 1382 et suivants ne font aucune distinction; ce qui importe, c'est la constatation que ce lien n'est ni précaire ni instable, et cette constatation découle du fait que les concubins ont vécu maritalement et de la continuité de leurs relations. Toutes les décisions rapportées relèvent également que la concubine était « à la charge de son amant » victime de l'accident, qui subvenait à ses besoins.

Nous sommes loin de la doctrine exposée par Aubry et Rau dans leurs cours de Droit civil français! En effet, ces savants auteurs rattachent exclusivement la détermination du préjudice subi à la dette alimentaire dont la victime aurait pu être tenue envers le demandeur en réparation (1).

(1) Voir Henri Lalou. *La Responsabilité civile*, n° 64.

Reconnaissons que la Cour de cassation ne pouvait manquer, étant donné le développement de sa jurisprudence tendant à la réparation du préjudice causé par un accident mortel, d'admettre la recevabilité de l'action de la concubine. Elle admet en effet, les actions en indemnité, quel que soit le lien existant entre le demandeur et la victime par le motif que les articles 1382 et suivants, en ordonnant la réparation de « tout fait quelconque qui cause à autrui un préjudice » ne limite ni la nature du dommage éprouvé, ni la nature du lien qui doit unir en cas de décès la victime du fait avec ceux qui en demandent réparation (1).

Si une telle jurisprudence est l'aboutissement logique des principes admis par nos tribunaux en matière de réparation des préjudices matériels et moraux, il n'en est pas moins fort difficile de justifier juridiquement les effets que produisent cette situation de pur fait, qu'est le concubinage.

Divers systèmes ont été proposés.

On a dit d'abord qu'il fallait distinguer dans le concubinage deux éléments : la communauté de vie, et la communauté de lit.

C'est un arrêt de Lyon du 31 mars 1930 qui a rapporté en termes exprès cette théorie (2). « On ne saurait, *à priori*, déclarer irrecevable l'action formée par une concubine contre un tiers, lorsque cette action ne repose pas uniquement sur l'état de concubinage; il faut, en effet, considérer dans cet état..... deux éléments bien distincts : d'abord la communauté de lit qui par elle-même n'est susceptible d'engendrer aucun droit, et ensuite la communauté de vie, comportant, outre des liens d'affection, une association d'intérêts matériels, qui, à ce titre, ouvre droit à des actions diverses. » Pouvons-nous trouver dans une telle distinction la base juridique de notre action en dommages-intérêts? Pouvons-nous faire abstraction de la commu-

(1) Aubry et Rau. *Cours de droit civil français*, 5^e édition, t. VI § 445, p. 347.

(2) Lyon, 31 mars 1930, D. P. 1930.2.64.

nauté de lit pour accorder à la concubine qui s'appellera alors très exactement la « compagne », expression que nous avons trouvé dans les lois de guerre, des dommages-intérêts fondés sur la communauté de vie?

Il est certain que dans nombre de concubinages nous trouverons les deux éléments et nous pourrions arriver à les dissocier. « Le concubinage n'implique pas nécessairement la vie commune, a dit M. Voirin, pas plus que l'unité de foyer ne présuppose nécessaire des rapports sexuels entre les communistes. Il faudrait plutôt rechercher si la communauté de vie survivrait au refus exprès et définitif qu'opposerait l'un des concubins à l'autre de se prêter à la continuation de rapports sexuels, qui par hypothèse seraient pourtant encore physiologiquement possible. Si en effet, un tel refus entraînait la rupture de la vie commune, on devrait en conclure que celle-ci était sous la dépendance des rapports sexuels habituels, qu'elle en était l'accessoire, et que du même coup, l'immoralité principale lui avait été communiquée (1). » Poursuivant son raisonnement, M. Voirin examine la question du préjudice moral et conclut que l'intérêt d'affection lésé n'est pas un chef de préjudice susceptible de réparation parce que la jurisprudence n'accorde de dommages-intérêts qu'au cas de lésion d'un intérêt légitime d'affection. Or il est bien évident que l'intérêt d'affection lésé invoqué par la concubine, exprime un amour alimenté par les rapprochements immoraux, constituant la communauté de lit. A cause de l'immoralité de ces sentiments, la concubine n'a donc qu'un intérêt illégitime ne pouvant donner droit à des dommages-intérêts.

Dans une autre étude fort intéressante sur la question M. le professeur Voirin se demande si la concubine pourrait trouver dans les éléments de fait dont est tissée la réalité, la base de son droit à réparation (2); et il fait une distinction entre deux situations qu'il

(1) Note de M. Pierre Voirin sous arrêt de cassation du 28 février 1930, D. P. 1930.1.49.

(2) Note de M. Pierre Voirin sous arrêt de Lyon, du 23 octobre 1929, D. P. 1929.2.169.

s'efforce de différencier : celle de la femme entretenue et celle de la fille séduite.

Pour la femme entretenue, il déclare que l'impuissance du concubinage à créer un lien de droit entre les concubins est indéniable, mais il fait remarquer très justement que des situations ne créant pas de liens de droit, par exemple les fiançailles, peuvent cependant être génératrices d'un droit à indemnité. L'inexécution d'une promesse de mariage engage la responsabilité de celui par la faute duquel elle survient, que ce soit la faute du fiancé ou la faute d'un tiers. Pour le concubinage, la situation n'est pas exactement la même : la rupture du concubinage, provenant du fait d'un concubin, ne peut en elle-même autoriser l'autre à intenter une action en dommages-intérêts. Mais, si cette rupture a lieu non du fait d'un concubin, mais par la faute d'un tiers, et alors que rien ne pouvait faire prévoir que l'un des concubins ait l'intention de mettre fin à leur union dans un avenir plus ou moins rapproché, la situation ne serait-elle pas différente ?

Ce tiers qui a rompu le concubinage n'a pas voulu le rompre. Il a seulement, et sans pouvoir prévoir une telle conséquence, commis un acte matériel ayant rompu ce concubinage. Il a commis une faute civile : l'article 1382 du code civil devrait donc s'appliquer, à condition toutefois que le demandeur à l'action puisse établir un préjudice actuel et certain. Dans les cas soumis à la jurisprudence, il faut bien reconnaître, qu'en envisageant la continuité des relations entre les concubins et le préjudice subi par l'un d'eux par suite de la rupture brusque, du fait d'un tiers, de ses relations, nos tribunaux ont tenu compte d'un préjudice futur reposant sur des promesses, et non sur une certitude. M. Pierre Voirin nous propose une comparaison assez exacte, mais pour le moins pittoresque : « Les arrêts, nous dit-il, refusent de tenir compte dans le calcul des dommages-intérêts à allouer au propriétaire d'un cheval qui a été tué pendant une course, du prix qu'aurait pu gagner l'animal, car le préjudice éprouvé de ce chef est incertain et impossible à établir. Or la

femme entretenue n'était pas plus assurée de la continuation des avantages du concubinage que le propriétaire du cheval de l'obtention du prix de la course : l'accident mortel qui brise leurs espérances ne leur inflige donc aucun préjudice certain. » M. Voirin conclut donc et nous nous rallions à sa conclusion que ce n'est pas sur sa situation réelle que la concubine — femme entretenue — peut fonder son droit à réparation.

La situation de la fille séduite, cas à vrai dire très particulier, se présente sous des aspects différents, puisque la fille séduite a droit à réparation du préjudice que lui a causé la séduction et pourrait, de ce fait, agir en indemnité contre son séducteur. Si elle n'agit pas, et si elle vit en concubinage avec son séducteur, c'est parce que ce concubinage lui procure des avantages immédiats à son avis supérieurs à ceux qu'elle pourrait obtenir d'une réparation judiciaire. Si un accident mortel survenait par la faute d'un tiers à son concubin, la fille séduite se trouverait donc en droit, à condition, toutefois, qu'elle puisse établir à l'origine de leurs relations la séduction, d'actionner le tiers responsable. La difficulté résidera pour la demanderesse dans la preuve de la séduction qui peut être difficile à rapporter. Pareille difficulté n'existait pas dans notre ancien droit, puisque la séduction par promesse de mariage se présuait toutes les fois que des circonstances de fait défavorables ne détruisaient pas la force de cette présomption. De nos jours pareille présomption n'existe pas, bien que nombre de décisions rendues en la matière présuppose la séduction. Ne pourrait-on voir dans le concubinage, l'exécution d'une obligation naturelle transformée par suite de cette exécution, en une obligation civile, pouvant s'imposer aux tiers qui en ont empêché, par leur faute même involontaire, l'exécution. Hypothèse séduisante, certes, mais qui ne semble pas pouvoir résister à l'objection suivante : Le séducteur n'avait contracté aucun engagement civil dont l'obligation fut la cause; il s'était contenté d'en commencer l'exécution; or lorsqu'il n'y a que commencement d'exécution d'une obligation natu-

relle, le créancier ne peut contraindre son débiteur à en compléter l'exécution et, encore bien moins, peut-il contraindre un tiers à remplacer par équivalent la continuation d'une telle exécution.

Enfin, comme nous l'avons dit plus haut, cette hypothèse de la fille séduite n'est qu'un cas particulier, qui ne peut nous donner la solution du problème général. Des femmes, dont on ne peut dire qu'elles ont été séduites, ont obtenu réparation du préjudice que leur a causé le décès accidentel de leur concubin. C'est ainsi, nous l'avons vu, qu'une veuve, ayant deux enfants de son précédent mariage, avait obtenu des dommages-intérêts à la suite de l'accident mortel de son concubin. On ne peut dire que cette femme avait été séduite, car elle devait posséder une expérience de la vie la prémunissant complètement contre un tel danger.

C'est donc d'un autre côté qu'il nous faut chercher pour découvrir la base de notre action; et il nous semble qu'il y a lieu d'avoir recours pour la recherche de cette solution à la théorie de l'apparence, théorie, que nous avons vu poindre déjà dans bien des questions, étudiées ci-dessus, notamment dans le concubinage envisagé par les lois de guerre. C'est cette théorie de l'apparence que nous retrouverons également plus tard lorsque nous étudierons les droits des tiers contractants avec des concubins.

Il est certain qu'on ne peut lire les motifs des jugements et arrêts rapportés ci-dessus sans être frappés par ce fait que la concubine y est appelée « compagne », « épouse de fait », que la vie commune des concubins y est présentée sous les apparences d'une union légitime. Nous lisons, dans ces décisions, que la femme faisait ménage commun avec son concubin, qu'elle tenait le rôle de maîtresse de maison, réglait les dépenses, s'occupait de l'éducation des enfants communs, que souvent même, elle empruntait le nom de son concubin, tandis que ce dernier, subvenait par son travail aux besoins du ménage; et les arrêts de nous faire l'éloge de cette épouse de fait, de la dignité de sa conduite, de sa fidélité. Souvent même, et c'est là le point par-

ticulièrement intéressant, les motifs nous rapportent qu'aux yeux des tiers les concubins étaient considérés comme époux légitimes : « La concubine était considérée par tout le voisinage, à raison de la rectitude de sa vie, comme sa femme légitime ». Et la lecture d'une telle jurisprudence nous amène fatalement à nous poser cette question : La concubine espère-t-elle tirer de cet état matrimonial apparent le moyen certain d'obtenir l'indemnité qui serait allouée dans un cas semblable à une femme légitime ? Que le concubinage puisse créer un état apparent de mariage, cela est indiscutable (1); mais quelles sont les conséquences d'un tel état apparent ?

C'est une nécessité de la vie commune, de la vie en société, qu'un état apparent produise des effets juridiques. Si cela n'était, il ne pourrait y avoir aucune sécurité pour l'homme dans les relations avec ses semblables. C'est cette idée que déjà dans ses pensées exprimait Pascal : « Lorsqu'on ne sait pas la vérité d'une chose, il est bon qu'il y ait une erreur commune qui fixe l'esprit des hommes, comme par exemple, la lune à qui on attribue le changement de saisons, le progrès des maladies, etc., car la maladie principale de l'homme est la curiosité inquiète des choses qu'il ne peut savoir; et il ne lui est pas si mauvais d'être dans l'erreur que dans cette curiosité inutile » (2).

Les faits créateurs de l'apparence n'existant qu'à l'égard des tiers et au profit des tiers, il appartient à ces derniers d'en invoquer le bénéfice, pour se mettre à l'abri des suites onéreuses d'une erreur invisible. Si donc cette théorie de l'apparence peut jouer, lorsqu'un tiers traite contractuellement avec les concubins, il ne saurait en être de même lorsque ces rapports avec eux proviennent d'une faute délictuelle ou quasi délictuelle de sa part. Le tiers a vécu dans l'ignorance d'un état de fait et puisqu'il a intérêt à ne pas invoquer l'apparence d'union légitime qui unissait les concubins, ce ne sont

(1) Henri Lalou, *Mariage apparent* (G. D., 1923, p. 101.

(2) Blaise Pascal. *Pensées*, 9^e édition, Hachette, section I, n^o 18.

pas ces derniers qui pourront lui opposer cette apparence. Il y a là un argument de droit particulièrement fort qui nous paraît interdire de fonder l'action en dommages-intérêts de la concubine contre le tiers responsable du décès de son concubin, sur la théorie de l'apparence. Comme l'a dit très justement M. Louis Josserand « la puissance obligatoire de l'apparence est unilatérale, et c'est pourquoi elle ne saurait comporter comme aboutissement la consécration d'un concubinat..... » (1). Allons-nous en conclure que toute la jurisprudence rendue en la matière est condamnable? Nous sommes en présence d'un conflit entre les nécessités de la vie courante et les règles de l'équité d'une part, et la morale elle-même en accord par exception peut-être, avec les règles juridiques qui sont à la base de nos lois civiles.

Si nous ne pouvons trouver à notre action une base juridique, cherchons tout au moins par une comparaison à en préciser la portée. Nous sommes, en effet, en présence d'une jurisprudence tellement établie, et répondant à des besoins sinon de justice, tout au moins d'humanité, tellement impérieux, que nous ne pouvons songer à prononcer contre elle une condamnation pure et simple. Cette comparaison ne peut manquer de se présenter à l'esprit de tous ceux qui ont étudié ce problème; elle a été exposée d'une manière particulièrement nette par M. Louis Josserand dans une chronique au recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz (2). M. Josserand s'exprime en ces termes : « Un rapprochement surgit inévitablement dans l'esprit, entre l'union libre et la possession régulière *ad usucapionem*. Comme celle-ci, celle-là doit être continue, non interrompue, paisible et publique : il faut que par sa durée, sa continuité, ses caractères spécifiques, ses résultats, elle donne l'illusion d'une union régulière, de même qu'une possession utile reflète fidèlement la propriété ». Nous

(1) Louis Josserand. L'avènement du concubinat, chronique an *R. H. de Jurisprudence*, D. 17 avril, 1932, p. 51.

(2) Louis Josserand. *op. cit.*, p. 46.

pensons pouvoir développer cette comparaison. Nous trouvons, en effet, entre le concubinage et le mariage les mêmes différences qu'entre la possession et la propriété. On peut être propriétaire sans occuper une chose, on peut être marié sans vivre avec sa femme; mais on ne peut pas posséder sans l'élément matériel du « corpus », pas plus qu'il ne peut y avoir de concubinage sans communauté de lit. La loi pour ceux qui possèdent, et la jurisprudence pour ceux qui vivent en concubinage, se montrent plus sévères que pour les propriétaires ou pour les gens mariés. Le mariage n'est pas *ipso-facto* rompu si la femme est infidèle, si elle ne témoigne pas d'affection à son mari, ou si elle ne tient pas son ménage; ce sont là cependant conditions nécessaires à l'existence du concubinage. La propriété n'est pas éteinte par ce seul fait qu'un tiers en a usé sans droit, pendant un temps relativement court; la discontinuité est cependant un vice absolu de la possession. Nous croyons même pouvoir poursuivre encore plus loin ce raisonnement. La possession, pour être acquisitive, exige la réunion d'un élément matériel le « corpus », et d'un élément psychologique ou intellectuel « l'animus »; sans animus, il y a non pas « possession », mais seulement « détention ». Même raisonnement pour le concubinage : aux yeux de la jurisprudence reconnaissant le droit à réparation de la concubine en cas d'accident mortel survenu à son concubin, il ne suffit pas qu'existe l'élément matériel constitué par des relations stables, continues, mais il faut encore que le concubinage soit considéré comme étant, non précaire, devant se prolonger très longtemps, toute la vie probablement, ou bien aboutir au mariage. N'y a-t-il pas là un élément psychologique ressemblant étrangement à l'« animus » de la possession et c'est la présence de cet élément psychologique qui permet à nos tribunaux de dire que la concubine a subi un préjudice actuel et certain.

CHAPITRE III

LE CONCUBINAGE ET LA LÉGISLATION SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Nous croyons devoir joindre à l'étude de l'application au concubinage de l'article 1382 du Code civil, la question particulièrement intéressante, de savoir si la concubine peut bénéficier de la législation spéciale sur les accidents du travail (loi du 9 avril 1898 et suivantes); ou, si à défaut de cette loi, elle peut invoquer le droit commun et agir en invoquant l'article 1382 du Code civil.

L'espèce peut se présenter ainsi : Un homme vivant en concubinage est victime d'un accident du travail; sa concubine pourra-t-elle bénéficier de la rente forfaitairement fixée par la législation sur les accidents du travail, ou intenter contre le patron responsable l'action du droit commun?

Une seconde hypothèse peut également se présenter : cet homme a été au cours et à l'occasion de son travail victime d'un accident dont la responsabilité incombe à un tiers; la concubine aura-t-elle une action directe contre ce tiers en application de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898?

Il est évident que la concubine, qui ne figure pas au nombre des personnes énumérées à l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 (modifié par la loi du 31 mars 1905), ne peut invoquer le bénéfice des lois sur les accidents du travail, qui sont des lois spéciales, dérogatoires au droit commun devant être appliquées strictement et limitativement. La question se pose donc de savoir si, à défaut d'un tel bénéfice, elle peut invoquer le droit

commun contre le patron responsable. Le problème est évidemment le même pour les enfants adultérins, les frères et sœurs qui ne figurent pas dans l'énumération de l'article 3 ci-dessus cité.

La négative prévaut généralement pour le motif que la loi de 1898 est exclusive du droit commun; c'est ainsi que ce droit commun a été déclaré inapplicable aux représentants étrangers d'un ouvrier étranger qui ne résidaient pas en France lors de l'accident (1), aux enfants d'un premier lit de la veuve d'un ouvrier (2), aux ascendants qui n'étaient pas à la charge de la victime (3), aux frères et sœurs (4).

Cependant le droit commun a été déclaré applicable aux représentants d'un enfant de moins de treize ans en infraction avec la loi du 2 novembre 1892 dont le contrat de travail était par là-même entaché de nullité (5). La Chambre civile de la Cour de cassation a reconnu pour le père de cet enfant la possibilité d'invoquer le droit commun.

Aucune décision n'est, à notre connaissance, intervenue en cette hypothèse au profit de la concubine. Tant que le législateur n'aura pas, élevant au même rang que la femme mariée la concubine, accordé à cette dernière le bénéfice de la législation sur les accidents du travail, la concubine n'aura aucun droit. Aucun tribunal ne pourra décider que la femme illégitime a les mêmes droits à l'encontre du patron responsable que la femme mariée. Admettre un tel principe serait du reste suprêmement injuste à l'égard du patron responsable; il est équitable que ce dernier connaisse en prenant quelqu'un à son service, l'étendue de la responsabilité qu'il encourt et qu'il puisse, au moyen d'assurance, se protéger contre une telle responsabilité.

En ce qui concerne la seconde question, savoir, s'il est possible d'invoquer le droit commun contre le tiers

(1) Req., 16 novembre 1903, D. P. 1904.1.132.

(2) Civil, 19 novembre 1919, D. P. 1920.1.89.

(3) Civil, 12 novembre 1929, *R. G. des Ass. Terr.*, 1930, p. 393.

(4) Sachet. *Acc. du Trav.*, 6^e édition, t. I, p. 574.

(5) Civil, 22 mai 1912, D. P. 1913.5.14.

auteur de l'accident du travail, certaines décisions ont admis que le demandeur en dommages-intérêts ne pouvait être, outre la victime elle-même, que son conjoint, ses descendants mineurs de seize ans, et les ascendants ou descendants à sa charge.

Consacrant cette manière de voir, la Cour de Paris a refusé aux frères de la victime d'un accident du travail, l'action prévue par l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, cet article n'accordant l'action du droit commun « qu'à la victime ou ses représentants » (1).

Mais les auteurs, tel que Sachet (2) accorde « l'action du droit commun à tous ceux qui, d'après le droit commun, y ont droit, l'article 7 ayant renvoyé au droit commun pour la désignation des titulaires de l'action du droit commun » (3).

Enfin, la Cour de cassation a décidé que cette action était ouverte, non seulement aux ayants droit de la victime énumérés par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, lesquels ne peuvent obtenir que des indemnités sous forme de rente servie par la Caisse Nationale des Retraites....., mais encore à toutes les autres personnes auxquelles l'accident du travail a causé un préjudice même « moral », et a déclaré que cette action pouvait-être intentée par la fille majeure de la victime (4). L'application des mêmes principes a été faite par le tribunal correctionnel de Marseille, qui a décidé qu'en vertu des dispositions générales de l'article 1382 du Code civil, la concubine avait droit à des dommages-intérêts contre l'auteur responsable d'un accident mortel dont a été victime l'homme avec lequel elle vivait depuis plusieurs années, à condition qu'il s'agisse d'un concubinat continu et stable, et non d'un lien passager et instable (5). La jurisprudence est donc désormais établie sur ce point d'une manière certaine; la concubine peut agir contre le tiers responsable d'un accident

(1) Cour de Paris, 14 novembre 1924, R. G. trib. 1925.2.243.

(2) Sachet. *Acc. du Travail*, 6^e éd., t. I, n° 769.

(3) Henri Lalou. *La responsabilité civile*, n° 1369.

(4) Cass. req., 19 novembre 1930, *D. H.*, 1930, p. 602.

(5) Trib. correc., Marseille, 23 mai 1929, G. P. 1929.2.146.

du travail survenu à son concubin en invoquant le droit commun, ainsi que le prévoit l'article 7 de la loi du 9 avril 1898.

Il y a dans cette jurisprudence, il faut le reconnaître, des contradictions particulièrement troublantes, et il est bien difficile de trouver une base à cette action de la concubine telle que l'admet la jurisprudence. C'est ce qu'à si parfaitement exprimé M. Louis Josserand dans une chronique parue récemment au *Recueil hebdomadaire* Dalloz (1) : « De deux choses l'une, ou bien le droit commun peut-être invoqué toutes les fois que le régime de la loi de 1898 pour une raison quelconque est exclu, ou bien tout accident qualifié « accident du travail » ne peut jamais en égard au caractère forfaitaire de la loi de 1898, donner ouverture à l'application du droit commun au profit de personne. En principe, c'est cette dernière solution qui semble la plus conforme à l'esprit de la législation du risque professionnel. Le Législateur ne veut pas que le chef d'entreprise, ou le patron assujéti à la loi de 1898 puisse être tenu pour les accidents du travail dont il est responsable d'autres obligations que celles mises à sa charge par cette loi. Les assurances qu'il a contractées sont d'ailleurs établies en considération de ce principe. Dès lors, on ne peut qu'accueillir avec réserve les solutions énoncées ci-dessus, concernant le droit pour la concubine ou l'enfant adultérin d'invoquer le droit commun, surtout si on observe qu'avec l'application de l'article 1384, § 1^{er} qui les dispensera de faire aucune preuve de faute, leur situation sur le terrain du droit commun sera plus avantageuse que la situation du conjoint et des descendants sur le terrain de la loi de 1898. Tout au plus admettrions-nous une distinction entre deux hypothèses : d'une part celle de l'exclusion de la loi sur les accidents du travail à un accidenté, et d'autre part celle de son exclusion à l'ayant cause d'un ouvrier. Dans le premier cas, il faut comprendre les cas du détenu, de l'ouvrier, dont le contrat de travail est nul, de l'ouvrier travaillant dans une colo-

(1) L. Josserand. Chronique au *R. H.*, Dalloz, p. 21.

nie où la loi de 1898, n'a pas été promulguée; dans cette hypothèse, l'application du droit commun serait admissible parce que le régime du forfait ne la concerne pas (1). Mais dans la seconde hypothèse (cas de la concubine de l'enfant adultérin, de l'ascendant qui n'est pas à la charge de la victime, des frères et sœurs, d'une personne qui serait elle-même protégée) le droit commun serait inapplicable, parce que dans les rapports entre le chef d'entreprise et ses ayants cause, le régime du forfait peut seul fonctionner.

(1) Cf. Cass. civile, 27 février 1929, D. P. 1929.1.129 et la note de M. Georges Ripert.

CHAPITRE IV

LE CONCUBINAGE ET LES CONTRATS

Nous avons étudié le cas d'un tiers qui se trouvait par suite d'un délit ou d'un quasi-délit en rapport avec des gens vivant en concubinage; il nous reste à examiner le cas des tiers ayant passé un contrat avec les concubins, ou avec l'un d'eux.

Dans ce chapitre, nous verrons en effet, que le concubinage produit de très nombreux effets à l'égard des tiers, et je ne crois pas qu'il y ait un avocat, même si son expérience des affaires n'est pas très longue, qui ne se soit trouvé en présence d'un fournisseur ayant traité avec une femme vivant en concubinage, et n'ayant pu se faire régler le montant de sa facture, ni par cette femme, disparue ou insolvable, ni par son concubin.

Le concubin est-il tenu des dettes de sa concubine? Question délicate, que l'accroissement considérable et constant du concubinage pose avec une acuité particulière. Ce ne sera pas en effet, seulement pour les dépenses, somme toute, assez modestes, de la vie commune du faux ménage que se posera cette question; mais également pour des acquisitions beaucoup plus onéreuses comme celle d'une fourrure, d'un bijou, ou d'une voiture automobile. L'équité exige de toute évidence, que le tiers ne puisse être lésé par ce fait seul qu'il a traité avec des personnes se trouvant dans une situation irrégulière.

Avant de commencer cette étude, précisons que deux hypothèses très différentes peuvent se présenter, savoir : que le tiers ait ignoré l'irrégularité de la situation sociale de sa cliente, ou qu'il ait été au courant de cette situation. Dans le deuxième cas, en effet, on pourra

toujours dire qu'il savait pertinemment à qui il avait à faire, sur la solvabilité de qui il pouvait compter. On pourra dire, qu'en refusant de traiter avec une femme vivant en concubinage et parce qu'elle vit en concubinage, un fournisseur, surtout si son exemple était suivi, pourrait amener la femme à désirer la régularisation de sa situation.

Mais que dire du tiers ayant contracté de bonne foi, ayant été en rapport avec une femme se présentant sous les apparences d'une femme mariée, portant le nom de l'homme avec qui elle vit? Sa situation n'est-elle pas infiniment respectable, et ne serait-il pas suprêmement injuste qu'il eut à souffrir d'une erreur involontaire et fort difficile à éviter. Il ne faut pas laisser ce tiers désarmé en face de la mauvaise foi de ses contractants.

Mais si l'équité le commande, les principes juridiques le permettent-ils? Divers systèmes ont été proposés pour justifier l'action du tiers à l'encontre du concubin avec lequel il n'a pas traité : mandat tacite, enrichissement sans cause, faute civile et théorie de l'apparence. Examinons successivement ces théories, étudions les arrêts qui ont appuyé sur chacune d'elles leurs motifs, et recherchons celle qui juridiquement peut être retenue.

La théorie du mandat tacite a été la première proposée par analogie entre la situation des concubins et celle des gens mariés. Pour savoir si cette théorie est applicable au cas du concubinage, il importe de rechercher quel est le fondement du mandat tacite entre les époux : repose-t-il uniquement sur le fait de la vie commune « sur la communauté de vie », auquel cas il serait incontestablement applicable en notre espèce? Ne faut-il pas plutôt en voir l'origine dans l'obligation pour le mari de fournir à la femme tout ce qui lui est nécessaire pour vivre?

Le mandat-tacite entre époux n'est pas la conséquence de la cohabitation du mari et de la femme, mais découle des droits et obligations réciproques créés par le lien du mariage : ainsi la femme qui vit séparée de son mari, du fait de ce dernier, continue à l'obliger par

ses dépenses. Il faut donc décider que les acquisitions faites par une simple concubine ne sauraient obliger en vertu de la théorie du mandat tacite, celui dont elle partage l'existence; elle n'oblige qu'elle seule; c'est ce qu'a décidé le tribunal civil de la Seine dans un jugement rendu le 11 décembre 1901 ainsi motivé: «Attendu que Lotte et C^{ie} ne peuvent prétendre à l'existence d'un mandat tacite donné par L... à la demoiselle G...; que le mandat tacite donné par un mari à sa femme résulte des circonstances impliquant nettement l'idée que celui qui agit au nom d'une autre personne est investi du pouvoir d'agir; que le mariage crée des droits et des obligations réciproques; qu'entre autres, le mari doit fournir à sa femme tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie : que la femme, selon les mœurs et coutumes, a la charge de diriger l'intérieur du ménage, et par suite, le droit d'obliger son mari dont elle porte légalement le nom, en ce qui concerne l'acquisition des comestibles, provisions ordinaires, vêtements, etc., qui sont des choses nécessaires à la vie commune. Mais attendu que telle n'est pas la situation des défendeurs, que si la demoiselle G... a pris le nom de L... qui n'était pas son mari, que si elle s'est fait délivrer des fournitures sous ce nom, ces faits ne sauraient établir un lien de droit entre Lotte et C^{ie} et L...; que si Lotte et C^{ie} prétendant n'avoir fait crédit à la demoiselle G... qu'à cause de la vie commune existant entre elle et L... ils ont commis une imprudence en ne se renseignant pas sur la situation respective des défendeurs » (1). Le tribunal de la Seine confirma du reste sa jurisprudence par deux jugements du 10 décembre 1901 et du 6 janvier 1902, en décidant qu'en dehors d'une union légitime on ne saurait appliquer les dispositions des articles 1420 et 1421 du Code civil, relatifs aux obligations qui résultent pour la communauté, soit de l'administration du mari, soit des dettes contractées par la femme en vertu de la procuration du mari. La femme qui vit en concubinage avec

(1) Dalloz, 1902.2.133.

un tiers, même si elle se présente comme mariée, ne peut donc aux yeux de cette jurisprudence engager ce tiers en vertu d'un mandat tacite, et l'on doit refuser toute action au commerçant qui a fait des fournitures au domicile d'un individu vivant en concubinage, sur l'ordre de la concubine se présentant comme la femme légitime, alors que ce commerçant ne justifie pas d'une intervention directe de la part du concubin dans les commandes, ni d'une ouverture de crédit quelconque (1). Si la théorie du mandat tacite ne peut être appliquée en matière de concubinage, il est bien évident que le commerçant ayant traité avec la concubine ne sera pas dépourvu de tout recours, contre le concubin avec lequel il n'a pas traité directement. Au cas où le concubin a tiré un profit personnel des fournitures faites, l'action *de in ren verso* est ouverte au fournisseur, en vertu du principe que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui. Toutefois pour aboutir, une action de ce genre doit remplir deux conditions : 1^o qu'il y ait eu enrichissement au détriment d'autrui; 2^o que cet enrichissement ait eu lieu sans droit. Sur ces principes d'application de l'action *de in ren verso*, il nous suffit de citer ce passage du cours de droit civil d'Aubry et Rau. « L'action *de in ren verso* doit être admise d'une manière générale comme sanction de la règle d'équité qu'il n'est pas permis de s'enrichir aux dépens d'autrui dans tous les cas où le patrimoine d'une personne se trouvant, sans cause légitime, enrichi au détriment de celui d'une autre personne, celle-ci ne jouirait pour obtenir ce qui lui appartient, ou ce qui lui est dû, d'aucune action naissant d'un contrat, d'un quasi-délit, ou d'un délit. (2) »

L'application de ces principes nous amène à conclure qu'en l'absence d'un engagement direct de la part du concubin, celui-ci échappera au recours du fournisseur; très souvent en effet, s'il a profité des objets livrés par le fournisseur, ce n'est pas sans droit puisque ces objets

(1) D. P. 1904.2.238.

(2) Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 4^e édit., t. VI, § 578.

lui ont été régulièrement donnés à titre gratuit, par leur acquéreur libre d'en disposer; et que de plus, le fournisseur, en possession contre celui avec qui il a traité d'une action basée sur un contrat, ne se trouve pas dans les conditions requises pour exercer l'action *de in rem verso*.

Nous estimons donc, qu'aucune base juridique ne peut justifier l'action du fournisseur à l'encontre de la concubine, lorsque celui-ci savait qu'il traitait avec une concubine. Il n'en est pas de même, heureusement, au cas où le concubin laisse la concubine porter son nom, lui donne mandat d'agir en son nom, au cas où les deux amants se comportent comme des époux et donnent l'apparence de gens mariés.

On a d'abord pensé que l'action « *negotiorum gestor* » pourrait être à la disposition du fournisseur, la concubine présentant toutes les conditions requises chez une gérante d'affaires. C'est ainsi que le juge de paix du cinquième canton de Lyon (1) a vu une gestion d'affaires dans le fait, par un individu de laisser sa maîtresse porter son nom, et agir en son nom.

Mais c'est plutôt, à nos yeux, dans le cadre de la *théorie de « l'apparence »*, et dans l'application de l'article 1382 du Code civil, qu'il est possible de trouver la base juridique de l'action du tiers ayant traité avec des concubins. Le concubin a causé par son fait, savoir l'apparence qu'il se donnait d'être un homme marié, un dommage à autrui dont il doit réparation. C'est ce qu'ont prévu les articles 1382 et suivants du Code civil. Si l'on peut dire, en effet, qu'il n'y a pas eu à proprement parler un fait de la part du concubin, il y a eu tout au moins une négligence ou une imprudence, de nature à entraîner sa responsabilité aux termes de l'article 1383. C'est ce qu'a décidé très justement le tribunal civil de Nice dans un jugement du 27 octobre 1909 (2). Après avoir exposé les faits de la cause, les juges niçois ont en effet motivé ainsi leur jugement :

(1) Jugement du 15 février 1908. *Le Droit* du 30 avril 1908.

(2) D. P. 1912.2.216.

« Attendu que, sans qu'il soit besoin de rechercher si la dame, qui cohabitait, était ou n'était pas sa femme légitime, il suffit de constater qu'il la faisait passer pour telle, et que cette qualité devait inspirer confiance aux fournisseurs qui lui accordaient le crédit, qu'ils attribuaient à un riche ménage étranger; qu'en agissant de la sorte M... a commis une faute qui engage sa responsabilité avec ceux qui ont traité avec la soi-disant M^{me} M... comme si elle avait été sa vraie femme, réputée sa mandataire tacite pour les achats nécessaires à sa toilette, selon ses facultés et son état. »

C'est dans le même esprit que la 6^e Chambre du tribunal civil de la Seine a statué le 5 mai 1926 (1) sur une demande en revendication d'objets saisis : « Attendu, dit le jugement, que sa demande subsidiaire est justifiée, que par son attitude ostensible en connivence avec B... et par son intervention continue dans ses affaires, la dame veuve L... avant son mariage a donné au commerce de B... un crédit qui l'engage personnellement; que par ces agissements concertés, destinés à donner confiance à leur fournisseur, B... et la dame L..., ont concouru à commettre une faute qui oblige chacun d'eux à la réparer entièrement ».

Cette jurisprudence a du reste été approuvée par les auteurs; c'est ainsi que nous lisons sous la plume de M. Savatier : « C'est une règle générale dérivée de l'article 1382 du Code civil que tous ceux qui créent une apparence trompeuse sont tenus de réparer le préjudice causé aux tiers par cette apparence. C'est en se fondant sur cette règle que la jurisprudence permet aux fournisseurs de la concubine d'agir contre le concubin qui faisait faux ménage avec elle et se faisait passer pour son mari (2). » M. Henri Lalou a développé la même idée dans son étude sur la responsabilité civile (3). « Les fautes contre l'honnêteté sont d'abord la plupart

(1) D. H., 1926, p. 429. Cf. Chronique de M. René Demogue. *Revue Trimestrielle de droit civil*, 1926, n^o 4, p. 1.039.

(2) Note de M. Savatier sous Req., 20 février 1922, D. P. 1922.1.201.

(3) Henri Lalou. *La responsabilité civile*, 2^e édit., 1902, n^o 699 et 712.

des faits qualifiés crimes ou délits, qui sont des fautes au point de vue civil en même temps qu'au point de vue pénal, et, d'une manière plus générale, toutes les fautes morales consistant dans un acte déloyal ou malhonnête, que la loi pénale s'en occupe ou non. La maxime *fraus omnia corrumpit* exprime cette idée. Il y a faute à ce point de vue dans le fait par un individu de faire passer sa concubine pour sa femme légitime, si ceux qui contractent avec elle croient qu'elle est la femme légitime, et, par suite sa mandataire tacite pour les achats nécessaires à sa toilette. »

Sur la même question encore, M. Louis Josserand écrivait : « En suscitant une apparence trompeuse, le faux ménage a commis une faute génératrice, à la charge de ceux qui le composent, d'une responsabilité solidaire; ils se trouvent ainsi prisonniers de leur propre mensonge, de l'état dont ils se sont attribués indûment la possession. L'apparence confère des droits à ceux qui s'y laissent prendre et contre ceux qui l'ont constituée; c'est un titre créateur de droits, que d'avoir été trompé par une vaine apparence; et c'est une tare génératrice de responsabilité que d'avoir trompé autrui en provoquant une telle illusion (1). Une application intéressante de la responsabilité du concubin a été faite récemment par la jurisprudence : La Cour de cassation, Chambre criminelle, a jugé, en effet, que la concubine qui conduit de façon permanente la voiture de son amant, mise par ce dernier à sa disposition, et qui l'utilise pour les besoins du ménage, peut être considérée comme investie par son concubin du mandat tacite de se servir de l'automobile lui appartenant et étant par suite en fait sa préposée (2).

Quelles sont les conclusions que nous pouvons tirer de cette étude jurisprudentielle?

Tout d'abord, le fournisseur qui a été en relations

(1) Chronique au *D. H.* du 7 avril 1932.

(2) Cassation, 6 mars 1931, *G. P. J. Q.*, 22 mars 1931. Voir Chronique de jurisprudence de M. E. Gaudemer. *Revue Trimestrielle de Droit civil*, 1932, n° 2, p. 395.

avec chaque concubin, si chacun d'eux s'est engagé envers lui, aura de toute évidence un double recours; mais si le fournisseur n'a été en relations qu'avec un seul des concubins, il pourra cependant, outre son recours contre ce dernier introduire une action contre l'autre concubin dans les hypothèses suivantes :

1^o Le fournisseur n'a pu ignorer que la concubine n'était pas unie avec son amant par les liens du mariage : dans ce cas, il n'aura d'action contre le concubin que s'il se trouve dans des conditions lui permettant d'intenter l'action *de in rem verso*.

2^o Le fournisseur ne pouvait savoir qu'il avait affaire à un faux ménage : alors la théorie de l'apparence jouera, et le concubin ayant commis une faute civile sera tenu de la réparer; il sera responsable à l'égard du fournisseur.

D'aucuns, se sont élevés contre cette jurisprudence; ils ont prétendu qu'elle pourrait avoir une influence fâcheuse sur nos mœurs. En voulant imposer, disent-ils, des charges aux concubins, on les assimile à des époux légitimes, et on tend par suite à faire de leur union un mariage d'ordre secondaire reconnu par la loi. Si les fournisseurs se voyaient privés de tout recours, ils prendraient leurs précautions, ne traiteraient qu'avec des gens mariés, et ne voudraient pas avoir affaire à des personnes vivant en concubinage. Ce serait en quelque sorte, mettre le concubinage hors la loi, ce serait en faire une situation intenable, qui amènerait les concubins à rompre leur union irrégulière ou à la transformer en union légitime.

Un tel raisonnement est évidemment des plus séduisants : il flatte les idées que nous pouvons avoir sur la morale. Nous le trouvons cependant bien dangereux, et, pour notre part, nous nous refusons à le suivre. Il nous semble qu'il ne faut pas pratiquer à l'égard du concubinage cette politique que nous oserons appeler la « politique de l'autruche ». Ignorer le concubinage, ne pas le sanctionner d'effets, n'amènera aucune modification dans son développement, que la morale nous force certes à réprouver. Il nous semble qu'en laissant

le concubinage entièrement libre, en ne lui donnant pas de cadres, on obtiendra des résultats analogues à ceux produits dans la lutte contre la prostitution, par la suppression des maisons de tolérance.

Si on se refuse à admettre une telle jurisprudence, croit-on gêner ainsi, en quoi que ce soit, les concubins? Nous ne le pensons pas et l'on privera seulement de tout recours les fournisseurs imprudents qui seront très nombreux. Il faut bien reconnaître, en effet, que dans notre vie moderne, avec le développement des grandes maisons de commerce, pour lesquels les acheteurs sont presque toujours des inconnus, il est quasi impossible de savoir si on traite avec une femme mariée ou avec une femme en concubinage. Il serait vraiment inélégant de demander la production du livret de famille, pour vérifier la situation familiale de la personne avec laquelle on va traiter.

Nous approuvons donc hautement cette jurisprudence à la base juridique particulièrement solide, dont le développement nous paraît fort heureux, jurisprudence, qui satisfait un besoin légitime, et impérieux, d'équité.

CHAPITRE V

LES TIERS ET LES SOCIÉTÉS ENTRE CONCUBINS

Après avoir envisagé la situation de tiers ayant fourni aux concubins les objets ou denrées nécessaires à la vie commune du faux ménage, il nous reste à étudier la situation de ceux ayant traité avec un homme et une femme vivant ensemble, exploitant ensemble un fonds de commerce ou exerçant une industrie.

La question des sociétés de fait entre concubins se pose particulièrement, lorsqu'on étudie les rapports des concubins entre eux et lorsqu'on envisage la dissolution du concubinage par la séparation ou par la mort de l'un des concubins. Ce n'est pas sous cet angle que nous envisagerons la question, car cette étude dépasserait le cadre du présent ouvrage; nous ne l'examinerons brièvement que pour déterminer la situation juridique de ceux avec lesquels les tiers ont été amenés à traiter.

Nous savons que les sociétés de fait entre époux sont frappées de nullité par la jurisprudence; cette dernière admet au contraire la validité des sociétés entre concubins, à condition toutefois qu'une telle société ne soit pas établie entre deux personnes dans le but unique de maintenir entre elles des relations illégitimes que l'une chercherait à rompre.

« Des concubins peuvent donc former entre eux seuls une société en vue de collaborer à une entreprise et d'en partager les bénéfices. Rien ne s'opposant à la validité de cette société, elle produira les effets juridiques des

autres sociétés et il appartiendra aux tribunaux d'en constater l'existence » (1).

Mais il est très rare qu'une société régulière ait été constituée entre les concubins. La question se pose donc de savoir si nous sommes en présence d'une véritable société, ou d'une simple association de fait ne pouvant entraîner de conséquences juridiques. « Les sociétés entre concubins qui sont une variété particulière des sociétés créées de fait, ont écrit Houpin & Bosvieux, résultant de la mise en commun par des personnes vivant en état de concubinage, de leur avoir et de leur travail pendant la durée de leurs relations, ne constituent de véritables sociétés que si elles ont été établies au moyen d'un acte écrit ou à l'aide d'un commencement de preuve par écrit complété par la preuve testimoniale. A défaut de pareille preuve, aucune action en compte, partage et licitation n'est recevable entre les associés, sauf le droit, pour chacun d'eux, de se faire restituer les objets qu'ils justifieraient avoir apportés dans leur association illicite, et, pour la femme, de réclamer des gages ou une rémunération si elle a été employée comme domestique, ou a appliqué ses ressources à l'existence commune, et par son aide de tous les jours, a facilité la question de l'entreprise (2). »

L'existence d'une société entre les concubins ne résultera donc pas seulement du fait de la cohabitation et de la mise en commun de leurs biens. Ces seules conditions, en effet, pourraient produire un certain état de « communauté » plus voisin de la copropriété que de la société « une communauté de fait qui ne sera rien d'autre qu'une indivision. » Pour qu'il y ait un lien de société entre les concubins, il faut leur intention de se mettre en société en vue de réaliser des bénéfices; et la preuve n'en sera pas difficile à rapporter, puisqu'elle résultera de la collaboration effective des deux concubins à l'entreprise commune.

(1) *Nullité des sociétés et des sociétés de fait* par J. Hémar, 2^e édit., 1926, 1^{re} partie, n° 166.

(2) Houpin et Bosvieux. *Sociétés civiles et commerciales*, 5^e édit., n° 103.

Cette collaboration elle-même ne suffit pas, car elle n'implique pas nécessairement l'existence d'un contrat de société. En effet, un louage de services entre les concubins, un mandat, pourraient expliquer cette collaboration. Il faut la constatation d'une coopération égalitaire qui tiendra compte cependant du lien de dépendance pouvant exister en raison de la vie commune.

D'autre part, il est intéressant pour les tiers de savoir quelle est la nature de la société existant entre les concubins. Sera-ce une société civile, ou une société commerciale? Certains auteurs ont vu une société universelle de gains dans toute indivision réunissant des concubins. Nous ne pouvons partager cette manière de voir : il est nécessaire que l'on puisse constater chez les concubins la volonté de réaliser des bénéfices; c'est ce qu'à décidé très justement un arrêt de la Cour de Paris du 14 mai 1890, arrêt qui est ainsi commenté dans les *Pandectes françaises* (1). « La collaboration de deux concubins dans l'exercice d'une industrie ou d'un commerce ne suffit pas pour établir l'existence d'une société civile ou commerciale susceptible de produire des effets légaux. Et il en est ainsi, non seulement quand la pensée d'obtenir des bénéfices n'apparaît pas dans la manière de vivre des concubins, mais encore quand il ressort avec évidence de l'exercice en commun d'une profession, qu'ils tendent ensemble à la création et au partage d'un gain. »

La société universelle de gains entre concubins ne comprendra que les bénéfices et les valeurs acquises en commun, chaque associé ayant le droit de reprendre les biens par lui apporté et ceux qui lui seraient échus au cours du concubinage par donation ou succession.

La Société entre concubins sera parfois de nature commerciale : elle aura généralement les caractères d'une association en participation (2). Elle pourra se

(1) *Pandectes françaises*, t. XX, 66.

(2) Voir en ce sens Tribunal civil d'Avallon, 19 avril 1851, S. 1852, 2.209.

présenter également sous la forme d'une société en nom collectif. La détermination de la nature de la société est particulièrement intéressante lorsque cette société présente un passif, pour les tiers créanciers. Ces concubins pourraient en effet, chercher à se soustraire à toutes poursuites de leurs créanciers, en prétendant qu'il n'y a entre eux aucune société, ou encore une société de nature civile ou bien une société en participation.

Nous retrouvons à nouveau ici la théorie de l'apparence et de la faute civile : si le concubin a apporté une collaboration active à l'exploitation commune, s'il a fait croire aux tiers qu'il était un associé en nom; il sera tenu solidairement des engagements pris, bien qu'il ne soit pas en réalité gérant de la société (1). C'est ce qu'à très bien exposé M. Hémard, dans son ouvrage ci-dessus cité. La jurisprudence va même très loin dans cette voie; elle a admis que les tiers pouvaient considérer comme associée une concubine participant à l'exploitation commune, alors même que cette exploitation commune ne l'aurait pas fait considérer comme associée, si elle n'avait pas été mariée (2). Elle a admis également, et c'est là un cas particulier intéressant, le recours des tiers créanciers dans l'hypothèse suivante : un commerçant pour échapper aux conséquences de la faillite déclarée contre lui forme un nouvel établissement de commerce de même nature que celui qu'il a exercé, en le mettant sous le nom de sa concubine qui n'était en réalité que prête nom. Si ce fonds vient à être vendu sous le nom de la concubine, il n'en doit pas moins être considéré comme ayant été la propriété commune des deux concubins (3).

Il ne nous reste plus qu'à examiner la question de savoir comment les tiers pourront rapporter la preuve de l'existence véritable d'une société entre les concubins. Il y a lieu de noter que cette preuve sera beaucoup

(1) Cf. Trib. commerce de Nantes, 23 mai 1932, G. P. J. Q., 5 juillet 1932.

(2) Orléans, 3 juillet 1908, G. P. 1908.2.518.

(3) Paris, 13 juin 1872, D. P. 1873.2.169.

plus facile pour un tiers que pour un concubin ou pour ses héritiers. Ces derniers, en effet, pourront bien recourir à tous modes de preuve, si la société est commerciale; mais si la société est civile, il conviendra d'appliquer l'article 1341 du Code civil, de telle sorte que la preuve testimoniale ou par présomption ne sera admise que s'il existe un commencement de preuve par écrit. Les tiers, au contraire, que les concubins veulent frustrer en niant l'existence entre eux d'une société, pourront établir l'existence et la nature de cette société par tous modes de preuve, sans distinction ni réserve. Les tiers auront bien entendu, à établir, non seulement la mise en commun des biens des associés, mais encore leur intention de s'associer et de réaliser des bénéfices. S'ils parviennent ainsi à prouver qu'une société en nom collectif a existé entre les concubins, ils pourront exercer leurs recours contre chacun d'eux, qui sera tenu *ad infinitum* selon les règles des sociétés en nom collectif.

Nous voyons donc que les tiers se trouvent parfaitement garantis lorsqu'ils ont traité avec des concubins présentant toutes les apparences d'associés, car ils pourront facilement rapporter la preuve de la société existant entre eux. Grâce à cette jurisprudence, les créanciers de concubins exerçant ensemble un commerce se trouvent protégés, comme s'ils avaient eu affaire à un homme marié commerçant, dont la femme aurait apporté son concours à ses opérations commerciales. En cette matière, encore, on a dit que la jurisprudence favorisait le concubinage en le « légalisant ». Là, encore nous dirons que cette jurisprudence nous paraît aussi équitable que juridique. Ne pas vouloir l'appliquer reviendrait à faire aux concubins une situation vraiment privilégiée, et le meilleur moyen de détourner les gens du concubinage nous paraît être d'assortir cet état de tous les devoirs et de toutes les charges qui pèsent sur les gens mariés.

CHAPITRE VI

LES CONCUBINS ET LEUR PROPRIÉTAIRE

Il est un tiers appelé fréquemment à traiter avec les concubins, qui se trouve dans une situation particulièrement intéressante, c'est le propriétaire qui vient à loger le faux ménage. Dans l'étude des lois de guerre, nous avons traité la question de la prorogation des baux à loyers, instituée par les lois du 1^{er} avril 1926 et du 29 juin 1929 et nous avons précisé quels étaient à l'encontre du propriétaire les droits de la concubine en cette matière. Nous avons vu également qu'aux termes de la loi du 9 mars 1918 (article 20 3^o) la concubine était maintenue dans les lieux loués, alors que son compagnon était mobilisé, et que, vivant habituellement avec lui dans le local antérieurement au 1^{er} août 1914, elle était à sa charge.

Deux questions restent encore à étudier : nous savons d'abord qu'aux termes de l'article 1735 du Code civil : « Le preneur est tenu des dégradations et des pertes qui arrivent par le fait des personnes de sa maison ou de ses locataires ». La jurisprudence a admis qu'il fallait comprendre dans le vocable « des personnes de sa maison » aussi bien la concubine, la maîtresse, que la femme légitime. C'est dans ces termes que la Chambre civile de la Cour de cassation a reconnu le droit du propriétaire (1) : « Vu les articles 1728 et 1735 Code civil. Attendu qu'il résulte de ces dispositions légales que le preneur, tenu d'apporter à l'usage et à la conservation de la chose, les soins d'un bon père de famille, est responsable à l'égard du

(1) Voir Dalloz, R. F. 1928.1.99.

baillieur des dégradations ou soustractions commises dans les lieux loués par les personnes de sa maison, au même titre que si elles étaient son fait personnel, alors même qu'il n'aurait pu ni prévoir ni empêcher la faute de ces personnes;

Que l'expression « personnes de sa maison », qui doit être entendue dans son sens le plus large, comprend notamment la maîtresse du preneur installée par lui dans l'appartement meublé, qu'il avait personnellement pris à bail ».

Cet arrêt de la Chambre civile est intéressant à deux points de vue; d'abord il considère la maîtresse du preneur comme une personne de sa maison (la jurisprudence est unanime sur ce point, nous l'avons dit *suprà*) et d'autre part, il affirme que le preneur est responsable des personnes de sa maison qui ont commis des dégradations ou soustractions dans les lieux loués, alors même qu'il n'aurait pu ni prévoir, ni empêcher leurs actes, et rattache uniquement cette règle à l'obligation pour lui d'user de la chose, et de la conserver en bon père de famille (1).

Une dernière hypothèse nous reste enfin à examiner : c'est celle de l'abandon de domicile par le locataire. L'article 111 de la loi du 29 juin 1929 est en effet ainsi conçu : « Le bénéfice de la prorogation restera acquis en cas d'abandon de domicile, aux personnes vivant habituellement avec le locataire ».

La première remarque qui s'impose, comme l'a très justement fait remarquer M. Louis Ropers (2), c'est que le droit à prorogation des personnes vivant avec le locataire doit être né avant l'abandon de domicile par ce locataire. Il appartiendra aux tribunaux d'apprécier souverainement la question de savoir si le locataire doit être considéré comme ayant définitivement abandonné son domicile; il n'y a certainement pas abandon de domicile lorsque le locataire, qui a quitté

(1) Sur la valeur juridique de cette solution, voir note de M. Daltant sous arrêt du 13 décembre 1927, précité.

(2) Louis Ropers. *Traité pratique des baux à loyers*, 1931, n° 127.

les lieux, a gardé l'esprit de retour et notamment, a continué de payer le loyer; en un mot, si l'abandon n'est pas définitif.

La question s'est posée de savoir si le locataire qui quitte les lieux en mettant fin à la location par exemple par un congé, peut être considéré comme abandonnant son domicile. Un arrêt de la Commission supérieure de cassation du 20 décembre 1928 paraît avoir admis l'affirmative, mais nous sommes en présence d'une décision d'espèce, et qui ne peut fixer la jurisprudence.

En effet, le locataire peut à tous moments refuser de continuer à loger chez lui certaines personnes énumérées à l'article 3 de la loi du 1^{er} avril 1926. Le propriétaire ne saurait être dans ce cas tenu de donner abri à ces personnes, alors que le locataire lui-même aurait manifesté l'intention de ne plus les garder avec lui; c'est ce qu'a décidé la Cour d'appel de Paris dans un arrêt du 18 avril 1928 (1). Dans cette espèce, un locataire avait donné congé de son plein gré, après avoir loué un autre logement. La Cour de Paris décida « que la demoiselle D..., concubine du locataire, qui n'occupait l'appartement qu'en vertu du titre de son amant, devait nécessairement suivre son sort; qu'il ne pouvait du reste s'agir d'abandon de domicile de la part du locataire, puisque ce dernier même n'aurait pas eu le droit de se maintenir dans les lieux ». Cet arrêt, est du reste intéressant à un autre point de vue : il décide qu'une concubine, ayant cessé depuis plus d'un an, toute cohabitation et toute vie commune avec son amant, et ayant par suite perdu son droit à prorogation, ne saurait être comprise parmi les « personnes vivant habituellement » avec le locataire aux termes de l'article 111 sus-visé. Notons que si l'abandon du domicile avait eu lieu avant le congé, celui-ci serait sans effet, car le droit à prorogation serait alors né au profit du tiers, et il n'appartiendrait pas au locataire d'y renoncer.

(1) Arrêt rapporté en sous note, G. P. 1928.2.440.

M. Louis Ropers se pose enfin une dernière question. « Si le locataire abandonnait sa concubine dans les lieux et donnait congé ensuite, on peut se demander si celle-ci aurait le droit de s'y maintenir. Il semble tout d'abord qu'il y ait lieu de répondre qu'elle n'est plus à la charge du locataire, puisque celui-ci a rompu avec elle. Mais le contraire aussi se peut juridiquement soutenir, et la concubine, qui, tant que durait la vie commune, n'était certes pas à la charge du locataire car elle n'était unie à lui par aucun lien légal, et les relations irrégulières qu'elle entretenait ne pouvaient faire naître à son profit aucune créance valable, l'est devenue le jour où ces relations ont cessé, puisque le concubin est, depuis lors, tenu de l'obligation naturelle d'assurer son avenir. Entre ces deux manières de voir, l'hésitation est permise et la question, après la jurisprudence déjà intervenue, n'est d'ailleurs plus entière. Mais peut-on admettre que le propriétaire devra garder comme locataire la concubine répudiée par son ancien locataire? Cette solution ne doit-elle pas être rejetée, tout au moins comme étant de nature à aggraver encore la crise du logement? »

Nous devons avouer que ce dernier argument nous paraît peu convaincant : du moment que le droit à prorogation, pour les personnes vivant habituellement avec le locataire, est né avant que ce dernier n'ait donné congé, et avant qu'il n'ait abandonné le domicile, ces personnes possèdent, aux termes de la législation sur les loyers, un droit propre, qui ne peut-être en quoi que ce soit modifié par les changements survenus dans les rapports entre le locataire et ces personnes.

Il ne faut pas du reste voir là un droit d'exorbitant pour la concubine; car cette dernière, ainsi que nous l'avons exposé dans l'étude de la législation sur les loyers, tire tous les avantages de la « communauté de vie » qu'elle peut invoquer, au même titre que d'autres personnes du reste, avec le locataire, et non de sa « communauté de lit », c'est-à-dire des relations sexuelles, qui sont, tout de même, la condition essentielle, *sine qua non*, du concubinage.

CHAPITRE VII

LE CONCUBINAGE ET LE FISC

Le nombre des gens vivant en concubinage est trop grand pour que le fisc ait pu négliger les conséquences d'une telle situation à l'égard de l'établissement et de la perception des impôts.

Les difficultés peuvent surgir dans différentes hypothèses; la première question qui se pose est celle de savoir si des femmes vivant en concubinage, n'ayant aucun revenu personnel, et dont les amants subviennent parfois avec largesse, à leurs besoins, peuvent être assujetties à l'impôt sur le revenu. La question est du reste la même pour les impôts sur les bénéfices non commerciaux, qui, en principe doivent frapper tous les revenus des professions et occupations quelconques ne relevant pas d'autres cédules. En règle générale, en effet, tout revenu passible de l'impôt général implique son assujettissement préalable à un impôt cédulaire à forme directe ou indirecte.

Soumettre la concubine à une telle imposition semble à la fois juridique et moral; mais avant de résoudre ces questions, il importe de savoir si ses ressources constituent bien un véritable revenu. Rappelons à ce sujet que la nature du revenu est indépendante du caractère moral ou immoral de son origine, de sa nature juridique à titre onéreux ou gratuit, et que, ce qui constitue le caractère essentiel d'un revenu, c'est sa répétition.

Si donc les libéralités faites par un homme à sa concubine présentent ce caractère de répétition, elles pourront servir de base à une imposition, à condition tou-

tefois, et c'est là pour le fisc une difficulté très grande, que l'Administration des Contributions directes puisse établir l'existence de ces libéralités et leur périodicité. C'est ainsi que le Conseil d'Etat dans un arrêt du 22 juin 1928, a débouté l'Administration de sa demande, considérant qu'elle ne rapportait pas la preuve que la concubine avait joui d'un revenu au moins égal au minimum imposable, et que, par conséquent, l'Administration n'avait pas établi, aux termes de l'article 7 du décret du 17 janvier 1917, que cette femme était passible de l'impôt (1).

C'est en s'appuyant sur des attendus similaires, que le 5 juillet 1929, le Conseil d'Etat fit droit à la requête d'une dame C... qui avait été taxée d'office à l'impôt général sur le revenu, comme n'ayant pas fait de déclaration : « Attendu qu'il appartenait au Ministre, disent les juges administratifs, en vertu de l'article 7 du décret du 17 janvier 1917, de fournir la preuve que ladite dame a bénéficié pendant l'année 1916, d'un revenu dépassant la limite d'exemption fixée par la loi; que les allégations présentées à cet effet sont contredites par l'instruction, et notamment par des attestations versées au dossier; que, dans ces conditions, la requérante est fondée à demander décharge de l'impôt auquel elle a été assujettie pour l'année 1917. »

Dans ces espèces que nous venons de rapporter, l'Administration avait taxé d'office, à défaut de déclaration, ce qui lui laissait la charge de la preuve, et ces espèces se rapportent à des impositions antérieures à la loi du 13 juillet 1925. Cette loi, ayant en effet prévu, dans ses articles 9 et 16, que l'Administration pourrait procéder par taxation d'office, tant en matière d'impôt sur les bénéfices non commerciaux, qu'en matière d'impôt général sur les revenus, lorsque les dépenses notoires d'un contribuable révèlent indiscutablement, qu'il est imposable. Depuis cette loi, une concubine pourra donc être taxée d'office sur les signes extérieures

(1) Arrêts rapportés en sous-note arrêt Conseil de préfecture de Versailles, 7 février 1930, G. P. J. Q.

de sa richesse; pour échapper à l'imposition, il lui faudra établir qu'elle ne possède pas de revenus au sens fiscal du terme, preuve, nous l'avons dit plus haut, difficile à rapporter.

Mais si le fisc peut se trouver en conflit avec une concubine, il pourra également, et le cas s'est présenté fréquemment, se trouver en discussion avec un contribuable vivant en concubinage. Les impôts, étant en effet progressifs et comportant une importante exemption à la base (10.000 frs) les concubins, qui feront chacun une déclaration se trouveront imposés pour une somme totale très inférieure à celle qui frapperait un contribuable marié faisant une seule et unique déclaration pour les revenus de son ménage.

La femme mariée en effet, ne peut faire de déclaration séparée; les revenus du mari et ceux de la femme, même séparée de biens, sont réunis ensemble pour le calcul de l'impôt global et progressif sur le revenu. Le mari pourra évidemment bénéficier d'un dégrèvement supplémentaire à la base de 3.000 francs pour sa femme (1) personne étant à sa charge, mais il n'aura qu'un dégrèvement de base totale de 13.000 francs alors que des concubins, faisant des déclarations séparées, bénéficieront d'un dégrèvement de base de 20.000 francs.

Il est enfin une conséquence de la fiscalité plus choquante encore, et qui favorise de la manière la plus nette le concubinage au détriment du mariage : c'est ce qu'expose, en ces termes sous une forme humoristique, M. Henri Lalou : (2) « Un couturier épouse sa première à qui il donnait des appointements annuels de 40.000 francs avant le mariage, appointements qu'il continue à lui servir après le mariage, et à passer aux frais généraux. Un an se passe, le contrôleur lui adresse sa feuille d'impôts. La première chose qu'il aperçoit, c'est que cette feuille a augmenté de 40.000 francs, montant du salaire de sa femme. Cependant, dit-il au

(1) Conseil d'Etat, 12 février 1926, D. P. 1926.3.56.

(2) Rapporté par H. Lalou dans son article au *Correspondant* du 10 décembre 1929, p. 726.

fisc, j'avais fait porter ce salaire sur mes frais d'exploitation, donc il doit venir en déduction de mon bénéfice imposable. Pas du tout, répond le fisc, vous n'aviez pas le droit d'opérer cette déduction, puisque votre première est devenue votre femme. — Cependant, dit le couturier, je continue à lui verser son salaire. — Peu importe, répond le fisc, c'est votre femme. — Cependant, rétorque encore le couturier, j'ai besoin d'une première et, si ma femme ne tenait pas ce rôle, vous déduiriez bien le salaire de celle qui la remplacerait. — Certainement, réplique le fisc. Mais premièrement, vous avez eu tort de l'épouser. Secondement, elle a tort de travailler. Payez donc! — Mais alors, riposte le couturier, si au lieu d'aller chez le maire et chez le curé j'avais fait de ma première ma maîtresse au lieu d'en faire ma femme, vous admettriez la déduction de son salaire? — Parfaitement, répond le fisc. Je respecte l'union libre et je frappe le mariage. »

Il y a là une différence évidemment peu morale entre la femme mariée et la concubine, résultant de ce fait que la femme d'un commerçant ne peut aux yeux du fisc être la salariée de son mari, tandis qu'un commerçant peut évidemment avoir une de ses employées pour concubine. Du reste, la jurisprudence s'est d'abord refusée à admettre une aussi scandaleuse conséquence : le Conseil d'Etat autorisa dans plusieurs arrêts rendus en matière de bénéfice de guerre, la déduction du salaire de la femme, sous la condition que cette rémunération fut effective et normale, quant à son chiffre (1). De même en matière de bénéfices commerciaux plusieurs arrêts ont admis la déduction du salaire de la femme.

Mais cette jurisprudence a été condamnée par un arrêt du Conseil d'Etat du 25 juillet 1929 ainsi motivé : « Considérant qu'en raison des conditions dans lesquelles les époux P... exploitent leur boucherie et de l'étroite communauté d'intérêts existant entre eux, la somme

(1) Conseil d'Etat, 30 mai et 7 avril 1920, 13 juillet 1923. Rapporté par M. Henri Lalou dans son article précité.

que le sieur P... aurait alloué à titre de salaire à sa femme, en rémunération du travail par elle fourni, dans l'exploitation de cette boucherie, ne saurait constituer une charge définie de l'entreprise pouvant être inscrite avec précision dans les dépenses d'exploitation, et qu'en conséquence cette somme n'est pas susceptible d'être déduite des bénéfices servant de base au calcul de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.. »

Cet arrêt semble indiquer que, chaque fois que la femme d'un commerçant pourra être considérée comme une sorte d'associée de fait de son mari, le salaire à elle alloué ne sera pas plus déductible qu'il ne l'est dans les autres associations de fait entre père et fils par exemple; et, qui plus est, cette association de fait sera présumée exister, et la preuve contraire appartiendra aux contribuables.

Cependant, même depuis cet arrêt du Conseil d'État, certains conseils de préfecture ne se sont pas inclinés : Le 21 novembre 1929, le Conseil de préfecture de Nancy décidait, que s'il peut répugner de ranger la femme parmi les salariés de son mari, il semble au contraire normal, de voir en elle, quand il y a de sa part travail effectif, une aide et une collaboration méritant un salaire qui pourra être déduit de ses bénéfices par son mari.

Mais le Conseil d'État maintint sa jurisprudence dans un arrêt du 4 avril 1930 (1) et considérant que les sommes versées à la femme, en rémunération du travail par elle fourni, ne saurait constituer une charge de l'entreprise pouvant être inscrite avec précision dans les dépenses d'exploitation, décida que ces sommes ne sont pas susceptibles d'être déduites des bénéfices servant de base au calcul de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Nous sommes donc en présence d'une jurisprudence désormais établie qui ne nous étonnera pas de la part du Conseil d'État : nous avons en effet exposé plus haut, en

(1) Conseil d'État, 25 juillet 1929, G. P. 1929.2.648; Conseil de Préfecture de Nancy du 21 novembre 1929, G. P. 1930.1.56; Conseil d'État, 4 avril 1930, G. P. 1930.1.912.

traitant la question du droit à dommages-intérêts de la concubine en cas d'accident mortel survenu au concubin, que nos juges administratifs se refusaient à reconnaître le concubinage et à faire découler de cette situation de fait des conséquences de droit. C'est bien dans le même esprit qu'est intervenue cette jurisprudence fiscale, mais une fois de plus nous devons constater qu'en refusant d'assortir le concubinage d'effets analogues à ceux résultant du mariage, et en se montrant plus sévères pour les femmes mariées, la jurisprudence favorise indirectement le concubinage, et incite des concubins, étant donnés les avantages appréciables que leur procure leur situation, à ne pas la régulariser par un mariage subséquent.

TROISIÈME PARTIE

LE CONCUBINAGE HORS DE FRANCE

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION

Le concubinat, florissant à l'époque Romaine puis subissant sous l'influence de l'Eglise catholique une régression continue, redevenant enfin de nos jours bien plus qu'un état de fait, une véritable situation juridique, le concubinat a-t-il suivi le même processus dans les autres pays? Question particulièrement intéressante, mais sur laquelle il nous a été fort difficile de nous documenter. On ne trouve pas, en effet, dans les législations des pays qui nous entourent, trace du concubinage tel que nous l'entendons, et nous n'avons pu découvrir à l'étranger de théories jurisprudentielles se rapprochant de celles que nous venons d'étudier.

Il nous a paru cependant intéressant d'étudier brièvement la notion du mariage dans les pays où nous la trouvons très différente de la nôtre, et où n'existe pas d'antinomie entre le mariage et le concubinage.

CHAPITRE II

LE CONCUBINAGE ET LE MARIAGE DANS LES COLONIES FRANÇAISES

Dans nos colonies françaises nous trouvons très fréquemment le mariage inférieur et la polygamie, mais rarement le concubinage produisant comme en France des effets juridiques.

Dans les établissements français de l'Inde, le mariage obéit à des règles qui ne sont pas seulement d'origine religieuse et qui dérivent aussi de la notion de la répartition en castes. La naissance d'un enfant du sexe mâle est considéré comme la fin essentielle du mariage, de sorte que si la femme ne donne point d'enfant mâle au mari, celui-ci peut sans consentement en épouser une autre, alors que, s'il veut avoir, dans tous les autres cas, plusieurs épouses, il lui faut obtenir l'autorisation de la première.

A Madagascar, malgré les facultés d'assimilation des Hovas la filiation naturelle est encore de tous points assimilée à la filiation légitime; mais elle ne peut être établie qu'à l'égard de la mère. Jusqu'en 1881, la polygamie était admise à Madagascar : à côté de la première épouse nommée : « vadibe », on rencontrait des épouses inférieures, les « vadikely », mais dès avant l'établissement des Français, le code des 305 articles, avait aboli ces pratiques (1).

Dans le continent africain la majorité des indigènes se réclament du droit musulman. A côté de cette popula-

(1) Henry Solus. *Traité de la condition des indigènes en droit privé*, p. 240 et suivantes.

tion, certaines peuplades pratiquent encore la polygamie, l'achat de la femme, le divorce, et la répudiation. Mais notre colonie la plus intéressante au point de vue de l'étude du concubinage est l'Indochine française. Le concubinage en effet est admis entre indigènes, par les coutumes annamites, et produit en Cochinchine des effets de droit entre concubins.

La Cour de cassation, Chambre criminelle a rendu récemment un arrêt très intéressant sur la question. L'espèce se présentait ainsi : Une femme indigène nommée Pham Thi Tho passant auprès d'une maison, alors qu'un vent violent soufflait, fut tuée par la toiture en tôle de cette maison, qui emportée par le vent, vint frapper la malheureuse. Après avoir reconnu que la construction de cette maison avait été faite dans des conditions imprudentes, et devant entraîner la responsabilité entière du propriétaire, la Cour de cassation statue ainsi sur le deuxième moyen du pourvoi qui reprochait à la Cour d'appel de Saïgon d'avoir accordé deux mille piastres à titre de dommages-intérêts au concubin de la victime un nommé Vô Than Long : « Sur le deuxième moyen pris de la violation des articles 319 Code pénal , 1382 et 1383 Code civil et 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs a condamné Chêne à payer à Vô Than Long la somme de deux mille piastres à titre de dommages-intérêts sous le prétexte que le décès de la victime a causé à ce dernier un préjudice tant matériel que moral, alors qu'il n'existait aucun lien de parenté entre ces deux personnes : et que l'arrêt, au surplus, ne fournit aucune indication sur le prétendu préjudice subi par ledit Vô Than Long. Attendu que, suivant les constatations de l'arrêt attaqué, Vô Than Long, avait la femme Pham Thi Tho pour concubine, que l'état de concubinat est admis entre indigènes par les coutumes annamites et produit en Cochinchine des effets de droit entre les concubins, qu'il s'en suit que, dans l'espèce Vô Than Long était recevable à conclure à des dommages-intérêts. Attendu d'autre part, que pour justifier la condamnation du demandeur à des dommages-intérêts la Cour d'appel n'était pas tenue

de donner des motifs spéciaux; que cette condamnation accessoire naturelle de la condamnation principale, trouvait ses motifs dans le délit même d'homicide par imprudence reconnu constant à la charge du demandeur (1). »

Il n'y a donc en Cochinchine aucun doute possible le concubinage reconnu situation légale, produit des effets juridiques analogues à ceux produits par le mariage.

(1) Dalloz, *R. H.*, 1929, p. 318, Cour de cassation, Chambre criminelle, 2 mai 1929.

CHAPITRE III

LE CONCUBINAGE ET LE MARIAGE EN U. R. S. S.

Le pays le plus intéressant au point de vue de l'évolution du concubinage est certainement, à l'heure actuelle, la Russie soviétique. Il est à noter du reste, que nous ne trouverons pas en U. R. S. S. un développement particulier du concubinage, mais le mariage y est devenu tel, que, pratiquement, il n'existe plus de différence entre l'union légitime et l'union libre.

Aussitôt au pouvoir, les Soviets introduisirent dans le mariage, le principe de laïcité. Cette réforme, qui avait dans la religieuse Russie une importance toute particulière, fut longue à s'introduire dans les mœurs : « Les esprits ne pouvaient aisément se familiariser avec une idée contraire à leur façon habituelle de penser et d'agir, rompre du jour au lendemain avec un précepte qu'ils n'avaient jusque-là jamais songé à discuter » (1).

Le Code russe de 1923 prévoit seulement une cérémonie fort simple devant l'officier de l'état civil. Ce fonctionnaire reçoit les déclarations écrites ou verbales des personnes qui sont désireuses de contracter le mariage, et « après avoir opéré l'inscription du mariage, dans le registre des mariages, la lit aux futurs époux et déclarent leur mariage conclu au nom de la loi » (2). C'est du reste l'enregistrement proprement dit, le Code

(1) Pierre Chapelet. *La famille en Russie soviétique*, 1929, t. 26 de la bibliothèque de l'Institut de droit comparé de Lyon.

(2) Article 60 du code de 1929.

le prévoit formellement, qui donne aux intéressés la qualité d'époux et créent entre eux le lien contractuel d'où découlent leurs droits et leurs devoirs. S'il suffit à un homme et à une femme de se présenter dans un bureau de l'Etat-civil — aux Zacs, comme on dit en U. R. R. S. — pour faire enregistrer leur union, s'il suffit alors de présenter des papiers d'identité, de donner des signatures, de verser un rouble, et de prendre en échange un bulletin, c'est avec une facilité plus grande encore, qu'on peut divorcer aujourd'hui en Russie. Un des époux peut seul se présenter aux Zacs : il déclare qu'il divorce, et on enregistre sa déclaration.

Ce Code de 1923 exige encore une formalité pour qu'il y ait mariage, et cette formalité si facile qu'elle soit à accomplir, établit une différence encore très marquée entre le mariage et le concubinage. Il n'en est plus de même aujourd'hui : le Code de 1927 a poursuivi la transformation du mariage. L'enregistrement n'est plus une condition essentielle à la validité du mariage; il est seulement facultatif. Cette seconde étape a rendu beaucoup plus vaste la notion du mariage; ce que nous appelons en France « concubinage » ou « union libre » s'appelle « mariage » en U. R. S. S.; les droits et les devoirs des époux sont les mêmes que leur union soit ou non enregistrée. Comme l'a constaté très justement M. Chaplet dans sa thèse précitée, on retourne ainsi au mariage des Romains, contrat consensuel par excellence, et à celui du droit canonique avant le Concile de Trente. Les Soviets se sont flattés de supprimer les unions irrégulières; il faut bien reconnaître que, si cette réforme peut faire disparaître certaines injustices, le législateur a dû pour cela, avilir et discréditer le mariage en donnant ce nom à une cohabitation plus ou moins prolongée. L'enregistrement, qui n'est plus nécessaire à la formation du mariage, n'est cependant pas supprimé et présente encore une très grande utilité. Son principal intérêt est de constituer une preuve indiscutable et préétablie de l'existence du mariage. Les personnes, qui auront eu soin de faire enregistrer leur union, n'auront plus, si elles revendiquent leur qualité

d'époux, à en rapporter la preuve; celle-ci découle d'une façon indiscutable de l'inscription sur les registres de l'état civil. Au contraire, ceux qui n'ont pas procédé à cette formalité doivent, pour prouver le mariage, établir un certain nombre de faits, dont la constatation est laissée à l'arbitraire du juge, faits énumérés dans l'article 12 du Code de 1927. Ce sont : « le fait d'habiter en commun, l'existence à raison de cette cohabitation d'une économie commune, et la révélation des rapports conjugaux devant des tiers, dans la correspondance personnelle, et autres documents, ainsi que selon les circonstances le soutien matériel réciproque et l'éducation en commun des enfants, etc..... »

En plus de l'intérêt très grand qu'il présente au point de vue de la preuve du mariage, l'enregistrement possède l'avantage de faire connaître à tous, une union qui prend ainsi un caractère régulier, enfin il a une utilité spéciale, car il facilite « la sauvegarde des droits et intérêts personnels et matrimoniaux des époux et des enfants ». Ajoutons, pour terminer, que cet enregistrement aux « Zacs » peut-être fait par les époux à n'importe quel moment; il n'y a aucun délai, il suffit d'indiquer à quelle date a commencé la vie commune (1). En promulguant leur code de 1927, les Soviets ont voulu secourir la femme et protéger l'enfant en leur donnant une qualité qui leur permet d'éviter l'abandon. C'est pourquoi il existe en Russie, notamment à Moscou dans un des faubourgs de la ville, un tribunal appelé « Tribunal des Aliments », devant lequel les jeunes mères abandonnées réclament l'octroi d'une pension alimentaire au père véritable ou présumé tel de leur enfant. Ainsi, une femme divorcée malgré elle réclame à son ex-époux 30 % de son salaire, et on lui en accorde 25 %.

Comme un homme peut contracter un très grand nombre de mariages-concubinats, cet homme pourrait se trouver amené à devoir des pensions alimentaires très supérieures aux salaires qu'il peut gagner. Aussi, la

(1) Louis Charles Royer. *L'Amour chez les Soviets*. Les éditions de France, 1932.

loi a prévu un maximum qui est du tiers du salaire de l'homme. Pour un travailleur cette proportion est considérable, mais pour les enfants, qui se divisent cette quote-part, cela peut ne faire qu'une somme insignifiante. La *Pravda* du 10 mars 1926 cite le cas d'un « camarade » qui vient de contracter sa 119^e union libre. Si de ces unions il lui reste, malgré les cliniques spéciales, une centaine d'enfants, ces petits malheureux feront bien d'attendre d'un autre que leur père la nourriture quotidienne.

Les Soviets ont poussé leur théorie jusqu'à l'absurde. On peut en effet, défendre leur code de 1923, qui en simplifiant considérablement les formalités du mariage pouvait décider les personnes vivant en concubinage à régulariser leur union pour profiter des avantages attachés aux unions légitimes. En 1927, les Soviets ont détruit l'effet heureux de leur réforme antérieure. Ils n'ont pas diminué l'union libre en l'élevant au mariage, et leur mariage actuel n'a servi en réalité qu'à favoriser un abaissement déjà sensible du niveau moral.

Il est en tout cas assez piquant de remarquer que les Soviets « ces précurseurs du xx^e siècle » ne font qu'appliquer intégralement et sans réserve la maxime de Loysel.

Les Soviets n'ont donc innové en rien : leur système n'est pas le fruit de conceptions neuves destinées à organiser le monde sur des bases n'ayant encore jamais servies. Il semble emprunté aux idées les plus archaïques et les plus vieilles de la doctrine chrétienne, celles qui ont précédé le Concile de Trente. Le mariage, envisagé comme un contrat consensuel, se retrouve du reste encore aujourd'hui en Ecosse et dans quelques états de la Confédération américaine.

CHAPITRE IV

LE CONCUBINAGE ET LE MARIAGE EN ÉCOSSE

Les Ecossais, ont su tout en conservant les principes romains assouplir leur législation au point « d'avoir réduit à la plus extrême simplicité les prescriptions relatives aux formalités du mariage;..... il n'existe nulle part; sauf en quelques Etats des Etats-Unis d'Amérique, de mariage d'un accès aussi libre et facile que le mariage écossais..... aucune entrave, ni de fond, ni de forme. Le consentement des parents n'est même pas requis. La présence des conjoints et d'un témoin suffit pour l'union « per verba de præsentî » (1).

Il existe, en effet, en Ecosse à l'heure actuelle deux sortes de mariage, le mariage « regular » et le mariage « irregular ».

Le mariage « regular » qui correspond au mariage tel que nous le concevons en France, en est cependant bien différent. Le mariage ne consiste pas en une cérémonie, soit civile, soit religieuse, mais il existe du fait seul que les futurs époux sont d'accord pour le contracter, c'est le mariage par consentement mutuel.

Ce mariage a toujours lieu en Ecosse, en présence d'un pasteur ou d'un clergyman, mais ceux-ci ne remplissent pas un rôle actif : ce sont en quelque sorte des témoins ayant pour seule mission, de constater l'accord des futurs époux. Ce mariage peut avoir lieu, non seulement à l'Eglise ou au Temple, mais dans une maison

(1) Communication de M. Henri Levy-Ullmann à la Société de Législation comparée, sur le Droit écossais, *Bulletin de la Société* de 1924, p. 138.

privée et à n'importe quelle heure. Deux formalités seulement sont imposées : la publication des bans, et la production d'un certificat délivré par le pasteur ou le clergyman, attestant que personne n'a déclaré faire opposition à l'union envisagée. Ajoutons que les futurs époux en se présentant devant le pasteur, sont accompagnés de deux témoins.

A côté de ce mariage pourtant fort simple et réduisant au minimum les formalités, existe le mariage « irregular » qui semble sortir directement du *concupinatus* romain, et avoir traversé les siècles sans subir d'altération notable. La loi écossaise se trouve sur ce point entièrement différente de la loi anglaise, où nous ne relevons pas trace d'une semblable institution.

Dans le droit écossais, si un garçon de 14 ans, dit à une jeune fille de 12 ans : « Je vous déclare que vous êtes ma femme », et que cette dernière accepte la chose comme telle, ces enfants sont valablement et irrévocablement mariés.

M. le Professeur Walton de l'Université d'Oxford dans son ouvrage ayant pour titre *Mariages regular and irregular*, nous cite l'exemple suivant : « Une jeune fille qui vivait avec son frère abandonne la maison de celui-ci secrètement, et le jour suivant ce dernier reçoit de Monsdam une lettre en ces termes :

Berbeth 21st February, 1800.

Dear James, vous serez peut-être surpris lorsque je vous apprendrai que votre sœur est venue habiter avec moi, mais j'espère que vous ne serez pas fâché parce que je puis vous assurer que je me conduirai avec elle de la façon la plus honnête. Elle ne m'a pas encore promis le mariage, mais il est très probable que ça se terminera ainsi. Elle et moi, nous serons très heureux... »

Cet exemple nous prouve que l'acte par lequel deux personnes montrent qu'elles sont d'accord pour se marier, acte revêtant un caractère de publicité, suffit pour qu'il y ait mariage, sans qu'aucun reproche puisse être adressé à la validité d'une telle union.

Il y a mariage « irregular » par ce fait seul qu'un homme et une femme habitent ensemble comme gens mariés « cohabit at bed and board ». Il faut toutefois, outre la réunion de circonstances matérielles, la reconnaissance, un élément moral qui est de la part de l'homme, la manifestation à l'égard de sa compagne du respect dû à une femme mariée. Il ne faut pas qu'il traite sa compagne comme une simple maîtresse, et il importe que ces deux personnes soient considérées dans la société comme gens mariés.

S'il n'y a aucun doute dans l'esprit des tiers sur la nature des liens unissant ces deux personnes, c'est une présomption juste et raisonnable que de considérer leur union comme un mariage, et non comme un concubinage. Un mariage établi de cette façon est prouvé par « cohabitation and habit and repute ». A côté du « Marriage by declaration of présent consent », dans lequel il suffit que les époux aient exprimé leur mutuel désir de se marier; à côté également du « Marriage proved by persons cohabiting and being reputed married » qui, s'il n'est pas une forme spéciale du mariage « irregular », est cependant différent quant à son mode de preuve, existe en Ecosse une troisième forme de mariage « irregular », c'est le « Marriage by promise subsequante copula ».

Ce ne fut pas du reste à l'origine un mariage particulier à l'Ecosse, et il fut à une époque la loi commune dans presque toute l'Europe.

Ce mariage tient son origine de la réponse faite par le Pape Grégoire IX, à un évêque français. La question était la suivante : Si un homme promet de se marier avec une femme et que postérieurement il ait des relations avec celle-ci, quelle est la situation juridique des parties? Le pape répondit : Celui qui a promis de se marier avec une femme et qui a ensuite des relations avec elle alors que cependant il s'est marié régulièrement avec une autre, est obligé de revenir à sa première femme. Le second mariage qu'il a contracté ne peut être regardé comme un mariage valable, « genuine ». Dans des espèces semblables on a beaucoup

discuté sur le point de savoir s'il y avait véritablement mariage ou simplement une demande en mariage, et souvent les juges ont rendu des décisions disant qu'il y avait bien mariage valable et, *ipso facto*, sans qu'il soit besoin de recourir à une autre formalité, les parties avaient la qualité de gens mariés.

Ce mariage « irregular » écossais remplit donc, surtout quand il se présente, sous la forme du « mariage proved by persons cohabiting and being reputed married » les conditions qui nous ont paru nécessaires à l'existence du concubinat, dans la notion actuelle qu'il revêt en France. Mais il y a cette différence capitale, c'est que nous sommes en Ecosse en présence d'un véritable mariage produisant tous les effets de droit.

Comme nous l'écrivions plus haut, ce mariage écossais vestige du droit romain et des coutumes du Moyen âge, ressemble étrangement au mariage que les nouveaux codes russes ont institués en U. R. S. S. Il en diffère cependant par ce fait essentiel que la population écossaise conserve des sentiments religieux très développés, et que le niveau moral est certainement en Ecosse très supérieur à ce qu'il est en Russie.

CONCLUSION

« C'est maintenant le moment de nous souvenir que le droit positif n'est jamais qu'une résultante, qu'il n'est autre que la conséquence, que le reflet de l'état politique, des conditions économiques, de la mentalité morale et religieuse d'une société déterminée au cours de son développement » (1).

Il n'est pas une matière où ce principe paraisse plus vrai que l'étude du concubinage : la révolution économique que nous achevons de traverser a posé nombre de problèmes nouveaux, dont on ne faisait avant la guerre de 1914, que soupçonner l'existence; enfin la mentalité d'après-guerre n'est pas du tout la même que celles des bourgeoises années du début du *xx^e* siècle.

Tous ces changements sur les plans économique, social, et moral, devaient avoir leur répercussion sur le droit de famille, et c'est ce qui explique cette modification profonde de la pensée directrice de nos législateurs qui nous a frappé au cours de cette étude : Au *xix^e* siècle, le concubinage est une situation irrégulière, une situation amoral, qu'on veut ignorer, un peu, reconnaissons-le, par fausse pudeur.

De nos jours, au contraire, nous l'avons vu en étudiant les travaux préparatoires des diverses lois ayant accordé des droits aux concubines, le législateur moderne, est imbu de cette idée que la concubine se trouve dans une situation respectable et qu'il importe de ne pas la rendre responsable de l'irrégularité de son union.

Sous l'influence de tous ces facteurs, l'idée du mariage a subi une évolution complète depuis un siècle.

(1) Communication de M. Lévy-Ullmann à la Société de législation comparée. *Bulletin*, avril-juin 1924, p. 137.

C'est aujourd'hui dans la pensée de beaucoup un contrat purement consensuel et les formalités qui l'entourent, n'ont pour but que la constatation et la publicité de ce consentement.

Et nous pensons, nous réclamant de la haute autorité de M. le professeur Josserand, que cette conception du mariage-contrat, sauvegarde mieux que toutes autres la dignité, l'exclusivité de l'union régulière et légale : « avec elle hors de la volonté nuptiale incluse dans un contrat solennel, il n'y a place que pour une situation de fait, dénuée en principe de toute force obligatoire, tandis que si l'on voit dans le mariage non une convention, mais avec M. Lefebvre une « institution », ou, avec M. Duguit, une « union », la possibilité apparaît d'une union d'ordre inférieur venant troubler les justes noces dont elle serait à la fois le diminutif et la contre-façon : entre une situation légale et l'état de fait correspondant, il existe forcément des points de contact nombreux et de même que la possession possède des issues sur la propriété, ainsi l'union libre bénéficierait en quelque mesure du statut matrimonial. En reléguant au second plan l'élément contractuel, en prépare l'avènement du concubinat ou, tout au moins on facilite cet avènement » (1).

C'est en partant de cette conception du mariage, que nous pourrions porter sur le concubinage le jugement qui doit être la conclusion de la présente étude.

Nous savons que dans les rapports des concubins avec les tiers, deux hypothèses bien différentes peuvent se présenter, ou bien ce sont les concubins qui se prévalent de leur situation pour agir contre les tiers, ou bien ce sont les tiers qui invoquent l'état de concubinage entre deux personnes, pour faire valoir leurs droits.

Dans la première situation, nous pensons qu'il faut refuser toute action aux concubins. De même que nul ne peut se créer de titre à lui-même, de même nul ne peut profiter d'une situation, du reste irrégulière, inconnue des tiers et non opposable à ces derniers, dans

(1) Chronique de M. Louis Josserand au *D. H.*, 1932, p. 50.

laquelle il lui a plu de se placer. Aucun fondement juridique ne peut justifier l'action des concubins à l'encontre des tiers : c'est ce que nous avons vu en étudiant le cas d'une concubine réclamant une indemnité à l'auteur de l'accident mortel survenu à son concubin.

La concubine n'était pas certaine que la vie commune se prolongerait, elle n'était pas certaine que l'obligation naturelle contractée par son concubin se trouverait un jour transformée en obligation civile; elle n'a donc par suite du décès de son concubin, été lésée dans aucun droit actuel et certain : elle n'a pas plus de vocation à des dommages-intérêts, qu'elle n'a de vocation successorale par rapport à la victime.

Au contraire, nous approuvons hautement les décisions jurisprudentielles qui tendent à la protection des tiers, du public, contre le faux ménage. Ces décisions reposent, du reste, sur un solide fondement juridique, la théorie de l'apparence.

Par suite, nous arrivons à cette conclusion qu'un seul concubinage peut produire des effets juridiques savoir : le concubinage dans sa forme la plus parfaite, le faux ménage, le concubinat.

Voilà la politique qui nous semble devoir être pratiquée à l'égard du concubinage, mais une telle politique ne pourra devenir efficace et porter ses fruits, que si nous avons le courage, nous inspirant du droit écossais et du Code russe de 1923, d'apporter au mariage des simplifications considérables.

Un mariage simple, dépouillé de toutes les formalités et de toutes les tracasseries administratives, un mariage peu onéreux, et, d'autre part, un concubinage ignorant les avantages du mariage, mais en supportant toutes les charges, et les responsabilités, un concubinage qui ne recevra pas de nos lois fiscales un traitement de faveur, voilà l'idéal qui doit être le nôtre. Si des réformes intelligentes nous permettent de le réaliser avant qu'il soit trop tard, nous aurons sauvé notre pays du péril de l'union libre; nous aurons, en redonnant toute sa vigueur au mariage, vivifié la famille; nous aurons en un mot, relevé le niveau moral de la France, qui, de

par ses origines, et sa valeur intrinsèque, devrait être pour les autres nations, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, un exemple.

Vu :

Le Président de la Thèse,
H. LÉVY-ULLMANN

Vu :

Le Doyen,
BARTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur de l'Académie
de Paris,*

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDRIEUX. — *Rapport de M. Andrieux, commissaire du gouvernement. Arrêt Conseil d'Etat du 11 mai 1928.* D. P. 1929.3.6.
- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*, 4^e édition, Paris, 1872.
- BAUDRY-LACANTINIERE et BONNECASE. — *Traité de droit civil. Supplément 1924.*
- CAPITANT. — *La cause des obligations*, Paris, 1923.
- CHAPLET. — *La famille en Russie Soviétique*, 1929, M. Giard éditeur.
- COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de droit civil français*, 4^e édition, 1923.
- DEMOGUES. — *Chronique à la Revue de droit civil.*
- DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon*, 3^e édition, Paris, 1865.
- DENOIX DE SAINT-MARC. — *Le concubinage, sa notion, ses effets.* Thèse Bordeaux, 1927.
- FERRIÈRE. — *Dictionnaire de droit et de pratique.* Edition revue et augmentée par Boucher d'Argis, 1762.
- GANOT (Jean). — *Le préjudice moral.* Thèse Paris, 1924.
- GAUDENET. — *Chronique Revue droit civil*, 1932, p. 140.
- GIRARD. — *Manuel de droit romain*, 7^e édition, 1924.
- GUYOT. — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, Paris, 1784-1785.
- HÉMARD. — *Nullité des Sociétés et des Sociétés de fait*, 2^e édition, 1926.
- HOUPIN et BOSVIEUX. — *Traité des Sociétés civiles et commerciales*, 5^e édition, 1923.
- JOSSERAND. — *Cours de droit civil*, 1^{re} édition, 1930.
- JOSSERAND. — *L'avènement du concubinat.* Chronique au Dalloz hebdomadaire (17 avril 1931, p. 55).
- LACOUR. — *Précis de droit commercial*, 2^e édition, Paris, 1921.
- LALOU. — *Responsabilité civile*, 2^e édition, 1932.
- LALOU. — *L'union libre devant la loi et la jurisprudence moderne.* Le Correspondant du 10 décembre 1929, p. 717.
- LANDRE. — *Le concubinage dans la loi et la jurisprudence moderne.* Thèse, Nancy, 1922.
- LÉVY-ULLMANN. — *Communication de M. Lévy-Ullmann à la Société de Législation comparée.* Bulletin, avril-juin, 1924.
- LYON-CAEN et RENAUD. — *Traité de droit commercial*, 4^e édition.
- MAZEAUD. — *Comment limiter le nombre des actions intentées en réparation d'un préjudice moral à la suite d'un décès accidentel.* Chronique au Dalloz hebdomadaire (30 juin 1932, p. 77).

- MERLIN. — *Répertoire de jurisprudence*, 5^e édition, Paris, 1828.
- PASCAL. — *Pensées*, 9^e édition Hachette.
- PATROUILLET. — *Les Codes de la Russie Soviétique*, Paris, 1926.
- PILON. — *Rapport de M. le Conseiller Pilon, sous arrêt du 2 février 1931*. D. H. 1931.
- PLANIOL. — *Traité élémentaire de droit civil*, 4^e édition, 1925.
- PLANIOL, RIPERT et ROUAST. — *Traité pratique de droit civil français*, t. II. *La Famille*, 1^{re} édition, 1926.
- POTHIER. — *Œuvres annotées par M. Bugnet*, 2^e édition, Paris, 1861.
- ROBERT. — *Note sous loi du 9 mars 1918 au Dalloz 1918.4.90*.
- ROPERS. — *Traité pratique des baux à loyers*, 1931.
- SAVATIER. — *Note au Dalloz*, 1924.2.145.
- SOLUS. — *Traité de la condition des indigènes en droit privé*, 1927. Sirey.
- VOIRIN. — *Note au Dalloz 1930.1.49 et 1929.2.169*.
- WAHL. — *Précis théorique et pratique de Droit commercial*, 1922.
- WAHL. — *La recherche de la paternité naturelle d'après la loi du 16 novembre 1912*. Revue trimestrielle de droit civil, année 1912.
- WALTON. — *Mariages regular and irregular in Scotland*.

PÉRIODIQUES

Bulletin mensuel de la Société de Législation comparée.

Dalloz. — Recueil périodique et critique de jurisprudence et doctrine.

Dalloz. — Recueil hebdomadaire de jurisprudence.

Gazette du Palais. — Journal quotidien.

Gazette du Palais. — Supplément au journal quotidien et recueil des Sommaires.

Gazette du Palais. — Neuvième table quinquennale 1925-1930.

Gazette des Tribunaux.

Journal de Droit international (Clunet).

Journal officiel de la République française.

Lois Nouvelles.

Pandectes françaises.

Sirey. — Recueil général des lois et arrêts.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES DÉCISIONS CITÉES

<i>Cour de Cassation.</i>	Pages
Cass. crim., 18 mars 1853	65
Cass. crim., 10 février 1863	65
Cass. Requêtes, 16 novembre 1903.	83
Cass. civile, 22 mai 1912.	83
Cass. civile, 19 novembre 1919	83
Cass. requêtes, 12 janvier 1921	22
Cass. civile, 7 février 1922	18
Cass. civile, 13 février 1923.	65
Cass. requêtes, 10 avril 1922	66
Comm. sup. de cass., 7 juillet 1926.	34
Cass. criminelle, 26 novembre 1926.	54
Cass. criminelle, 9 novembre 1928.	58
Comm. sup. de cass., 20 décembre 1928	35, 103
Comm. sup. de cass., 7 février 1929	35
Cass. civ., 27 février 1929.	86
Cass. criminelle, 2 mai 1929.	116
Cass. civile, 12 novembre 1929	83
Cass. requêtes, 19 février 1930	21
Cass. criminelle, 28 février 1930.	60, 70
Cass. requêtes, 19 novembre 1930.	84
Cass. requêtes, 2 février 1931.	68
Cass. crim., 6 mars 1931.	93
Cass. requêtes, 20 juillet 1931.	26
Cass. civile, 27 octobre 1931	24
Comm. sup. de cass., 28 avril 1932	35

Cours et tribunaux.

Paris, 13 juin 1872	99
Paris, 14 mai 1890	98
Trib. Seine, 10 décembre 1901	89
Trib. Seine, 11 décembre 1901	89
Trib. Seine, 6 janvier 1902.	89
Orléans, 3 juillet 1908.	99
Trib. Nice, 27 octobre 1909.	91
Trib. Seine, 24 octobre 1913	19
Trib. Belfort, 23 décembre 1913.	19

TABLE CHRONOLOGIQUE DES DÉCISIONS CITÉES 133

Nancy, 3 janvier 1914.	20
Paris, 9 novembre 1916	21
Bordeaux, 20 novembre 1916.	20
Nancy, 28 novembre 1918	21
Nîmes, 9 janvier 1922.	22
Nancy, 31 mai 1922.	23
Montpellier, 4 décembre 1922.	22
Trib. Le Havre, décembre 1922.	22
Paris, 5 juin 1923.	53, 70
Montpellier, 4 janvier 1924.	66
Montpellier, 24 juin 1924.	54
Amiens, 28 juillet 1924.	54
Paris, 14 novembre 1924.	84
Trib. Seine, 5 mai 1926	92
Angers, 19 mai 1926.	54
Rennes, 26 mai 1926.	58
Paris, 10 novembre 1926.	35
Rennes, 22 mars 1927.	58
Paris, 18 avril 1928.	103
Paris, 12 juin 1928	59
Aix, 27 octobre 1928.	59, 68
Trib. corr. Marseille, 23 mai 1929.	60, 84
Lyon, 23 octobre 1929.	60
Trib. corr. Lyon, 23 octobre 1929.	59
Lyon, 31 mars 1930.	73
Rouen, 4 novembre 1930.	24
Paris, 29 janvier 1931.	65
Trib. corr. Seine, 12 février 1931	61
Trib. corr. Seine, 25 février 1931	61
Douai, 23 mars 1931	61
Rennes, 8 juillet 1931.	62, 68
Paris, 18 mars 1932.	63
Paris, 18 mars 1932.	69
Trib. Cunet, 27 avril 1932	69
Trib. commerce Nantes, 23 mai 1932.	99

Tribunaux administratifs.

Conseil d'État, 7 avril 1920	108
Conseil d'État, 30 mai 1920	108
Conseil d'État, 13 juillet 1923.	108
Conseil d'État, 12 février 1926	107
Conseil d'État, 11 mai 1928	55
Conseil d'État, 22 juin 1928	106
Conseil d'État, 5 juillet 1929.	106
Conseil d'État, 25 juillet 1929.	108
Conseil de Préfecture de Nancy, 21 novembre 1929	109
Conseil d'État, 4 avril 1930	109
Conseil d'État, 12 décembre 1930.	57

TABLE CHRONOLOGIQUE DES TEXTES LÉGISLATIFS CITÉS

	Pages
Projet de Code civil de l'an VIII	9
Code civil du Français, 30 ventôse, an XII.	9
Loi du 27 juillet 1884 (mod. art. 230 du C. c.).	11
Loi du 9 avril 1898 (sur les accidents du travail)	40
Loi du 31 mars 1905 (sur les accidents du travail).	40
Loi du 16 novembre 1912 (mod. art. 340 du C. c.).	15
Loi du 17 juin 1913 (sur le repos des femmes en couches).	28
Loi du 14 juillet 1913 (assistance aux familles nombreuses).	28
Loi du 5 août 1914 (accordant des allocations)	29
Loi du 9 mars 1918 (sur les loyers)	30
Loi du 29 décembre 1918 (hautes payes aux hommes de troupe)	30
Code russe de 1923	117
Loi du 13 juillet 1925 (loi de finance)	106
Loi du 1 ^{er} avril 1926 (sur les loyers).	33
Code russe de 1927	118
Loi du 29 juin 1929 (sur les loyers)	36

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

LA NOTION ACTUELLE DU CONCUBINAGE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le concubinage et la loi du 16 novembre 1912</i>	15
SECTION I. — La conception du législateur.	15
SECTION II. — La doctrine	17
SECTION III. — La jurisprudence.	19
CHAPITRE II. — <i>Lois diverses assortissant d'effets le concubinage.</i>	28
Loi du 17 juin 1913.	28
Loi du 14 juillet 1913	28
Loi du 5 août 1914	29
Loi du 29 décembre 1918	30
Loi du 9 mars 1918.	30
Loi du 1 ^{er} avril 1926	33
Loi du 29 juin 1929.	36
CHAPITRE III. — <i>Projets de lois.</i>	37
Section I. — Projet de loi sur les pensions militaires. . .	37
Section II. — Projet de loi sur les accidents du travail. .	39
CHAPITRE IV. — <i>Conclusion de cette première partie.</i>	45

DEUXIÈME PARTIE

LES EFFETS DU CONCUBINAGE A L'ÉGARD DES TIERS

CHAPITRE PREMIER. — <i>Introduction.</i>	51
CHAPITRE II. — <i>L'article 1382 et le concubinage.</i>	52
SECTION I. — Etude jurisprudentielle sur la réparation du préjudice matériel	52
SECTION II. — Etude jurisprudentielle sur la réparation du préjudice moral	65
SECTION III. — Fondement juridique de cette jurisprudence	72

CHAPITRE III. — <i>Le concubinage et la législation sur les accidents du travail.</i>	81
CHAPITRE IV. — <i>Le concubinage et les contrats.</i>	87
CHAPITRE V. — <i>Les tiers et les sociétés entre concubins.</i> . . .	96
CHAPITRE VI. — <i>Les concubins et leur propriétaire.</i>	101
CHAPITRE VII. — <i>Le concubinage et le fisc.</i>	105

TROISIÈME PARTIE

LE CONCUBINAGE HORS DE FRANCE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Introduction.</i>	113
CHAPITRE II. — <i>Le concubinage et le mariage dans les colonies françaises</i>	114
CHAPITRE III. — <i>Le concubinage et le mariage en U. R. S. S.</i> .	117
CHAPITRE IV. — <i>Le concubinage et le mariage en Ecosse</i> . . .	121
CONCLUSION	125
BIBLIOGRAPHIE.	129
TABLE CHRONOLOGIQUE DES DÉCISIONS CITÉES.	132
TABLE CHRONOLOGIQUE DES TEXTES LÉGISLATIFS CITÉS. . .	134
TABLE DES MATIÈRES.	135

